

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

FINANCIAL		FINANCES
CHAPTERS		CHAPITRES
DUTIES AND RESPONSIBILITIES OF ACCOUNTING OFFICERS	201	FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DES OFFICIERS COMPTABLES
CASH ACCOUNTS AND BANKING ARRANGEMENTS	202	COMPTES DE CAISSE ET COMPTES DE BANQUE
FINANCIAL BENEFITS - GENERALLY	203	PRESTATIONS FINANCIÈRES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES
PAY OF MILITARY JUDGES	204	SOLDE À L'ÉGARD DES JUGES MILITAIRES
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001	205	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001	206	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001
COMPULSORY PAYMENTS AND PAY ALLOTMENTS	207	PAIEMENTS OBLIGATOIRES ET DÉLÉGATIONS DE SOLDE
FINES, FORFEITURES AND DEDUCTIONS	208	AMENDES, SUPPRESSIONS ET DÉDUCTIONS
PAYMENT OF TRAVEL AND LIVING EXPENSES AND RELOCATION EXPENSES	209	PAIEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR, ET DES FRAIS DE RÉINSTALLATION
MISCELLANEOUS ENTITLEMENTS AND GRANTS	210	PRESTATIONS ET SUBVENTIONS DIVERSES

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

CHAPTER 201		CHAPITRE 201
DUTIES AND RESPONSIBILITIES OF ACCOUNTING OFFICERS	201	FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DES OFFICIERS COMPTABLES
Section 1 – General		Section 1 – Généralités
NOT ALLOCATED	201.01 TO/À 201.04	NON ATTRIBUÉS
FINANCIAL RESPONSIBILITIES OF ACCOUNTING OFFICERS	201.05	RESPONSABILITÉS FINANCIÈRES DES OFFICIERS COMPTABLES
NOT ALLOCATED	201.06 AND/ET 201.07	NON ATTRIBUÉS
RESPONSIBILITY FOR DEBIT AND CREDIT BALANCES IN PAY ACCOUNTS	201.08	RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES SOLDES DÉBITEUR ET CRÉDITEUR AUX COMPTES DE SOLDE
NOT ALLOCATED	201.09 TO/À 201.99	NON ATTRIBUÉS

CHAPTER 201

CHAPITRE 201

DUTIES AND RESPONSIBILITIES OF ACCOUNTING OFFICERS

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DES OFFICIERS COMPTABLES

(Refer carefully to article 1.02 (Definitions) when reading every regulation in this chapter.)

(Avoir soin de se reporter à l'article 1.02 (Définitions) à propos de chaque règlement contenu dans le présent chapitre.)

[201.01 TO 201.04: not allocated]

[201.01 À 201.04 : non-attribués]

201.05 – FINANCIAL RESPONSIBILITIES OF ACCOUNTING OFFICERS

201.05 – RESPONSABILITÉS FINANCIÈRES DES OFFICIERS COMPTABLES

(1) An accounting officer is responsible for the receipt, custody, control and disbursement of, and accounting for, public funds.

(1) L'officier comptable est responsable de la réception, de la garde, du contrôle, des dépenses et de la comptabilité des fonds qui lui sont confiés.

(2) An accounting officer is personally responsible for any payment made by him or by his direction contrary to regulations, or otherwise without authorization, or through error by himself or his subordinates. He shall be required to seek recovery of the amount of any overpayment from the payee.

(2) L'officier comptable est personnellement responsable de tout paiement effectué contrairement aux règlements, par lui-même ou sous sa direction, ou effectué sans autorisation ou à la suite d'erreurs commises par lui-même ou ses subordonnés. Il doit chercher à recouvrer, de celui qui l'a reçu, tout paiement en trop ainsi effectué.

(3) When an accounting officer has been held liable for an overpayment and has made good the loss he is entitled to be reimbursed to the extent to which recovery has been made.

(3) Lorsqu'un officier comptable a été tenu responsable d'un paiement en trop et a comblé le déficit, il a droit à un remboursement égal à la somme recouvrée.

(4) Except as otherwise prescribed in orders issued by the Chief of the Defence Staff, an accounting officer shall not accept personal funds for safekeeping.

(4) À moins de directives contraires publiées par le chef de l'état-major de la défense, l'officier comptable ne doit accepter la garde d'aucun fonds personnels.

(5) An accounting officer shall not directly or indirectly derive any pecuniary advantage from his position beyond his authorized pay and allowances. He shall not lend, exchange or otherwise apply public funds for any purpose or in any manner not authorized by proper authority and, in particular, he shall not, except as prescribed in orders issued by the Chief of the Defence Staff, cash personal cheques or other negotiable instruments.

(5) L'officier comptable ne doit, ni directement ni indirectement, retirer d'avantages pécuniaires de son poste, autres que les soldes et indemnités auxquelles il a droit. Il ne doit ni prêter, ni échanger, ni autrement affecter les fonds publics à aucune fin ni d'aucune façon non autorisée par les autorités compétentes, et il doit surtout s'abstenir de payer des chèques personnels ou d'autres effets négociables, à moins de directives contraires publiées par le chef de l'état-major de la défense.

(G)

(G)

[201.06 AND 201.07: not allocated]

[201.06 ET 201.07 : non-attribués]

Art. 201.08

201.08 – RESPONSIBILITY FOR DEBIT AND CREDIT BALANCES IN PAY ACCOUNTS

(1) When an officer or non-commissioned member has been released and his pay account shows a debit or credit balance, the accounting officer shall take all possible steps to recover the debit balance or effect payment of the credit balance.

(2) If the accounting officer is unable to effect payment of a credit balance under paragraph (1) of this article, he shall report the matter through the usual channels to Canadian Forces Headquarters. On receipt of such report, the Chief of the Defence Staff may pass the credit balance to “suspense”.

(3) If the accounting officer is unable to recover a debit balance under paragraph (1) of this article, he shall make application through the usual channels to Canadian Forces Headquarters for recovery of the debit balance from:

(a) any benefit that may be payable under the Defence Services Pension Continuation Act (Revised Statutes of Canada 1970, chapter D-3) or the Canadian Forces Superannuation Act (Revised Statutes of Canada, 1985, chapter C-17); or

(b) any sum payable under

(i) CBI 206.21 (Gratuities – Entitlement), or

(ii) CBI 206.22 (Gratuities – Calculation).

(1 September 2001)

(4) Where the whole or any part of a debit balance cannot be recovered as prescribed in paragraphs (1) and (3) of this article, the Chief of the Defence Staff shall refer the matter to the Judge Advocate General.

(5) Where, in the opinion of the Judge Advocate General or the Department of Justice, the Crown has a legally enforceable claim in respect of the debit balance, the Judge Advocate General shall initiate claims action.

(6) Where, in the opinion of the Judge Advocate General or the Department of Justice, the Crown does not have a legally enforceable claim for the debit balance, it shall, subject to the concurrence of the Minister, be held in “suspense”.

201.08 – RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES SOLDES DÉBITEUR ET CRÉDITEUR AUX COMPTES DE SOLDE

(1) Lorsqu'un officier ou militaire du rang a été libéré et que son compte de solde accuse un débit ou un crédit, l'officier comptable doit prendre toutes les mesures possibles pour recouvrer le solde débiteur ou effectuer le versement du solde créditeur.

(2) Si un officier comptable se voit dans l'impossibilité d'effectuer le paiement d'un solde créditeur aux termes de l'alinéa (1) du présent article, il en fait part, par les voies ordinaires, au Quartier général des Forces canadiennes. Au reçu d'un rapport en ce sens, le chef de l'état-major de la défense peut passer le solde créditeur au «compte d'ordre».

(3) Si un officier comptable se voit dans l'impossibilité de recouvrer un solde débiteur aux termes de l'alinéa (1) du présent article, il présente une demande, par les voies ordinaires, au Quartier général des Forces canadiennes, en vue du recouvrement du solde débiteur par voie de :

a) toute prestation payable en vertu de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense (Statuts révisés du Canada (1970), chapitre D-3) ou de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes (Statuts révisés du Canada (1985), chapitre C-17); ou

b) toute somme payable en vertu

(i) de la DRAS 206.21 (Gratifications– admissibilité),

(ii) de la DRAS 206.22 (Gratifications – calcul).

(1^{er} septembre 2001)

(4) Lorsque la totalité ou une partie d'un solde débiteur ne peut être recouvrée conformément aux dispositions des alinéas (1) et (3) du présent article, le chef de l'état-major de la défense doit soumettre le cas au juge-avocat général.

(5) Si le juge-avocat général ou le ministère de la Justice sont d'avis que la créance de la Couronne à l'égard du solde débiteur est valide en droit, le juge-avocat général entame les procédures en recouvrement.

(6) Si le juge-avocat général ou le ministère de la Justice sont d'avis que la créance de la Couronne à l'égard du solde débiteur n'est pas valide en droit, le solde débiteur doit être passé au «compte d'ordre» subordonnement à l'approbation du ministre.

(7) When it is reported that a debit balance exists as a result of previous service in the Canadian Forces, the amount of that debit balance shall be recovered forthwith from the pay and allowances of the officer or non-commissioned member concerned.

(T) [T.B. 829184 of 28 August 2001 effective 1 September 2001]

[201.09 TO 201.99: not allocated]

(7) Lorsqu'on apprend qu'il existe un solde débiteur imputable au service antérieur dans les Forces canadiennes, le montant de ce solde débiteur doit être déduit sur-le-champ des soldes et indemnités de l'officier ou militaire du rang intéressé.

(T) [C.T. 829184 du 28 août 2001 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[201.09 À 201.99 : non-attribués]

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

CHAPTER 202		CHAPITRE 202
CASH ACCOUNTS AND BANKING ARRANGEMENTS	202	COMPTES DE CAISSE ET COMPTES DE BANQUE
Section 1 – General		Section 1 – Généralités
MAINTENANCE OF CASH ACCOUNTS	202.01	TENUE DE COMPTES DE CAISSE
PUBLIC FUNDS BANK ACCOUNTS	202.02	COMPTES DE BANQUE POUR LE DÉPOT DE FONDS PUBLICS
SECURITY OF PUBLIC FUNDS	202.03	SÉCURITÉ DES FONDS PUBLICS
REQUISITIONING OF PUBLIC FUNDS	202.04	DEMANDE DE FONDS PUBLICS
NOT ALLOCATED	202.05 TO/À 202.99	NON ATTRIBUÉS

CHAPTER 202

**CASH ACCOUNTS AND BANKING
ARRANGEMENTS**

(Refer carefully to article 1.02 (Definitions) when reading every regulation in this chapter.)

202.01 – MAINTENANCE OF CASH ACCOUNTS

(1) An accounting officer shall maintain, in the manner prescribed in orders issued by the Chief of the Defence Staff, proper records of all receipts and disbursements of public funds for which he is responsible.

(2) An accounting officer shall immediately report to his commanding officer any shortage or surplus of public funds. The commanding officer on receiving the report shall notify the Chief of the Defence Staff through the officer commanding the command concerned.

(G)

202.02 – PUBLIC FUNDS BANK ACCOUNTS

(1) When banking facilities are available, an accounting officer shall deposit public funds for which he is responsible in a bank account that the Receiver General for Canada has authorized the Minister of National Defence to establish in a chartered bank designated by the Minister of Finance. (2 December 1975)

(2) When the Minister of National Defence requests authority to open a public funds bank account, the request shall be sent to the Receiver General through the Chief, National Defence Division, Public Works and Government Services Supply and Services Canada. (2 December 1975)

CHAPITRE 202

**COMPTES DE CAISSE ET COMPTES DE
BANQUE**

(Avoir soin de se reporter à l'article 1.02 (Définitions) à propos de chaque règlement contenu dans le présent chapitre.)

202.01 – TENUE DE COMPTES DE CAISSE

(1) L'officier comptable tient des registres appropriés de toutes les recettes et décaissements de fonds publics dont il a la responsabilité, de la façon prescrite dans les ordres émanant du chef de l'état-major de la défense

(2) L'officier comptable fait immédiatement part à son commandant de tout déficit ou excédent de fonds publics. Au reçu du rapport, le commandant en signale la teneur au chef de l'état-major de la défense, par l'entremise de l'officier général commandant le commandement intéressé.

(G)

**202.02 – COMPTES DE BANQUE POUR LE DÉPÔT
DE FONDS PUBLICS**

(1) L'officier comptable est tenu, lorsqu'il y a un établissement bancaire disponible, de déposer les fonds publics dont il est responsable dans un compte de banque que le Receveur général du Canada a accordé au ministre de la Défense nationale l'autorisation d'établir dans une banque à charte désignée par le ministre des Finances. (2 décembre 1975)

(2) Lorsque le ministre de la Défense nationale demande l'autorisation d'ouvrir un compte de banque pour le dépôt de fonds publics, sa demande doit être envoyée au Receveur général, par l'entremise du Chef, Division de la Défense nationale, Approvisionnements et services Canada. (2 décembre 1975)

Art. 202.02

(3) When the Receiver General has authorized a Department of National Defence public funds bank account to be established, the accounting officer shall open and maintain the account in his official capacity under the designation of
“Department of National Defence, Accounting Officer, _____,
_____.”

At the time the account is opened, he shall obtain from the bank and forward to the command comptroller the following undertaking:

“The account maintained under the designation “Department of National Defence, Accounting Officer,
_____, _____” is held by this bank as money belonging
to the Department of _____ (Unit) _____ (Location)

National Defence, and the bank will at all times comply with any directions that may be given to the bank by the Chief
of the Defence Staff, the Receiver General, the commanding officer
_____,
(Unit)

the command comptroller _____, the formation accounting officer
_____, or _____ (Command)
(Formation)

the base comptroller _____ notwithstanding that these
directions may be in conflict _____ (Base)

with those of the accounting officer who is the authorized signing officer of the aforementioned accounts.”

(2 December 1975)

(3) Lorsque le Receveur général a accordé au ministère de la Défense nationale l’autorisation d’établir un compte de banque pour le dépôt de fonds publics, l’officier comptable ouvre et maintient le compte en sa qualité officielle, sous la désignation d’«Officier comptable, ministère de la Défense nationale,
_____, _____».

(Endroit)

(Unité)

Au moment d’ouvrir le compte, il se procure de la banque et fait parvenir au contrôleur du commandement, l’engagement suivant :

«La Banque considère que les sommes portées au compte ouvert sous la désignation d’ «Officier comptable, ministère de la Défense nationale, _____, _____»,
appartiennent au ministère de _____ (Unité)
(Endroit)

la Défense nationale et elle s'engage à toujours observer les instructions qu'elle pourra recevoir du chef de l'état-major de la défense, du Receveur général, du commandant)

_____, du
 contrôleur
 (Unité)

du commandement _____, de l'officier comptable de la formation de

 (Commandement)
 (Formation)

ou du contrôleur de la base de _____, nonobstant le fait que ces instructions peuvent être _____ (Base)

incompatibles avec celles de l'officier comptable qui est le signataire autorisé pour le compte susmentionné.»

(2 décembre 1975)

(4) An accounting officer shall not deposit personal funds in any public funds bank account or use public funds for personal transactions.

(5) An accounting officer, in making withdrawals of cash from a public funds bank account, shall not withdraw cash in excess of immediate requirements or retain cash at the unit or other element in excess of the current requirements.

(G) [P.C. 1975-4/2821 of 2 December 1975]

202.03 – SECURITY OF PUBLIC FUNDS

The commanding officer shall, in accordance with any orders issued by the Chief of the Defence Staff, ensure that:

- (a) safes or other adequate depositories are provided for the safeguarding of all public funds at his unit;
- (b) an adequate guard is provided for safeguarding public funds in transit to and from a bank; and
- (c) all reasonable protection, whether by a guard or otherwise, is provided for areas at the unit or other element in which the funds are kept.

(G)

(4) Un officier comptable ne doit pas déposer de fonds personnels dans un compte de banque destiné au dépôt de fonds publics ni utiliser des fonds publics à des fins personnelles.

(5) Un officier comptable ne doit pas retirer d'un compte de banque destiné au dépôt de fonds publics plus d'argent qu'il n'en faut pour répondre aux besoins immédiats ni garder à l'unité ou autre élément, plus d'argent que n'en exigent les besoins courants.

(G) [C.P. 1975-4/2821 du 2 décembre 1975]

202.03 – SÉCURITÉ DES FONDS PUBLICS

Le commandant doit, conformément à tous ordres émanant du chef de l'état-major de la défense, voir à :

- a) fournir des coffres-forts ou autres dispositifs où l'on peut loger en sécurité tous les fonds publics conservés à son unité;
- b) assurer une garde satisfaisante pour la protection des fonds publics transportés de la banque ou à celle-ci; et
- c) assurer, au moyen d'un garde ou autrement, la protection satisfaisante des secteurs de l'unité ou autre élément où les fonds sont logés.

(G)

Art. 202.04

202.04 – REQUISITIONING OF PUBLIC FUNDS

(1) An accounting officer shall requisition funds for the issue of pay, allowances and other disbursements, but those funds shall not be in excess of expected requirements except that an officer commanding a command may, in exceptional circumstances, authorize the requisition of excess funds.

(2) A command or formation accounting officer shall maintain a record of advances made to other accounting officers and, except to the extent that excess funds are authorized under paragraph (1) of this article, shall ensure that those advances are not in excess of expected requirements.

(G)

[202.05 TO 202.99: not allocated]

202.04 – DEMANDE DE FONDS PUBLICS

(1) L'officier comptable doit demander les fonds nécessaires pour la distribution des soldes et indemnités ainsi que pour les autres dépenses, mais les fonds en question ne doivent pas dépasser les besoins prévus, l'officier général commandant le commandement pouvant toutefois, en certains cas exceptionnels, autoriser la demande de fonds excédentaires.

(2) L'officier comptable de commandement ou de formation tient un registre des avances faites aux autres officiers comptables et, sauf dans les cas où des fonds excédentaires sont autorisés aux termes de l'alinéa (1) du présent article, il doit s'assurer que les avances en question ne dépassent pas les besoins prévus

(G)

[202.05 À 202.99 : non-attribués]

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

CHAPTER 203		CHAPITRE 203
FINANCIAL BENEFITS - GENERALLY	203	PRESTATIONS FINANCIÈRES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES
Section 1 – Issue and Computation of Financial Benefits		Section 1 – Distribution et calcul des prestations financières
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001(SEE CBI 203.01)	203.01	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.01)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001(SEE CBI 203.02)	203.02	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.02)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001(SEE CBI 203.025)	203.025	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.025)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.03)	203.03	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.03)
OVERPAYMENTS	203.04	PLUS-PAYÉS
DELAY IN SUBMISSION OF CLAIMS	203.05	RETARD À RÉCLAMER
COMPUTATION OF ENTITLEMENTS AND FORFEITURES ON A DAILY OR MONTHLY BASIS – REGULAR FORCE AND RESERVE FORCE ON CLASS "C" RESERVE SERVICE	203.06	CALCUL QUOTIDIEN OU MENSUEL AUX FINS DE VERSEMENT OU DE SUPPRESSION – FORCE RÉGULIÈRE ET FORCE DE RÉSERVE EN SERVICE DE RÉSERVE CLASSE «C»
COMPUTATION OF ENTITLEMENTS, FORFEITURES AND FINES – RESERVE FORCE – OTHER THAN CLASS "C" RESERVE SERVICE	203.065	CALCUL DES DROITS ET DES SUPPRESSIONS DE SOLDE ET DES AMENDES – FORCE DE RÉSERVE – SERVICE DE RÉSERVE AUTRE QUE CELUI DE CLASSE «C»
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001(SEE CBI 203.07)	203.07	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.07)
NOT ALLOCATED	203.08	NON ATTRIBUÉ
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.09)	203.09	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.09)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.10)	203.10	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.10)

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.11)	203.11	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.11)
NOT ALLOCATED	203.12 TO/À 203.19	NON ATTRIBUÉS
Section 2 - Special Ranks and Categories		Section 2 - Catégories et grades spéciaux
REGULAR FORCE - LIMITATION OF PAYMENTS	203.20	FORCE RÉGULIÈRE - RESTRICTION DES PAIEMENTS
REPEALED 5 OCTOBER 1994	203.205	ABROGÉ LE 5 OCTOBRE 1994
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.21)	203.21	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.21)
TRANSPORTATION ON BEHALF OF THE BRITISH ARMED FORCES	203.22	TRANSPORT POUR LE COMPTE DES FORCES ARMÉES BRITANNIQUES
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.23)	203.23	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.23)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.235)	203.235	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.235)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.236)	203.236	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.236)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.24)	203.24	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.24)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001(SEE CBI 203.241)	203.241	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.241)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.25)	203.25	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.25)
NOT ALLOCATED	203.26	NON ATTRIBUÉ
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.27)	203.27	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.27)
REPEALED 1 AVRIL 1974	203.28	ABROGÉ LE 1ER AVRIL 1974
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 203.29)	203.29	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 203.29)

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

NOT ALLOCATED

203.30
TO/À
203.99

NON ATTRIBUÉS

CHAPTER 203

FINANCIAL BENEFITS – GENERALLY

(Refer carefully to article 1.02 (Definitions) when reading every regulation in this chapter.)

Section 1 – Issue and Computation of Financial Benefits

[203.01 to 203.03 – repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

203.04 – OVERPAYMENTS

(1) It is the duty of every officer or non-commissioned member to be acquainted with the rates of pay, allowances and other financial benefits and reimbursable expenses to which that officer or non-commissioned member may be entitled, and the conditions governing their issue.

(2) If an officer or non-commissioned member accepts a payment in excess of the entitlement due, the officer or non-commissioned member shall report and refund the amount of the overpayment to the accounting officer of the base or other unit or element where the officer or non-commissioned member is present.

(3) Refund of the amount of an overpayment shall normally be made by an officer or non-commissioned member in either one lump sum or by monthly deductions in the pay account in amounts not less than the monthly rate at which the overpayment was made. In exceptional circumstances, the Chief of the Defence Staff may extend the period of recovery and authorize a lesser rate of repayment.

(G) [203.04: P.C. 1993-623 effective 1 April 1993 until 1 September 2001]

(T) [T.B. 829184 – New Authority - effective 1 September 2001]

203.05 – DELAY IN SUBMISSION OF CLAIMS

(1) Any sum of money payable under the QR&O or CBI that is not claimed within a period of twelve months after the date on which it might have been claimed is forfeited, except when

(a) the circumstances disclose sufficient reason for the delay in submitting the claim; and

CHAPITRE 203

PRESTATIONS FINANCIÈRES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

(Avoir soin de se reporter à l'article 1.02 (Définitions) à propos de chaque règlement contenu dans le présent chapitre.)

Section 1 – Distribution et calcul des prestations financières

[203.01 à 203.03 – abrogés par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

203.04 – PLUS-PAYÉS

(1) Chaque officier ou militaire du rang doit se renseigner sur les tarifs de solde, les indemnités et les autres prestations financières ou frais auxquels il peut avoir droit, ainsi que sur les conditions qui en régissent la distribution.

(2) Si un officier ou un militaire du rang accepte un paiement qui dépasse le montant auquel il a droit, il doit signaler ces paiements et rembourser le montant payé en trop à l'officier comptable de la base ou autre unité ou élément où l'officier ou le militaire du rang est présent.

(3) L'officier ou le militaire du rang doit normalement rembourser un trop-payé en un seul versement ou au moyen de retenues mensuelles effectuées sur son compte de solde, pourvu que ces mensualités ne soient pas inférieures au tarif mensuel auquel le paiement en trop a été effectué. Toutefois, dans des circonstances extraordinaires, le chef de l'état-major de la défense peut étendre la période du recouvrement ou autoriser un taux de remboursement moins élevé.

(G) [203.04 : C.P. 1993-623 en vigueur du 1^{er} avril 1993 au 1^{er} septembre 2001]

(T) [C.P. 829184 – Nouvelle autorité - en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

203.05 – RETARD À RÉCLAMER

(1) Toute somme payable sous le régime des ORFC ou des DRAS qui n'a pas été réclamée dans les douze mois qui suivent la date où le titulaire y avait droit, est confisquée, sauf lorsque :

a) les circonstances révèlent que le retard à réclamer est suffisamment motivé; et que

Art. 203.05

(b) the payment is approved by the Chief of the Defence Staff.

(2) The provisions of paragraph (1) do not apply to any unpaid balance of pay and allowances remaining in the pay account of an officer or non-commissioned member.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001 – portion before (1)(a)]

203.06 – COMPUTATION OF ENTITLEMENTS AND FORFEITURES ON A DAILY OR MONTHLY BASIS – REGULAR FORCE AND RESERVE FORCE ON CLASS “C” RESERVE SERVICE

(1) Subject to the remainder of this article, for the purpose of computing entitlements to and forfeitures of pay, allowances and other financial benefits:

(a) where a monthly rate is prescribed, the daily rate shall be one-thirtieth of the monthly rate; and

(b) where an annual rate is prescribed, the monthly rate shall be one-twelfth of the annual rate and the daily rate shall be one-thirtieth of the monthly rate so determined.

(2) Entitlement to pay and allowances for any calendar month may not exceed the prescribed monthly rate of such pay and allowances and:

(a) except on enrolment, does not commence on the 31st day of a month; and

(b) shall be computed as if each month had 30 days.

(3) Forfeitures of pay and allowances during any calendar month may not exceed the prescribed monthly rate of such pay and allowances and:

(a) shall be computed as if each month had 30 days; and

(b) shall not be imposed in respect of the last day of a 31 day month unless the forfeiture commences on that day.

(G) [203.06: P.C. 1968-17/2154 effective 1 October 1968 until 1 September 2001]

(T) [T.B. 829184 – New Authority – effective 1 September 2001]

b) le chef de l'état-major de la défense sanctionne le paiement.

(2) Les dispositions de l'alinéa (1) ne s'appliquent pas à un reliquat de soldes et indemnités restant impayé au compte de solde d'un officier ou militaire du rang.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001 – passage précédant (1)a)]

203.06 – CALCUL QUOTIDIEN OU MENSUEL AUX FINS DE VERSEMENT OU DE SUPPRESSION – FORCE RÉGULIÈRE ET FORCE DE RÉSERVE EN SERVICE DE RÉSERVE CLASSE «C»

(1) Sous réserve de la suite du présent article, dans le calcul des versements et des suppressions de soldes, indemnités et autres prestations financières :

a) lorsqu'un tarif mensuel est prescrit, le tarif quotidien représente un trentième du tarif mensuel; et

b) lorsqu'un tarif annuel est prescrit, le tarif mensuel représente un douzième du tarif annuel et le tarif quotidien un trentième du tarif mensuel ainsi établi.

(2) Le droit aux soldes et indemnités en un mois civil quelconque ne doit pas dépasser le tarif mensuel prescrit à l'égard de ces soldes et indemnités, et:

a) sauf lors de l'enrôlement, il ne doit pas dater du 31^e jour d'un mois, et

b) il doit être calculé comme si chaque mois avait 30 jours.

(3) La suppression des soldes et indemnités au cours d'un mois civil quelconque ne doit pas représenter un montant supérieur au taux mensuel prescrit à l'égard des soldes et indemnités en question et:

a) doit être calculée comme si chaque mois était de 30 jours; et

b) ne doit pas être imposée à l'égard du dernier jour d'un mois de 31 jours, à moins que ladite suppression n'entre en vigueur ce jour-là.

(G) [203.06: C.P. 1968-17/2154 en vigueur le 1^{er} octobre 1968 au 1^{er} septembre 2001]

(T) [C.T. 829184 – Nouvelle autorité – en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

203.065 – COMPUTATION OF ENTITLEMENTS, FORFEITURES AND FINES – RESERVE FORCE – OTHER THAN CLASS “C” RESERVE SERVICE

(1) Subject to CBI 204.55 (*Premium in Lieu of Leave – Reserve Force*), an officer or non-commissioned member who is on other than Class “C” Reserve Service is entitled to pay for each day of that service.

(2) Entitlement to allowances for any calendar month may not exceed the prescribed monthly rate of such allowances and, subject to paragraph (3), shall be computed as if each month had 30 days.

(3) An officer or non-commissioned member who is not on Class “C” Reserve Service and who commences a period of Reserve Service on other than the first day of a 31 day month and is on such service on the 31st day of that month, is entitled to allowances for the 31st day.

(4) Except as prescribed in paragraph (5), where an officer or non-commissioned member on other than Class “C” Reserve Service is subject to a forfeiture of pay and allowances:

(a) pay shall be forfeited for each day of the period of forfeiture; and

(b) forfeiture of allowances during any calendar month may not exceed the prescribed monthly rate of such allowances and

(i) shall be computed as if each month had 30 days, and

(ii) shall not be imposed in respect of the last day of a 31 day month unless the forfeiture commences on that day.

(5) An officer or non-commissioned member who commences other than Class “C” Reserve Service on other than the first day of a 31 day month and who is subject to a forfeiture in respect of a period that includes the 31st day of that month, shall forfeit allowances for the 31st day.

203.065 – CALCUL DES DROITS ET DES SUPPRESSIONS DE SOLDE ET DES AMENDES – FORCE DE RÉSERVE – SERVICE DE RÉSERVE AUTRE QUE CELUI DE CLASSE «C»

(1) Sous réserve de la DRAS 204.55 (*Prime tenant lieu de congé – force de réserve*), un officier ou militaire du rang qui est en service de réserve autre que celui de classe « C » a droit à la solde pour chaque jour de service ainsi accompli.

(2) Le droit aux indemnités en un mois civil quelconque ne doit pas dépasser le tarif mensuel prescrit à l’égard des indemnités en question et, sous réserve de l’alinéa (3), il doit être calculé comme si chaque mois avait 30 jours.

(3) Tout officier ou militaire du rang qui est en service de réserve autre que celui de classe «C» et qui commence une période de service à une autre date que le premier jour d’un mois de 31 jours et qui est en service de réserve le 31e jour du mois en question, a le droit de toucher les indemnités à l’égard du 31e jour.

(4) Sous réserve des dispositions de l’alinéa (5), lorsqu’un officier ou militaire du rang en service de réserve autre que celui de classe «C» est assujéti à une suppression de soldes et indemnités :

a) la solde est arrêtée à l’égard de chaque jour de la période de suppression; et

b) la suppression des indemnités au cours d’un mois civil quelconque ne doit pas dépasser le tarif mensuel prévu concernant les indemnités en question et

(i) doit être calculée comme si chaque mois était de 30 jours, et

(ii) ne doit pas être imposée à l’égard du dernier jour d’un mois de 31 jours, à moins que ladite suppression n’entre en vigueur ce jour-là.

(5) Tout officier ou militaire du rang qui commence une période de service de réserve autre que celui de classe «C» à une autre date que le premier jour d’un mois de 31 jours et qui fait l’objet d’une suppression à l’égard d’une période comprenant le 31e jour du mois en question, est assujéti à la suppression de ces indemnités à l’égard du 31e jour.

Art. 203.065

(6) For the purpose of computing the amount of a fine that may be imposed, the monthly rate of pay for an officer or non-commissioned member of the reserve force on other than Class "C" Reserve Service is 30 times the rate of pay prescribed for a period of duty or training of six hours or more for their rank, pay increment and, if applicable, pay level and trade group, in the appropriate table to CBI 204.52 (*Pay – Officers*) or in the table to CBI 204.53 (*Pay – Non-commissioned Members – Reserve Force*).

(G) [203.065: P.C. 1973-8/3859 effective 1 January 1974 until 1 September 2001]

(T) [T. B. 829184 – New Authority - effective 1 September 2001; T.B. 829184 effective 1 September 2001 - (1) and (6); T.B. 837222 effective 1 June 2014 – (6)]

[203.07: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[203.08: not allocated]

[203.09 to 203.11 : repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[203.12 to 203.19: not allocated]

Section 2 – Special Ranks and Categories

203.20 – REGULAR FORCE – LIMITATION OF PAYMENTS

(1) This article applies to an officer or non-commissioned member of the regular force who is enrolled in an authorized full-time academic plan or program that provides for subsidization by the Canadian Forces.

(2) Despite any other regulation, order or instruction, an officer or non-commissioned member referred to in paragraph (1) is subject to a forfeiture of their pay and allowances, and other financial benefits, for any period during which they are repeating an academic semester or year, unless they are doing so for medical or service reasons as approved by the Minister.

(T) [T.B. 751167 effective 1 April 1977; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

[203.205: repealed 5 October 1994]

[203.21: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

(6) Aux fins du calcul du montant de l'amende qui peut être infligée, le taux de solde mensuel d'un officier ou militaire du rang de la force de réserve en service de réserve autre que celui de classe «C» est le produit de 30 fois le taux de solde établi, pour une période de service ou de formation de six heures ou plus en fonction du grade, de l'échelon de solde et, le cas échéant, du niveau de solde et du groupe de spécialité, tels que prévus dans le tableau approprié de la DRAS 204.52 (*Solde – officiers*) ou dans le tableau de la DRAS 204.53 (*Solde – militaires du rang – force de réserve*).

(T) [203.065: C.P. 1973-8/3859 en vigueur du 1^{er} janvier 1974 au 1^{er} septembre 2001]

(T) [C.T. 829184 – Nouvelle autorité - en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001 – (1) et (6); C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014 – (6)]

[203.07 : abrogé par the C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[203.08 : non-attribué]

[203.09 à 203.11 : abrogés par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[203.12 à 203.19 : non-attribués]

Section 2 – Catégories et grades spéciaux

203.20 – FORCE RÉGULIÈRE – RESTRICTION DES PAIEMENTS

(1) Le présent article s'applique à tout officier ou militaire du rang de la force régulière qui est inscrit comme étudiant à temps plein dans le cadre d'un programme scolaire agréé et subventionné par les Forces canadiennes.

(2) Malgré tout autre règlement, ordre ou instruction, l'officier ou le militaire du rang visé à l'alinéa (1) n'a droit à aucune solde, aucune indemnité ou aucun autre avantage financier pour toute période au cours de laquelle il reprend un semestre ou une année scolaire, à moins qu'il n'ait des raisons médicales ou d'ordre militaire approuvées par le ministre.

(T) [C.T. 751167 en vigueur le 1^{er} avril 1977; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

[203.205 : abrogé le 5 octobre 1994]

[203.21 : abrogé par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

**203.22 – TRANSPORTATION ON BEHALF OF THE
BRITISH ARMED FORCES**

(1) At the request of an authority of the Ministry of Defence, transportation in Canada may be arranged for an officer or non-commissioned member of the British Armed Forces.

(2) Requests for transportation for an officer or non-commissioned member of the British Armed Forces shall be forwarded to National Defence Headquarters for action.

(3) The cost of transportation provided under this article shall be recovered from the Ministry of Defence by National Defence Headquarters.

(G) [P.C. 2001-1508 effective 1 September 2001]

[203.23 to 203.25: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[203.26: not allocated]

[203.27: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[203.28: repealed 1 April 1974]

[203.29: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[203.30 to 203.99: not allocated]

**203.22 – TRANSPORT POUR LE COMPTE DES
FORCES ARMÉES BRITANNIQUES**

(1) À la demande d’une autorité du Ministère de la Défense, on peut prendre des dispositions au Canada en vue du transport d’un officier ou militaire du rang des Forces armées britanniques.

(2) Les demandes de transport à l’intention d’un officier ou militaire du rang des Forces armées britanniques doivent être transmises au Quartier général de la Défense nationale pour exécution.

(3) Le Quartier général de la Défense nationale demande au Ministère de la Défense de rembourser les frais de transport fournis aux termes du présent article.

(G) [C.P. 2001-1508 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[203.23 à 203.25 : abrogés par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[203.26 : non-attribué]

[203.27 : abrogé par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[203.28: abrogé le 1^{er} avril 1974]

[203.29 : abrogé par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[203.30 à 203.99 : non-attribués]

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

CHAPTER 204		CHAPITRE 204
PAY OF MILITARY JUDGES	204	SOLDE À L'ÉGARD DES JUGES MILITAIRES
APPLICATION	204.01	APPLICATION
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 204.015)	204.015	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 204.015)
INTERPRETATION	204.02	INTERPRÉTATION
NOT ALLOCATED	204.03 TO/À 204.03	NON ATTRIBUÉS
COMMENCEMENT OF PAY – MILITARY JUDGES	204.10	DÉBUT DE LA SOLDE - JUGES MILITAIRES
CESSATION OF PAY – MILITARY JUDGES	204.11	CESSATION DE LA SOLDE - JUGES MILITAIRES
PAY – LEAVE WITHOUT PAY AND ALLOWANCES – MILITARY JUDGES	204.12	CONGÉ SANS SOLDE NI INDEMNITÉS - JUGES MILITAIRES
ISSUE OF PAY – MILITARY JUDGES	204.13	DISTRIBUTION DE LA SOLDE -JUGES MILITAIRES
OVERPAYMENTS – MILITARY JUDGES	204.14	TROP-PAYÉS - JUGES MILITAIRES
PAYMENTS ON BEHALF OF INCAPACITATED MILITARY JUDGES	204.15	VERSEMENTS POUR LE COMPTE DE JUGES MILITAIRES FRAPPÉS D'INCAPACITÉ
AUTHORITY TO ADJUST PAY ACCOUNTS – MILITARY JUDGES	204.16	AUTORISATION DE RECTIFIER LE COMPTE DE SOLDE - JUGES MILITAIRES
MILITARY JUDGE DECEASED OR PRESUMED DEAD	204.17	JUGE MILITAIRE DÉCÉDÉ OU PRÉSUMÉ MORT
MILITARY JUDGES REPORTED MISSING, PRISONERS OF WAR OR INTERNED OR DETAINED BY A FOREIGN POWER	204.18	JUGE MILITAIRE DÉCLARÉ SOIT PORTÉ DISPARU, SOIT PRISONNIER DE GUERRE, SOIT INTERNÉ OU DÉTENU PAR UNE PUISSANCE ÉTRANGÈRE

QUEEN'S REGULATIONS AND ORDERS FOR THE CANADIAN FORCES /
ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS ROYAUX APPLICABLES AUX FORCES CANADIENNES

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

PAY – ATTACHMENT OR SECONDMENT OUTSIDE THE CANADIAN FORCES	204.19	AFFECTATION OU DÉTACHEMENT EN DEHORS DES FORCES CANADIENNES - JUGES MILITAIRES
NOT ALLOCATED	204.20	NON ATTRIBUÉ
REPEALED 27 MARCH 2026	204.21	ABROGÉ LE 27 MARS 2026
NOT ALLOCATED	204.211 TO/À 204.218	NON ATTRIBUÉS
RATES OF PAY – MILITARY JUDGES – REGULAR FORCE AND CLASS "C" RESERVE SERVICE	204.22	TAUX DE SOLDE - JUGES MILITAIRES - SERVICE DE RÉSERVE DE CLASSE «C»
RATES OF PAY – MILITARY JUDGES – CLASS "A" AND "B" RESERVE SERVICE	204.221	TAUX DE SOLDE - JUGES MILITAIRES - SERVICE DE RÉSERVE DE CLASSE «A» ET «B»
SEVERANCE PAY – MILITARY JUDGES	204.225	INDEMNITÉ DE DÉPART - JUGES MILITAIRES
PREMIUM IN LIEU OF LEAVE – RESERVE FORCE MILITARY JUDGES	204.23	PRIME TENANT LIEU DE CONGÉ - JUGES MILITAIRES DE LA FORCE DE RÉSERVE
ALLOWANCE FOR INCIDENTAL EXPENSES ACTUALLY INCURRED	204.24	INDEMNISATION DES FRAIS ACCESSOIRES
NOT ALLOCATED	204.25 TO/À 204.99	NON ATTRIBUÉS

CHAPTER 204

PAY OF MILITARY JUDGES

(Refer carefully to article 1.02 (Definitions) when reading every regulation in this chapter.)

204.01 – APPLICATION

This chapter applies to military judges who are appointed under section 165.21 or 165.22 of the *National Defence Act*.

(T) [T.B. 837222 effective 1 June 2014]

204.02 – INTERPRETATION

For the purposes of this chapter, “dependent child” has the same meaning as in CBI 205.015 (*Interpretation*).

(T) [T.B. 837222 effective 1 June 2014]

[204.03 to 204.09: not allocated]

204.10 – COMMENCEMENT OF PAY – MILITARY JUDGES

The entitlement to receive pay as a military judge commences

(a) for a regular force officer, on the effective date of their appointment as a military judge; or

(b) for a reserve force officer serving on Class “B” or “C” Reserve Service, on the day on which the officer commences to serve on Class “B” or “C” Reserve Service as a military judge.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

CHAPITRE 204

SOLDE À L'ÉGARD DES JUGES MILITAIRES

(Avoir soin de se reporter à l'article 1.02 (Définitions) à propos de chaque règlement contenu dans le présent chapitre.)

204.01 – APPLICATION

Le présent chapitre s'applique aux juges militaires nommés en vertu des articles 165.21 ou 165.22 de la *Loi sur la défense nationale*

(T) [C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

204.02 – INTERPRÉTATION

Pour l'application du présent chapitre, « enfant à charge » s'entend au sens de la DRAS 205.015 (*Interprétation*)

(T) [C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

[204.03 to 204.09 : non-attribués]

204.10 – DÉBUT DE LA SOLDE – JUGES MILITAIRES

Le droit à la solde à titre de juge militaire débute

a) pour un officier de la force régulière, à la date de prise d'effet de sa nomination au poste de juge militaire;

b) pour un officier de la force de réserve en service de réserve de classe «B» ou «C», à la date où l'officier commence à servir en service de réserve de classe «B» ou «C» à titre de juge militaire.

(T) [T.B. 829184 en vigueur le 1^{er} Septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

Art. 204.11

204.11 – CESSATION OF PAY – MILITARY

Subject to any other provision of the QR&O, the entitlement to receive pay as a military judge ceases:

(a) for a regular force military judge, at the end of the day on which the military judge ceases to hold office; or

(b) for a reserve force military judge serving on Class “B” or “C” Reserve Service, at the end of the day on which the military judge ceases to serve on Class “B” or “C” Reserve Service as a military judge.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

204.12 – PAY – LEAVE WITHOUT PAY AND ALLOWANCES – MILITARY JUDGES

Despite articles 204.10 (*Commencement of Pay – Military Judges*) and 204.11 (*Cessation of Pay – Military Judges*), when a military judge has been granted leave without pay and allowances, the military judge has no entitlement to pay during the period of leave.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

204.13 – ISSUE OF PAY – MILITARY JUDGES

(1) Subject to paragraphs (2), (3) and (6), pay shall be issued in arrears to a military judge. Payment shall be made on the fifteenth and last days of each month, except that when the fifteenth or the last day of the month is not a full business day, pay may be issued on the preceding full business day.

(2) When a military judge proceeds on long leave, posting or temporary duty, the military judge may be paid

(a) earned pay up to and including the commencement date of the long leave or temporary duty or the effective date of the posting; and

(b) pay in advance, not exceeding one month, for the period of the long leave or temporary duty or the period after the effective date of the posting.

(3) A military judge who is not proceeding on long leave, posting or temporary duty may, in exceptional circumstances and with the prior approval of the Chief Military Judge, be paid the earned pay at a time other than the time described in paragraph (1).

204.11 – CESSATION DE LA SOLDE – JUGES MILITAIRES

Sous réserve de toute autre disposition des ORFC, le droit à la solde à titre de juge militaire cesse d'exister :

a) pour un juge militaire de la force régulière, à la fin du jour où il cesse d'occuper sa charge;

b) pour un juge militaire de la force de réserve en service de réserve de classe «B» ou «C», à la fin du jour où il cesse de servir en service de réserve de classe «B» ou «C» comme juge militaire.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

204.12 – CONGÉ SANS SOLDE NI INDEMNITÉS – JUGES MILITAIRES

Malgré les articles 204.10 (*Début de la solde – juges militaires*) et 204.11 (*Cessation de la solde – juges militaires*), lorsqu'un juge militaire obtient un congé sans solde ni indemnités, il n'a aucun droit à la solde pendant cette période de congé.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

204.13 – DISTRIBUTION DE LA SOLDE – JUGES MILITAIRES

(1) Sous réserve des alinéas (2), (3) et (6), le versement de la solde au juge militaire est fait à terme échu. Le paiement s'effectue le quinzième et le dernier jour du mois. Cependant, lorsque le quinzième ou le dernier jour du mois n'est pas un plein jour ouvrable, la solde peut être versée le plein jour ouvrable précédent.

(2) Lorsqu'un juge militaire part en long congé, est muté ou est en service temporaire, il peut toucher à la fois :

a) sa solde gagnée jusqu'à la date du début du long congé ou du service temporaire ou jusqu'à la date de prise d'effet de la mutation;

b) une avance de solde, d'au plus un mois, pour la période du long congé ou du service temporaire, ou pour une période subséquente à la date de prise d'effet de la mutation.

(3) Le juge militaire qui ne part pas en long congé, n'est pas muté ou n'effectue aucune période de service temporaire peut, dans des circonstances exceptionnelles et avec l'approbation préalable du juge militaire en chef, obtenir la solde déjà gagnée à des moments autres que ceux qui sont prévus à l'alinéa (1).

(4) Subject to article 204.18 (*Military Judge Reported as Missing, a Prisoner of War or Interned or Detained by a Foreign Power*), the accumulation of credit balances in pay accounts shall not be permitted.

(5) The pay shall be deposited to the credit of the military judge in a chartered bank, trust company, credit union or other financial institution, unless this is impractical or unless the military judge requests otherwise in writing.

(6) A military judge who is granted compassionate leave under article 16.17 (*Compassionate Leave*), but is not authorized transportation at public expense under CBI 209.51 (*Compassionate Travel Assistance*), may, with the approval of the Chief Military Judge, be paid an advance of pay in an amount not exceeding the cost of transportation to and from the place to which the military judge is authorized to proceed on leave.

(7) An advance paid to a military judge under paragraph (6) shall be charged to the military judge's pay account and shall be recovered in equal monthly instalments over a period not exceeding six months.

(8) In exceptional circumstances, the Chief Military Judge may extend the period of recovery described in paragraph (7).

(9) The pay of a military judge who is serving outside Canada shall be issued to the military judge in the currency determined by the Minister and concurred in by the Minister of Finance.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

204.14 – OVERPAYMENTS – MILITARY JUDGES

Article 203.04 (*Overpayments*) applies to an overpayment to a military judge of pay or any financial benefit referred to in paragraph (1) of that article except that, in the case of an overpayment of pay, the reference in paragraph (3) of that article to “the Chief of Defence Staff” shall be read as a reference to “the Chief Military Judge”.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

204.15 – PAYMENTS ON BEHALF OF INCAPACITATED MILITARY JUDGES

(1) In this article, “incapacitated” means, in respect of a person, that the person is certified by a service medical officer or a medical officer of the Department of Veterans Affairs to be mentally or physically incapacitated.

(4) Sous réserve de l'article 204.18 (*Juge militaire déclaré soit porté disparu, soit prisonnier de guerre, soit interné ou détenu par une puissance étrangère*), l'accumulation de soldes créditeurs aux comptes de solde n'est pas permise.

(5) La solde est déposée au crédit du juge militaire dans une banque à charte, une société de fiducie, une coopérative de crédit ou une autre institution financière, sauf si ce n'est pas réalisable ou sur demande écrite contraire du juge militaire.

(6) Un juge militaire qui bénéficie d'un congé pour raisons personnelles ou de famille en vertu de l'article 16.17 (*Congé pour raisons personnelles ou de famille*), mais pour qui le transport aux frais de l'État n'est pas autorisé en vertu de la DRAS 209.51 (*Aide au transport pour raisons personnelle ou de famille*) peut, avec l'approbation du juge militaire en chef, toucher une avance de solde jusqu'à concurrence du montant de ses frais de transport pour le trajet aller-retour vers l'endroit où il a été autorisé à partir en congé.

(7) L'avance accordée au juge militaire en vertu de l'alinéa (6) est portée au débit de son compte de solde et recouvrée sous forme de versements mensuels égaux effectués sur une période d'au plus six mois.

(8) Dans des circonstances exceptionnelles, le juge militaire en chef peut prolonger le délai de recouvrement prévu à l'alinéa (7).

(9) La solde d'un juge militaire servant à l'extérieur du Canada lui est versée en monnaie spécifiée par le ministre avec l'agrément du ministre des Finances.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

204.14 – TROP-PAYÉS – JUGES MILITAIRES

À l'égard d'un juge militaire, l'article 203.04 (*Plus-payés*) s'applique dans le cas d'un trop-payé de solde ou de toute prestation financière visée à l'alinéa (1) de cet article, sauf que s'il s'agit d'un trop-payé de solde, la mention de « chef d'état-major de la défense » à l'alinéa (3) de cet article vaut mention de « juge militaire en chef ».

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

204.15 – VERSEMENTS POUR LE COMPTE DE JUGES MILITAIRES FRAPPÉS D'INCAPACITÉ

(1) Pour l'application du présent article, « frappé d'incapacité » se dit d'une personne reconnue comme étant frappée d'incapacité mentale ou physique, selon une attestation d'un médecin militaire ou d'un médecin du ministère des Anciens Combattants.

Art. 204.15

(2) Subject to paragraph (3), if a military judge who is married or in a common-law partnership, or is single and has a dependent child, is incapacitated, the Chief Military Judge may authorize a monthly payment equal to twenty days pay at the rate prescribed for the military judge to

(a) the military judge's spouse or common-law partner; or

(b) a person undertaking the care of a dependent child of the military judge.

(3) The amount of the payment under paragraph (2) shall be reduced by the amount of any pay allotment made or available to the military judge's spouse or common-law partner or a person undertaking the care of a dependent child of the military judge.

(4) If an incapacitated military judge is confined to a hospital or other institution, any charge for comforts supplied to the military judge from canteens operated by the hospital or institution shall be paid on the military judge's behalf.

(5) The Chief Military Judge may authorize payment of any credit balance remaining in the pay account of an incapacitated military judge to the person who, by the law of the province of Canada where the military judge is residing during the period of incapacity, is entitled to receive money on the military judge's behalf.

(6) Payments under this article shall be charged to the pay account of the military judge concerned, but, subject to paragraph (5), may be made only in respect of the period during which the military judge is incapacitated.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

204.16 – AUTHORITY TO ADJUST PAY ACCOUNTS – MILITARY JUDGES

The pay account of a military judge shall be adjusted to reflect the commencement and cessation of, or changes in, entitlement to pay in accordance with the form of notification of casualties that is established by or under the authority the Chief of the Defence Staff.

[T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

(2) Sous réserve de l'alinéa (3), lorsqu'un juge militaire qui est marié ou vit en union de fait, ou qui est célibataire avec un enfant à charge, est frappé d'incapacité, le juge militaire en chef peut autoriser un versement mensuel correspondant à vingt jours de solde au taux prévu pour le juge militaire :

a) soit à l'époux ou au conjoint de fait du juge militaire;

b) soit à une personne qui a soin d'un enfant à charge du juge militaire.

(3) Il faut déduire du versement prévu à l'alinéa (2) le montant de toute délégation de solde perçue ou pouvant être touchée soit par l'époux ou le conjoint de fait, soit par une personne qui a soin d'un enfant à charge du juge militaire.

(4) Lorsqu'un juge militaire frappé d'incapacité est gardé dans un hôpital ou un autre établissement, le coût de toutes les douceurs qui lui sont fournies par les cantines de cet hôpital ou de cet établissement est acquitté en son nom.

(5) Le juge militaire en chef peut autoriser le paiement de tout solde créditeur restant au compte de solde du juge militaire frappé d'incapacité à la personne qui, en vertu de la loi de la province du Canada où le juge militaire réside pendant la période d'incapacité, a le droit de toucher de l'argent pour le compte du juge militaire.

(6) Les paiements effectués sous le régime du présent article sont débités au compte de solde du juge militaire et, sous réserve de l'alinéa (5), portent uniquement sur la période durant laquelle le juge militaire est frappé d'incapacité.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

204.16 – AUTORISATION DE RECTIFIER LE COMPTE DE SOLDE – JUGES MILITAIRES

Le compte de solde d'un juge militaire est rectifié afin d'indiquer le début et la cessation, ou les modifications, en ce qui concerne la solde à laquelle il a droit, conformément à la formule d'avis de perte établie par le chef d'état-major de la défense ou sous son autorité.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

204.17 – MILITARY JUDGE DECEASED OR PRESUMED DEAD

(1) This article applies to

- (a) a military judge of the regular force; and
- (b) a reserve force military judge on Class “C” Reserve Service.

(2) Subject to paragraph (4), if it is determined or presumed that a military judge has died after the military judge has been officially reported as missing, a prisoner of war or interned or detained by a foreign power, pay in issue shall be credited to the military judge’s pay account to the end of the month in which

- (a) notification is received by National Defence Headquarters that a death certificate has been issued by a civil authority;
- (b) a certificate of death or presumption of death is issued by service authorities.

(3) Subject to paragraph (2), when a military judge dies, pay in issue shall be credited to the military judge’s pay account to the end of the month in which the death occurs.

(4) Any final credit balance in the pay account of the military judge arising from the credit of pay accrued to the military judge’s service estate, even if the balance or any portion of it is in respect of a period after the end of the month of death or presumed death. (*See article 25.01 – General.*)

(5) If a military judge who is officially reported dead or presumed dead is later found to be alive, the military judge’s pay account shall be adjusted as though they had not been so reported. (*See article 204.18 – Military Judge Reported as Missing, a Prisoner of War or Interned or Detained by a Foreign Power.*)

[T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

204.17 – JUGE MILITAIRE DÉCÉDÉ OU PRÉSUMÉ MORT

(1) Le présent article s’applique :

- a) aux juges militaires de la force régulière;
- b) aux juges militaires de la force de réserve en service de réserve de classe «C».

(2) Sous réserve de l’alinéa (4), lorsqu’il est établi ou que l’on présume qu’un juge militaire est décédé après avoir été officiellement déclaré soit porté disparu, soit prisonnier de guerre, soit interné ou détenu par une puissance étrangère, sa solde en vigueur est portée au crédit de son compte de solde jusqu’à la fin du mois où, selon le cas :

- a) le Quartier général de la Défense nationale est notifié qu’un certificat de décès a été délivré par les autorités civiles;
- b) un certificat de décès ou de présomption de décès est délivré par les autorités militaires.

(3) Sous réserve de l’alinéa (2), lorsqu’un juge militaire décède, sa solde en vigueur est portée au crédit de son compte de solde jusqu’à la fin du mois où se produit le décès.

(4) Le solde créditeur définitif figurant au compte de solde du juge militaire et découlant de la solde portée à son crédit revient à sa succession militaire, et cela même si ce solde ou une partie de ce solde provient d’une période postérieure à la fin du mois du décès ou du décès présumé. (*Voir l’article 25.01 – Généralités*)

(5) Lorsqu’un juge militaire officiellement déclaré ou présumé mort est par la suite retrouvé vivant, son compte de solde est réglé de façon à indiquer le solde qu’il détiendrait s’il n’avait pas fait l’objet d’une déclaration de décès. (*Voir l’article 204.18 – Juge militaire déclaré soit porté disparu, soit prisonnier de guerre, soit interné ou détenu par une puissance étrangère*)

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

Art. 204.18

204.18 – MILITARY JUDGE REPORTED AS MISSING, A PRISONER OF WAR OR INTERNED OR DETAINED BY A FOREIGN POWER

(1) This article applies to a military judge who is officially reported as missing, a prisoner of war or interned or detained by a foreign power while serving in

- (a) the regular force;
- (b) the reserve force on Class “C” Reserve Service; or
- (c) the reserve force on Class “B” Reserve Service.

(2) Pay in issue to a military judge described in subparagraph (1)(c) who is reported as missing ceases at the end of the day on which the military judge is so reported, but if the military judge is later found to be alive, pay in respect of the period that they were reported as missing shall be credited to their pay account as described in paragraph (3).

(3) The pay account of a military judge described in subparagraph (1)(a) or (b) shall be credited with pay in respect of the period that they were reported as missing, a prisoner of war or interned or detained by a foreign power to the end of the month in which the official report is made.

(4) Pay credited to the pay account of a military judge in accordance with this article may be disbursed

- (a) by pay allotments instituted or adjusted under article 207.05 (Pay Allotments – Personnel Reported Missing, Prisoners of War or Interned or Detained by a Foreign Power); or
- (b) on the authority of the Chief Military Judge, by payment of the total pay accruing for the complete month in which the official report is made to the military judge’s spouse or common-law partner or a person undertaking the care of a dependent child of the military judge.

(5) In exceptional circumstances, the Chief Military Judge may authorize payments from the credit balance in the pay account of the military judge to

- (a) the military judge’s spouse or common-law partner; or
- (b) a person undertaking the care of a dependent child of the military judge.

204.18 – JUGE MILITAIRE DÉCLARÉ SOIT PORTÉ DISPARU, SOIT PRISONNIER DE GUERRE, SOIT INTERNÉ OU DÉTENU PAR UNE PUISSANCE ÉTRANGÈRE

(1) Le présent article s’applique à tout juge militaire qui fait l’objet d’une déclaration officielle selon laquelle il est soit porté disparu, soit prisonnier de guerre, soit interné ou détenu par une puissance étrangère lors de son service :

- a) soit dans la force régulière;
- b) soit dans la force de réserve en service de réserve de classe «C»;
- c) soit dans la force de réserve en service de réserve de classe «B».

(2) Lorsqu’un juge militaire visé au sous-alinéa (1)c) est déclaré porté disparu, sa solde en vigueur cesse d’être versée à la fin du jour où il fait l’objet de cette déclaration, mais s’il est par la suite retrouvé vivant, la solde relative à la période où il a été déclaré porté disparu, est reportée au crédit de son compte de solde conformément à l’alinéa (3).

(3) On porte au crédit du compte de solde du juge militaire visé aux sous-alinéas (1)a) ou b) la solde relative à la période où il a été déclaré soit porté disparu, soit prisonnier de guerre, soit interné ou détenu par une puissance étrangère jusqu’à la fin du mois où la déclaration officielle est publiée.

(4) La solde inscrite au crédit du compte de solde du juge militaire peut être versée :

- a) soit sous forme de délégations de solde établies ou réglées conformément à l’article 207.05 (Délégations de solde – militaire déclaré soit disparu, soit prisonnier de guerre, soit interné ou détenu par une puissance étrangère);
- b) soit sous l’autorité du juge militaire en chef, à l’époux ou conjoint de fait ou à une personne qui a soin d’un enfant à charge du juge militaire, sous forme d’une somme représentant le montant total de la solde accumulée au cours du mois entier où la déclaration officielle a été publiée.

(5) Le juge militaire en chef peut, dans des circonstances exceptionnelles, autoriser le versement de sommes figurant au crédit du compte de solde du juge militaire :

- a) soit à l’époux ou conjoint de fait du juge militaire;
- b) soit à une personne qui a soin d’un enfant à charge du juge militaire.

(6) Interest on any accumulated balance in the pay account of a military judge who was reported as missing and who is later found to be alive, or of a military judge who becomes a prisoner of war or is interned or detained by a foreign power, may be allowed at the rates and on the basis determined by the President of the Treasury Board.

[T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

204.19 – ATTACHMENT OR SECONDMENT OUTSIDE THE CANADIAN FORCES – MILITARY JUDGES

(1) A military judge who is attached or seconded to another force, department or organization is entitled to pay for the period of attachment or secondment, unless the military judge is authorized by the Chief Military Judge to receive pay from the other force, department or organization during the period of attachment or secondment.

(2) Pay for a period of secondment shall be recovered, at the rates determined by the Minister, from the force, department or organization to which the military judge is seconded.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014]

[204.20 and 204.205: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

(T) [T.B. 837222 effective 1 June 2014; T.B. 842091 effective 27 March 2026 – 204.21 is repealed]

[204.2111 to 204.216: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[204.217: repealed 1 September 1989]

[204.218: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

204.22 – RATES OF PAY – MILITARY JUDGES – REGULAR FORCE AND CLASS “C” RESERVE SERVICE

(1) Beginning on 1 September 2019, the annual rates of pay for military judges of the regular force and for reserve force military judges on Class “C” Reserve Service are as follows:

(6) Tout solde accumulé au compte de solde d'un juge militaire qui a été porté disparu et qui est retrouvé vivant par la suite, ou qui est soit prisonnier de guerre, soit interné ou détenu par une puissance étrangère, peut porter intérêt selon le taux et les dispositions établis par le président du Conseil du Trésor.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

204.19 – AFFECTATION OU DÉTACHEMENT EN DEHORS DES FORCES CANADIENNES – JUGES MILITAIRES

(1) Un juge militaire qui est en affectation ou en détachement auprès d'une autre force, d'un autre ministère ou d'une autre organisation, a droit à la solde pendant la période d'affectation ou de détachement, sauf s'il reçoit, avec l'approbation du juge militaire en chef, la solde de cette autre force, de cet autre ministère ou de cette autre organisation pendant la période d'affectation ou de détachement.

(2) La solde à l'égard d'une période de détachement est recouvrée, à des taux établis par le ministre, de la force, du ministère ou de l'organisation auprès duquel le juge militaire est détaché.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

[204.20 et 204.205: abrogés par C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

(T) [C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014; C.T. 842091 en vigueur le 27 mars 2026 - 204.21 est abrogé]

[204.2111 à 204.216 : abrogés par C.T. 829184 en vigueur 1^{er} septembre 2001]

[204.217 : abrogé le 1^{er} septembre 1989]

[204.218 : abrogé par C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

204.22 – TAUX DE SOLDE – JUGES MILITAIRES – FORCE RÉGULIÈRE ET SERVICE DE RÉSERVE DE CLASSE « C »

(1) À compter du 1^{er} septembre 2019, les taux de solde annuels payables aux juges militaires de la force régulière et aux juges militaires de la force de réserve en service de réserve de classe « C » sont les suivants :

Art. 204.22

- (a) in the case of a military judge other than the Chief Military Judge, a rate equal to the yearly salary fixed by the *Judges Act* for a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice and Associate Chief Justice; and
- (b) in the case of the Chief Military Judge, a rate equal to the rate of pay determined under subparagraph (a) multiplied by a factor of 1.03, rounded down to the nearest dollar.
- (2) The annual rates of pay determined under paragraph (1) must be made public.
- (3) If the office of the Chief Military Judge is vacant, the annual rate of pay for the Chief Military Judge is payable to
- (a) the military judge who is authorized by the Chief Military Judge under section 165.26 of the *National Defence Act* to exercise and perform any of the powers, duties and functions of the Chief Military Judge; or
- (b) if no military judge is so authorized, the Deputy Chief Military Judge designated under section 165.28 of the *National Defence Act*.
- (T) [T.B. 835260 effective 1 October 2009; T.B. 835510 effective 25 March 2010 – (4); T.B. 835858 effective 1 November 2010; T.B. 837222 effective 1 June 2014; T.B. 839774 effective November 26 2020; T.B. 842091 effective 27 March 2026 – 204.22 is replaced]**
- 204.221 – RATES OF PAY – MILITARY JUDGES – CLASS “A” AND “B” RESERVE SERVICE**
- (1) A reserve force military judge on Class “A” or “B” Reserve Service shall receive
- (a) 50% of their daily rate of pay for a period of duty or training of less than six hours in a calendar day; and
- (b) their daily rate of pay for a period of duty or training of not less than six hours in a calendar day.
- a) dans le cas d’un juge militaire, autre que le juge militaire en chef, un taux égal au traitement annuel fixé par la *Loi sur les juges* pour un juge de la Cour fédérale, autre que le juge en chef et le juge en chef adjoint;
- b) dans le cas du juge militaire en chef, un taux égal au taux de solde fixé conformément au sous-alinéa a) multiplié par le coefficient 1,03 puis arrondi au multiple inférieur de un dollar.
- (2) Les taux de solde annuels fixés conformément à l’alinéa (1) sont rendus publics.
- (3) Lorsque le poste de juge militaire en chef est vacant, le taux de solde annuel établi pour le juge militaire en chef est payable :
- a) au juge militaire autorisé par le juge militaire en chef à exercer telles des attributions de ce dernier en vertu de l’article 165.26 de la *Loi sur la défense nationale*;
- b) si aucun juge militaire n’est ainsi autorisé, au juge militaire en chef adjoint nommé en vertu de l’article 165.28 de la *Loi sur la défense nationale*.
- (T) [C.T. 835260 en vigueur le 1^{er} octobre 2009; C.T. 835510 en vigueur le 25 mars 2010 – (4); C.T. 835858 en vigueur le 1^{er} novembre 2010; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014; C.T. 839573 en vigueur le 26 novembre 2020; C.T. 842091 en vigueur le 27 mars 2026 – 204.22 est remplacé]**
- 204.221 – TAUX DE SOLDE – JUGES MILITAIRES – SERVICE DE RÉSERVE DE CLASSE «A» ET «B»**
- (1) Un juge militaire de la force de réserve en service de réserve de classe «A» ou «B» a le droit de toucher, selon le cas :
- a) pour une période de service ou d’instruction de moins de six heures au cours d’un jour civil, la moitié du taux de solde quotidien auquel il a droit;
- b) pour une période de service ou d’instruction d’au moins six heures au cours d’un jour civil, le taux de solde quotidien auquel il a droit.

(2) Beginning on 1 September 2019, the daily rate of pay for reserve force military judges on Class “A” or “B” Reserve Service is the amount determined by the following formula, rounded down to the nearest dollar:

$$A \times 0.928 \div 365$$

where

A is the yearly salary fixed by the *Judges Act* for a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice and Associate Chief Justice.

(3) The daily rate of pay determined under paragraph (2) must be made public.

(T) [T.B. 837222 effective 1 June 2014; T.B. 839774 effective November 26 2020; T.B. 842091 effective 27 March 2026 – (2) to (6) are replaced]

204.225 – SEVERANCE PAY – MILITARY JUDGES

(1) The following definitions apply in this article.

“**exceptional military judge**” means a military judge who is released from the Canadian Forces by reason of death. (*judge militaire exceptionnel*)

“**year**” includes part of a year, rounded up to two decimal places. (*année*)

“**years of eligible service**” means a military judge’s number of years of military service since the military judge’s most recent date of enrolment, but does not include

(a) any years of prior benefit;

(b) any years of service in the Supplementary Reserve, the Cadet Organizations Administration and Training Service and the Canadian Rangers, other than years that the military judge has served on Class “B” or “C” Reserve Service;

(c) any years of exemption from Primary Reserve duty and training, other than years of exemption under articles 9.09 (*Exemption from Duty and Training – Maternity Purposes*) and 9.10 (*Exemption from Duty and Training – Parental Purposes*);

(d) any years of being declared Primary Reserve non effective strength;

(2) À compter du 1^{er} septembre 2019, le taux de solde quotidien payable aux juges militaires de la force de réserve en service de réserve de classe « A » ou « B » est calculé selon la formule ci-après puis est arrondi au multiple inférieur de un dollar :

$$A \times 0,928 \div 365$$

où :

A représente le traitement annuel fixé par la *Loi sur les juges* pour un juge de la Cour fédérale, autre que le juge en chef et le juge en chef adjoint

(3) Les taux de solde quotidiens fixés conformément à l’alinéa (2) sont rendus publics.

(T) [C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014; C.T. 839573 en vigueur le 26 novembre 2020; C.T. 842091 en vigueur le 27 mars 2026 – (2) à (6) sont remplacés]

204.225 – INDEMNITÉ DE DÉPART – JUGES MILITAIRES

(1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

« **année** » Comprend toute partie d’une année, arrondie à la deuxième décimale supérieure. (*year*)

« **années de prestations antérieures** » Toutes les années pour lesquelles un juge militaire a touché des prestations de départ ou des paiements tenant lieu de prestations de départ en vertu des dispositions suivantes :

a) le présent article;

b) l’article 16.19 (*Congé de réadaptation*);

c) les anciens articles 204.40 (*Indemnité de départ*) et 204.54 (*Allocation de retraite à l’intention de la force de réserve*);

d) l’ancien chapitre 204 (Les prestations financières et la solde à l’égard des juges militaires);

e) la DRAS 204.40 (Indemnité de départ des Forces canadiennes);

Art. 204.225

- (e) any years of leave without pay granted under article 16.25 (*Leave Without Pay and Allowances*);
- (f) any years of a limitation of payments under article 203.20 (*Regular Force – Limitation of Payments*);
- (g) any years of absence — without leave or as a deserter — for which a forfeiture has been imposed under article 208.30 (*Forfeitures – Officers and Non-commissioned Members*); and
- (h) any years during which a forfeiture has been imposed under article 208.31 (*Forfeitures, Deductions and Cancellations – When No Service Rendered*). (*années de service admissible*)
- “**years of prior benefit**” means the total number of years in respect of which any severance benefits and payments in lieu of severance benefits were paid or granted to a military judge under
- (a) this article;
- (b) article 16.19 (*Rehabilitation Leave*)
- (c) former articles 204.40 (*Severance Pay*) and 204.54 (*Reserve Force Retirement Gratuity*);
- (d) former chapter 204 (*Financial Benefits and Pay of Military Judges*);
- (e) CBI 204.40 (*Canadian Forces Severance Pay*); and
- (f) former CBI 204.40 (*Severance Pay*) and former CBI 204.54 (*Reserve Force Retirement Gratuity*). (*années de prestations antérieures*)
- (2) A military judge is entitled to make an election for a payment in lieu of severance pay for military judges during an election period that
- (a) commences on a day that is specified by or under the authority of the Chief of the Defence Staff and that is before 1 December 2014; and
- f) les anciennes DRAS 204.40 (Indemnité de départ) et 204.54 (*Allocation de retraite à l'intention de la force de réserve*). (*years of prior benefit*)
- « **années de service admissible** » Les années de service accumulées par un juge militaire à compter de sa plus récente date d'enrôlement. Sont exclues :
- a) les années de prestations antérieures;
- b) toute période de service dans la réserve supplémentaire, au sein du Service d'administration et d'instruction des organisations de cadets et dans les Rangers canadiens, autre que celle en service de réserve de classe «B» ou «C»;
- c) toute période d'exemption de service et d'instruction dans la première réserve, autre que la période d'exemption accordée en vertu de l'article 9.09 (*Exemption du service et de l'instruction – raisons de maternité*) ou 9.10 (*Exemption du service et de l'instruction – responsabilités parentales*);
- d) toute période durant laquelle la personne est déclarée comme faisant partie des effectifs en non-activité dans la première réserve;
- e) toute période de congé sans solde accordé en vertu de
- f) toute période de restriction à l'égard des paiements en vertu de l'article 203.20 (*Force régulière – restriction des paiements*);
- g) toute période d'absence – sans permission ou à la suite d'une désertion – au cours de laquelle la solde et les indemnités sont supprimées en vertu de l'article 208.30 (*Suppressions – officiers et militaires du rang*);
- h) toute période de suppression de la solde et des indemnités en vertu de l'article 208.31 (*Suppression déduction et annulation lorsque aucun service n'est rendu*). (*years of eligible service*)
- « **juge militaire exceptionnel** » Un juge militaire libéré des Forces canadiennes pour cause de décès. (*exceptional military judge*)
- (2) Un juge militaire a le droit d'exercer l'option de toucher un paiement tenant lieu d'indemnité de départ pour les juges militaires durant une période d'option :
- a) qui commence à une date déterminée par le chef d'état-major de la défense ou sous son autorité et qui est antérieure au 1^{er} décembre 2014;

- (b) ends on the day that is 90 days after the day referred to in subparagraph (a).
- (3) A military judge is entitled to receive a payment in lieu of all or part of severance pay for military judges if all of the following conditions are satisfied:
- (a) the military judge has not served — during the period beginning on 1 June 2014 and ending on the last day of the election period — in the Supplementary Reserve, the Cadet Organizations Administration and Training Service or the Canadian Rangers;
- (b) the military judge irrevocably elects during the election period to receive a payment in lieu of all or part of severance pay for military judges;
- (c) the military judge makes the election in writing on the election form approved for that purpose by or under the authority of the Chief of Defence Staff;
- (d) another officer or a non-commissioned member witnesses the military judge's election and attests, on the election form, to the election and the date on which it was made; and
- (e) the completed election form is received by the Chief of the Defence Staff — or by an officer designated by the Chief of the Defence Staff for that purpose — not later than the fifteenth day after the election period ends
- (4) A military judge who, under paragraph (3), has become entitled to receive a payment in lieu of all or part of severance pay for military judges is deemed to be entitled to that payment on the day on which the military judge made the election.
- (5) An election made before or after the election period is of no force and effect and cannot be considered, deemed, or otherwise determined to have been made during the election period.
- (6) MP is equal to
- (a) in respect of a military judge of the regular force or of a reserve force military judge of the Primary Reserve who is serving on Class "C" Reserve Service, one twelfth of the annual rate of pay of the military judge that is applicable on 1 June 2014; and
- (b) in respect of a reserve force military judge of the Primary Reserve who is serving on Class "A" or "B" Reserve Service, the product obtained by multiplying 30 by the daily rate of military judge that is applicable on 1 June 2014; and
- b) qui se termine le quatre-vingt-dixième jour suivant sa date de commencement déterminée en vertu du sous-alinéa a).
- (3) Un juge militaire a le droit de toucher un paiement tenant lieu d'une partie ou de la totalité de l'indemnité de départ pour les juges militaires lorsque toutes les conditions ci-après sont réunies :
- a) il n'a pas servi, au cours de la période commençant le 1^{er} juin 2014 et se terminant le dernier jour de la période d'option, dans la réserve supplémentaire, au sein d'Service d'administration et d'instruction des organisations de cadets, ou dans les Rangers canadiens;
- b) durant la période d'option, il fait le choix irrévocable de toucher un paiement tenant lieu d'une partie ou de la totalité de l'indemnité de départ pour les juges militaires;
- c) il effectue ce choix par écrit sur le formulaire d'option approuvé à cette fin par le chef d'état-major de la défense ou sous son autorité;
- d) un autre officier ou un militaire du rang agit comme témoin et atteste, sur le formulaire d'option, de l'option sélectionnée et de la date à laquelle le choix a été effectué;
- e) le formulaire d'option rempli est reçu par le chef d'état-major de la défense, ou par un officier désigné par lui à cette fin, au plus tard le quinzième jour suivant la date de la fin de la période d'option.
- (4) Tout juge militaire qui, en vertu de l'alinéa (3), a acquis le droit de toucher un paiement tenant lieu d'une partie ou de la totalité de l'indemnité de départ pour les juges militaires est présumé avoir droit à ce paiement à compter de la date où il a fait ce choix.
- (5) Tout choix effectué avant ou après la période d'option est invalide, et nul ne peut considérer, présumer ou conclure de toute autre façon qu'il a été effectué durant la période d'option.
- (6) SM représente :
- a) à l'égard d'un juge militaire de la force régulière ou d'un juge militaire de la force de réserve servant dans la première réserve en service de réserve de classe «C», un douzième du taux de solde annuel payable au juge militaire applicable le 1^{er} juin 2014;
- b) à l'égard d'un juge militaire de la force de réserve servant dans la première réserve en service de réserve de classe «A» ou «B», le produit de 30 multiplié par le taux de solde quotidien payable au juge militaire applicable le 1^{er} juin 2014;

Art. 204.225

Y is the lesser of

(a) the number of years of eligible service that were served before 1 June 2014 and that are chosen by the military judge on the election form, and

(b) the amount that is determined by the formula

30 – years of prior benefit.

(7) Subject to paragraph (8), a military judge is entitled to severance pay for military judges on the day before the day on which the military judge ceases to serve in the regular force or in the Primary Reserve.

(8) A military judge, other than an exceptional military judge, is not entitled to severance pay for military judges if the military judge has served after 31 May 2014 in the Supplementary Reserve, the Cadet Organizations Administration and Training Service or the Canadian Rangers.

(9) MP is equal to

(a) in respect of a military judge of the regular force or of a reserve force military judge of the Primary Reserve who is serving on Class “C” Reserve Service, one-twelfth of the annual rate of pay of the military judge that is applicable on the day before the day on which the military judge ceases to serve in the regular force or the Primary Reserve; and

(b) in respect of a reserve force military judge of the Primary Reserve who is serving on Class “A” or “B” Reserve Service, the product obtained by multiplying 30 by the daily rate of pay of the military judge that is applicable on the day before the day on which the military judge ceases to serve in the Primary Reserve.

Y is the lesser of

(a) the number of years of eligible service,

(i) in respect of a military judge who is not an exceptional military judge, that were served before 1 June 2014, or

(ii) in respect of an exceptional military judge, that were served before the day on which the death occurred, and

(b) the amount that is determined by the formula

30 – years of prior benefit.

A la moindre des valeurs suivantes :

a) le nombre d’années de service admissible accumulées par le juge militaire avant le 1^{er} juin 2014 et qui ont fait l’objet du choix sur le formulaire d’option;

b) le nombre obtenu par la formule suivante :

30 – le nombre d’années de prestations antérieures.

7) Sous réserve de l’alinéa (8), un juge militaire a le droit de toucher l’indemnité de départ pour les juges militaires le jour précédant la date à laquelle il cesse de servir dans la force régulière ou dans la première réserve

8) Un juge militaire autre qu’un juge militaire exceptionnel, n’a pas le droit de toucher l’indemnité de départ pour les juges

(9) SM représente :

a) à l’égard d’un juge militaire de la force régulière ou d’un juge militaire de la force de réserve servant dans la première réserve en service de réserve de classe «C», un douzième du taux de solde annuel payable au juge militaire applicable le jour précédant la date à laquelle il cesse de servir dans la force régulière ou dans la première réserve;

b) à l’égard d’un juge militaire de la force de réserve servant dans la première réserve en service de réserve de classe «A» ou «B», le produit de 30 multiplié par le taux de la solde quotidien payable au juge militaire applicable le jour précédant la date à laquelle il cesse de servir dans la première réserve;

A la moindre des valeurs suivantes :

a) le nombre d’années de service admissible qui ont été accumulées :

(i) dans le cas d’un juge militaire autre qu’un juge militaire exceptionnel, avant le 1^{er} juin 2014,

(ii) dans le cas d’un juge militaire exceptionnel, avant la date du décès;

b) le nombre obtenu par la formule suivante :

30 – le nombre d’années de prestations antérieures.

(10) Despite any other provision of the QR&O or any instruction issued under section 35 of the *National Defence Act*, no person is entitled during their lifetime to be paid or granted severance benefits and payments in lieu of severance benefits in respect of more than 30 years of service in the Canadian Forces

(11) For greater certainty, all pay that is determined under this article is subject to the *Retroactive Remuneration Regulations – Canadian Forces*.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014; T.B. 839774 effective November 26 2020]

204.23 – PREMIUM IN LIEU OF LEAVE – RESERVE FORCE MILITARY JUDGES

(1) Subject to paragraph (2), a reserve force military judge shall, in addition to the pay to which they are otherwise entitled under this chapter, be paid a premium equal to 9% of the pay to which they are entitled in respect of

(a) any Class “A” Reserve Service served after 31 March 2014; and

(b) any Class “B” or “C” Reserve Service of a total continuous period of less than one month, which commenced after 31 March 2014.

(2) For the purpose of paragraph (1), the pay of a reserve force military judge is deemed not to include any payment made under article 204.225 (*Severance Pay – Military Judges*).

(3) A premium payable under paragraph (1) for a single period of Reserve Service shall be reduced by the amount of pay received in respect of a day that falls within that period of Reserve Service that is, in accordance with orders or instructions issued by the Chief of the Defence Staff, a designated or other holiday and in respect of which the reserve force military judge did not undergo training or perform duties.

(4) The premium to which a reserve force military judge may be entitled under this article shall be paid in arrears, at least once per calendar year, at the intervals that are established in orders or instructions issued by the Chief of the Defence Staff.

(10) Malgré toute autre disposition des ORFC ou toute directive émise en vertu de l’article 35 de la *Loi sur la défense nationale*, aucune personne n’a le droit, au cours de sa vie, de toucher des prestations de départ ou des paiements tenant lieu de prestations de départ relativement à plus de trente années de service dans les Forces canadiennes

(11) Il est entendu que toute solde établie en vertu du présent article est assujettie au *Règlement sur la rémunération avec effet rétroactif – Forces canadiennes*.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1er juin 2014; C.T. 839573 en vigueur le 26 novembre 2020]

204.23 – PRIME TENANT LIEU DE CONGÉ – JUGES MILITAIRES DE LA FORCE DE RÉSERVE

(1) Sous réserve de l’alinéa (2), un juge militaire de la force de réserve touche, en plus de la solde à laquelle il a droit aux termes du présent chapitre, une prime équivalant à 9 pour cent de la solde à laquelle il a droit à l’égard des périodes de service suivantes :

a) toute période de service de réserve de classe «A» ayant eu lieu après le 31 mars 2014;

b) toute période de service de réserve de classe «B» ou «C», continue et d’une durée de moins d’un mois, ayant débuté après le 31 mars 2014.

(2) Pour l’application de l’alinéa (1), la solde d’un juge militaire de la force de réserve est réputée ne pas comprendre aucun versement établi aux termes de l’article 204.225 (*Indemnité de départ – juges militaires*).

(3) Est soustraite de la prime payable aux termes de l’alinéa (1) à l’égard d’une seule période de service de réserve la solde touchée pour un jour qui, à l’intérieur de cette période de service de réserve, est un jour férié ou un autre congé, conformément aux ordres ou directives émis par le chef d’état-major de la défense, et au cours duquel le juge militaire de la force de réserve n’a reçu aucune formation, ni assumé aucune fonction.

(4) Les arrérages de la prime à laquelle un juge militaire de la force de réserve peut avoir droit en vertu du présent article sont versés, au moins une fois par année civile, aux intervalles établis dans les ordres ou directives émis par le chef d’état-major de la défense.

Art. 204.23

(5) A premium is not payable under this article in respect of a period of Class “B” or “C” Reserve Service for which a reserve force military judge is entitled to annual leave under article 16.14 (*Annual Leave*).

(T) [T.B. 837222 effective 1 June 2014]

(G) [204.23 to 204.27: repealed by P.C. 2013-1068 effective 18 October 2013]

204.24 – ALLOWANCE FOR INCIDENTAL EXPENSES ACTUALLY INCURRED

Every military judge in receipt of pay under article 204.22 is entitled to be paid up to a maximum of \$3,000 each year for incidental expenses that the fit and proper execution of the office of judge may require, to the extent that the judge has actually incurred the expenses and is not otherwise entitled to be reimbursed for them under the *National Defence Act*.

(T) [T.B. 842091 effective 27 March 2026]

[204.28 and 204.29 inclusive: not allocated]

[204.30: repealed by T.B. 829184 effective 1 September

[204.31 to 204.39 inclusive: not allocated]

[204.40: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[204.41 to 204.49 inclusive: not allocated]

[204.50 to 204.55: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[204.56 to 204.99 inclusive: not allocated]

(5) Aucune prime n'est due en application du présent article à l'égard d'une période de service de réserve de classe «B» ou «C» pour laquelle un juge militaire de la force de réserve a droit à un congé annuel en vertu de l'article 16.14 (*Congé annuel*).

(T) [C.T. 837222 en vigueur le 1er juin 2014]

(G) [204.23 à 204.27 : abrogés par C.P. 2013-1068 en vigueur le 18 octobre 2013]

204.24 – INDEMNISATION DES FRAIS ACCESSOIRES

Les juges militaires qui reçoivent une solde en application de l'article 204.22 ont droit à une indemnité annuelle maximale de 3 000 \$ pour les frais accessoires, non autrement remboursables sous le régime de la *Loi sur la défense nationale*, qu'ils exposent dans l'accomplissement de leurs fonctions.

(T) [C.T. 842091 en vigueur le 27 mars 2026]

[204.28 et 204.29 inclus : non attribués]

[204.30: repealed by T.B. 829184 effective 1 September

[204.31 à 204.39 inclus : non attribués]

[204.40 : abrogé par C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[204.41 à 204.49 inclus : non attribués]

[204.50 to 204.55 : abrogés par C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[204.56 à 204.99 inclus : non attribués]

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

CHAPTER 207		CHAPITRE 207	
COMPULSORY PAYMENTS AND PAY ALLOTMENTS	207	PAIEMENTS OBLIGATOIRES ET DÉLÉGATIONS DE SOLDE	
Section 1 – Compulsory Payments and Pay Allotments		Section 1 – Paiements obligatoires et délégations de solde	
GENERAL CONDITIONS	207.01	CONDITIONS GÉNÉRALES	
Section 2 – Compulsory Payments		Section 2 – Paiements obligatoires	
EFFECT OF THE GARNISHMENT, ATTACHMENT AND PENSION DIVERSION ACT	207.02	EFFET DE LA LOI SUR LA SAISIE-ARRÊT ET LA DISTRACTION DE PENSIONS	
INTERPRETATION	207.025	DÉFINITIONS	
SERVICE BINDS	207.030	OPPOSABILITÉ	
APPLICATION	207.031	DEMANDE	
SERVICE	207.032	SIGNIFICATION	
MONEYS BOUND BY SERVICE	207.033	SOMMES FRAPPÉES D'INDISPONIBILITÉ PAR LA SIGNIFICATION DU BREF DE SAISIE-ARRÊT	
RESPONSE TO A GARNISHEE SUMMONS	207.034	RÉPONSE AU BREF DE SAISIE-ARRÊT	
EXCLUSIONS FROM PAY AND ALLOWANCES	207.035	MONTANTS EXCLUS DE LA SOLDE ET DES INDEMNITÉS	
Section 3 – Other Pay Allotments		Section 3 – Autres délégations de solde	
CHANGE AND STOPPAGE OF PAY ALLOTMENTS	207.04	MODIFICATION ET ARRÊT DES DÉLÉGATIONS DE SOLDE VOLONTAIRES	

QUEEN'S REGULATIONS AND ORDERS FOR THE CANADIAN FORCES /
ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS ROYAUX APPLICABLES AUX FORCES CANADIENNES

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

PAY ALLOTMENTS – PERSONNEL REPORTED MISSING, PRISONERS OF WAR OR INTERNED OR DETAINED BY A FOREIGN POWER	207.05	DÉLÉGATIONS DE SOLDE – MILITAIRE DÉCLARÉ SOIT DISPARU, SOIT PRISONNIER DE GUERRE, SOIT INTERNÉ OU DÉTENU PAR UNE PUISSANCE ÉTRANGÈRE
NOT ALLOCATED	207.06 TO/À 207.99	NON ATTRIBUÉS

CHAPTER 207

COMPULSORY PAYMENTS AND PAY ALLOTMENTS

(Refer carefully to article 1.02 (Definitions) when reading every regulation in this chapter.)

Section 1 – Compulsory Payments and Pay Allotments**207.01 – GENERAL CONDITIONS**

(1) Subject to paragraph (2) and to the method of payment described in orders issued by the Chief of the Defence Staff, an officer or non-commissioned member may make voluntary allotments of pay and allowances, referred to in the QR&O and CBI as “pay allotments”, by way of equal monthly payments as described in those orders.

(2) Compulsory payments take precedence over voluntary pay allotments.

(3) [Repealed]

(T) [T.B. 787246 effective 1 April 1983; T.B. 829184 effective 1 September 2001 – (1); T.B. 840843 effective 30 March 2023 – (3) is repealed]

Section 2 – Compulsory Payments**207.02 – EFFECT OF THE GARNISHMENT, ATTACHMENT AND PENSION DIVERSION ACT**

Section 15 of the *Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act* provides:

“15 In respect of pay and allowances payable to members of the Canadian Forces, Her Majesty is bound by provincial garnishment law to the extent, in the manner, and subject to the terms and conditions that may be provided by or under regulations made under the *National Defence Act*.”

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 838621 effective 1 September 2018 – (3)(e)(iii) and (3)(e)(iv); T.B. 840843 effective 30 March 2023 – 207.02 is replaced]

CHAPITRE 207

PAIEMENTS OBLIGATOIRES ET DÉLÉGATIONS DE SOLDE

(Avoir soin de se reporter à l'article 1.02 (Définitions) à propos de chaque règlement contenu dans le présent chapitre.)

Section 1 – Paiements obligatoires et Délégations de solde**207.01 – CONDITIONS GÉNÉRALES**

(1) Sous réserve de l'alinéa (2) et des modalités des délégations prévues dans les ordres publiés par le chef d'état-major de la défense, un officier ou militaire du rang peut souscrire les délégations volontaires de solde et indemnités désignées dans les ORFC et les DRAS sous l'expression « délégation de solde », et prévoyant des mensualités uniformes, aux fins et aux personnes prévues par les ordres susdites.

(2) Les paiements obligatoires ont la priorité sur les délégations de solde volontaires.

(3) [Abrogé]

(T) [C.T. 787246 en vigueur le 1^{er} avril 1983; C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001 – (1); C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023 – (3) est abrogé]

Section 2 – Paiements obligatoires**207.02 – EFFET DE LA LOI SUR LA SAISIE-ARRÊT ET LA DISTRACTION DE PENSIONS**

L'article 15 de la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions* prescrit :

« 15 Sous réserve des modalités prévues sous le régime des règlements pris en vertu de la *Loi sur la défense nationale*, Sa Majesté, en ce qui a trait à la solde et aux allocations dues aux membres des Forces canadiennes, est assujettie au droit provincial en matière de saisie-arrêt. »

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 838621 en vigueur le 1^{er} septembre 2018 – (3)(e)(iii) et (3)(e)(iv); C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023 – 207.02 est remplacé]

Art. 207.025

207.025 – INTERPRETATION

(1) The following definitions apply in this section.

debtor in respect of a garnishee summons, means the officer or non-commissioned member whose pay and allowances are sought to be garnished. (*débiteur*)

garnishee summons has the same meaning as in section 4 of the *Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act*. (*bref de saisie-arrêt*)

(2) For the purposes of this section, “**order**”, “**provincial enforcement service**” and “**provincial garnishment law**” have the same meaning as in section 2 of the *Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act*.

(T) [T.B. 840843 effective 30 March 2023]

207.03 – SERVICE BINDS

(1) Service of a garnishee summons, together with a copy of the order against a debtor and an application containing the information set out at article 207.031, binds His Majesty 15 days after the day on which those documents are served.

(2) The commanding officer of the debtor or, in the event of the absence or incapacity of the commanding officer, the commanding officer’s superior officer, must order the compulsory payment from the pay and allowances of the debtor as soon as the circumstances permit from the time His Majesty is bound by the service.

(3) A garnishee summons served on His Majesty is of no effect unless it is served on His Majesty in the first 45 days following the first day on which it could have been validly served.

(G) [P.C. 1983-5/1000 effective 1 April 1983; P.C. 2023-4795 effective 30 March 2023 – 207.03 is repealed]

(T) [T.B. 840843 effective 30 March 2023]

(M) [1 April 1983; Note to article 207.03: repealed on 30 March 2023]

207.025 – DÉFINITIONS

(1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente section.

bref de saisie-arrêt S’entend au sens de l’article 4 de la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions*. (*garnishee summons*)

débiteur Officier ou militaire du rang dont la solde et les indemnités sont visées par un bref de saisie-arrêt. (*debtor*)

(2) Pour l’application de la présente section, « **autorité provinciale** », « **droit provincial en matière de saisie arrêt** » et « **ordonnance** » s’entendent au sens de l’article 2 de la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions*.

(T) [C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023]

207.03 – OPPOSABILITÉ

(1) Le bref de saisie-arrêt qui est accompagné d’une demande contenant les renseignements prévus à l’article 207.031 ainsi que d’une copie de l’ordonnance visant le débiteur devient opposable à Sa Majesté quinze jours après la signification de ces documents.

(2) Le commandant du débiteur, ou en cas d’absence ou d’empêchement du commandant, le supérieur du commandant, ordonne le paiement obligatoire à tirer de la solde et des indemnités du débiteur dès que possible à compter du moment où la signification devient opposable à Sa Majesté.

(3) Le bref de saisie-arrêt ne produit ses effets que s’il a été signifié à Sa Majesté dans les quarante-cinq jours suivant la date à compter de laquelle il pouvait valablement l’être.

(G) [C.P. 1983-5/1000 en vigueur le 1^{er} avril 1983; C.P. 2023-4795 en vigueur le 30 mars 2023 – 207.03 est abrogé]

(T) [C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023]

(M) [1^{er} avril 1983; Note ajoutée à l’article 207.03: abrogée le 30 mars 2023]

207.031 – APPLICATION	207.031 – DEMANDE
(1) An application referred to in paragraph 207.03(1) must contain the following information:	(1) La demande visée à l’alinéa 207.03(1) contient les renseignements suivants :
(a) about the debtor:	a) en ce qui concerne le débiteur :
(i) their name,	(i) son nom
(ii) their date of birth, if known,	(ii) sa date de naissance, si elle est connue,
(iii) their service number, if known,	(iii) son numéro matricule, s’il est connu,
(iv) their most recent known address, and	(iv) sa dernière adresse connue,
(v) their base or unit, if known,	(v) sa base ou son unité, s’il est connu;
(b) about the garnishee summons:	b) en ce qui concerne le bref de saisie-arrêt :
(i) the name, city and province of the issuer,	(i) le nom, la ville et la province de l’entité qui l’a délivré,
(ii) if it is for maintenance, alimony or support, the periodic payment due, as well as the arrears due up to the application date including interest and costs, and	(ii) s’il vise une ordonnance alimentaire, le paiement périodique dû, sa fréquence, ainsi que les arriérés à la date de la demande, incluant les intérêts et les dépens,
(iii) if it is for a debt other than maintenance, alimony or support, the amount due, including interest and costs to date,	iii) s’il vise une dette autre qu’une ordonnance alimentaire, le solde impayé incluant les intérêts et les dépens;
(c) about the applicant:	c) en ce qui concerne le demandeur :
(i) their name, address and telephone number, and	(i) son nom, adresse et numéro de téléphone,
(ii) a declaration that the information given is correct.	(ii) une attestation de la véracité de tous les renseignements fournis.
(G) [207.031: P.C. 1983-5/1000 effective 1 April 1983 until 1 September 2001]	(G) [207.031 : C.P. 1983-5/1000 en vigueur du 1^{er} avril 1983 au 1^{er} septembre 2001]
(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 840843 effective 30 March 2023 – 207.031 is replaced]	(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023 – 207.031 est remplacé]
(M) [1 April 1983; Note to article 207.031: repealed on 30 March 2023]	(M) [1^{er} avril 1983; Note ajoutée à l’article 207.031: abrogée le 30 mars 2023]

Art. 207.32

207.032 – SERVICE	207.032 – SIGNIFICATION
(1) Service of documents on His Majesty in connection with garnishment proceedings permitted by article 207.03 must be effected as follows:	(1) La signification à Sa Majesté de documents relatifs à une saisie-arrêt prévue par l'article 207.03 se fait :
(a) by mail or registered mail to the following address:	a) par courrier ou courrier recommandé à l'adresse suivante :
Canadian Forces Garnishment Registry	Registre de saisie-arrêt des Forces canadiennes
Director General Compensation and Benefits	Directeur général - rémunération et avantages sociaux
National Defence Headquarters (Carling)	Quartier général de la Défense nationale (Carling)
60 Moodie Drive, Building CC-8	60, promenade Moodie, édifice CC-8
Nepean, Ontario K2H 8G1;	Nepean (Ontario) K2H 8G1;
(b) by email to CFGarnishmentRegistry-RegistredeSaisie-ArretFC@forces.gc.ca;	b) par courrier électronique à l'adresse suivante : CFGarnishmentRegistry-RegistredeSaisie-ArretFC@forces.gc.ca;
(c) by any other method of service permitted by the law of a province.	c) par tout autre mode de signification prévu par le droit d'une province.
(2) Service is deemed to be effected	(2) La signification est réputée effectuée
(a) in the case of service by any means of electronic communication, on the day on which it is received, unless it is received after 5:00 p.m. local time or on a day that is a Saturday or a holiday, in which case service is deemed to be effected the following day that is not a Saturday or a holiday; and	a) en cas de signification par un moyen de communication électronique, à la date de réception du document, à moins que celui-ci ne soit reçu après 17 h, heure locale, ou un samedi ou un jour férié, auxquels cas la signification est réputée effectuée le premier jour — autre qu'un samedi ou un jour férié — suivant sa réception,
(b) in the case of service by mail or registered mail, on the day on which it is received by the Canadian Forces Garnishment Registry.	b) en cas de signification par courrier ou par courrier recommandé, à la date de réception du document par le registre de saisie-arrêt des Forces canadiennes.
(T) [T.B. 840843 effective 30 March 2023; T.B. 841501 effective 1 December 2024 – (1)(a) and (b)]	(T) [C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023; C.T. 841501 en vigueur le 1^{er} décembre 2024 – (1)a) et b)]
207.033 – MONEYS BOUND BY SERVICE	207.033 – SOMMES FRAPPÉES D'INDISPONIBILITÉ PAR LA SIGNIFICATION DU BREF DE SAISIE-ARRÊT
(1) For the purposes of garnishment proceedings, service of a garnishee summons binds His Majesty in respect of the following amounts to be paid by His Majesty to the debtor named in the garnishee summons:	(1) Pour les besoins de toute procédure de saisie-arrêt, la signification à Sa Majesté du bref de saisie-arrêt frappe d'indisponibilité les montants suivants dont elle est redevable envers le débiteur mentionné dans le bref :

<p>(a) the pay and allowances to be paid, no later than the last day of the second pay period following the pay period in which His Majesty is bound by the garnishee summons, and</p>	<p>a) la solde et les indemnités payables au plus tard le dernier jour de la deuxième période de paye qui suit celle au cours de laquelle le bref de saisie-arrêt devient opposable à Sa Majesté;</p>
<p>(b) where the garnishee summons has continuing effect under the law of the province, the pay and allowances to be paid on the last day of each subsequent pay period.</p>	<p>b) lorsqu'en vertu du droit de la province en question la saisie-arrêt produit des effets continus, la solde et les indemnités payables le dernier jour de chaque période de paye subséquente.</p>
<p>(2) A garnishee summons for a maintenance, alimony or support obligation shall be honoured before any other garnishee summons.</p>	<p>(2) Il faut satisfaire au bref de saisie-arrêt visant une obligation alimentaire avant de satisfaire à tout autre bref de saisie-arrêt.</p>
<p>(3) Where more than one garnishee summons for maintenance, alimony or support obligations is served in respect of the same debtor and the garnishable moneys payable to the debtor are insufficient to satisfy all the garnishee summonses, payment shall be made on a proportional basis.</p>	<p>(3) En cas de signification de plusieurs brefs de saisie-arrêt en matière alimentaire concernant le même débiteur et d'insuffisance des sommes saisissables payables à ce débiteur, les paiements se font selon une part proportionnelle.</p>
<p>(T) [T.B. 840843 effective 30 March 2023]</p>	<p>(T) [C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023]</p>
<p>207.034 – RESPONSE TO A GARNISHEE SUMMONS</p>	<p>207.034 – RÉPONSE AU BREF DE SAISIE-ARRÊT</p>
<p>(1) His Majesty has 15 days after the last day of the second pay period next following the pay period in which His Majesty is bound by the garnishee summons within which to respond to a garnishee summons.</p>	<p>(1) Sa Majesté dispose de quinze jours pour donner suite au bref de saisie-arrêt à compter du dernier jour de la deuxième période de paye suivant celle durant laquelle le bref de saisie-arrêt lui devient opposable.</p>
<p>(2) His Majesty may respond to a garnishee summons by notice to the applicant indicating</p>	<p>(2) Sa Majesté peut donner suite à un bref de saisie-arrêt par avis au demandeur mentionnant, à la fois :</p>
<p>(a) the debtor's name,</p>	<p>a) le nom du débiteur;</p>
<p>(b) the file reference number assigned by the issuer of the garnishee summons,</p>	<p>b) le numéro de dossier attribué par l'entité qui a délivré le bref;</p>
<p>(c) the amount being garnished, if any, and</p>	<p>c) le cas échéant, les sommes perçues;</p>
<p>(d) if applicable, the date on which garnishment was or will be interrupted or terminated and the reason for the interruption or termination.</p>	<p>d) le cas échéant, la date à laquelle la saisie-arrêt a été ou sera interrompue ou celle à laquelle il y a été ou y sera mis fin, et la raison de l'interruption ou de la cessation.</p>
<p>(3) A payment into court by His Majesty is a good and sufficient discharge of His Majesty's liability, to the extent of the payment.</p>	<p>3) Tout paiement effectué auprès du tribunal par Sa Majesté libère celle-ci de ses obligations jusqu'à concurrence de la somme versée.</p>
<p>(4) If provincial garnishment law permits a payment to a provincial enforcement service of the province, a payment to the provincial enforcement service by His Majesty is a good and sufficient discharge of His Majesty's liability, to the extent of the payment.</p>	<p>(4) Sa Majesté, sur paiement d'une somme à une autorité provinciale, se libère de ses obligations jusqu'à concurrence de la somme versée si le paiement est permis par le droit provincial en matière de saisie-arrêt.</p>

Art. 207.34

<p>(5) If, in honouring a garnishee summons, His Majesty, through error, pays to a debtor by way of pay or allowances an amount in excess of the amount that His Majesty should have paid to that debtor, the excess is a debt due to His Majesty by that debtor and may be recovered from the debtor by way of deduction from, or set-off or compensation against, future moneys payable to the debtor as pay or allowances.</p>	<p>(5) Si Sa Majesté, en satisfaisant à un bref de saisie-arrêt, a, par erreur, versé à un débiteur, à titre de solde ou d'indemnité, une somme supérieure à celle qui aurait dû lui être versée, le trop-perçu constitue une créance de Sa Majesté recouvrable, à ce titre, auprès de ce débiteur par voie de déduction ou compensation des sommes à verser afférentes à la solde et aux indemnités de celui-ci.</p>
<p>(6) If moneys are paid by His Majesty to or for the benefit of a party who instituted garnishment proceedings permitted by this Chapter in excess of the amount that should be paid to or for the benefit of that party, the excess is a debt due to His Majesty by that party and may be recovered from the party by way of deduction from, or set-off or compensation against, moneys payable to or for the benefit of that party under this Chapter.</p>	<p>(6) Les sommes qui sont payées par Sa Majesté à la partie ayant engagé la procédure de saisie-arrêt prévue par le présent chapitre ou à son profit et qui excèdent celles qui devaient être ainsi payées constituent une créance de Sa Majesté recouvrable, à ce titre, auprès de cette partie par voie de déduction ou compensation des sommes devant être ainsi payées.</p>
<p>(T) [T.B. 840843 effective 30 March 2023]</p>	<p>(T) [C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023]</p>
<p>207.035 – EXCLUSIONS FROM PAY AND ALLOWANCES</p>	<p>207.035 – MONTANTS EXCLUS DE LA SOLDE ET DES INDEMNITÉS</p>
<p>(1) For the purposes of section 15 of the <i>Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act</i>, the following amounts are excluded from a debtor's pay and allowances:</p>	<p>(1) Pour l'application de l'article 15 de la <i>Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions</i>, les montants suivants sont exclus de la solde et des indemnités :</p>
<p>(a) any contribution or payment required by law to be made out of the moneys payable to the debtor, including,</p>	<p>a) les cotisations ou les paiements qui, en droit, doivent être prélevés sur les prestations pécuniaires payables au débiteur, y compris</p>
<p>(i) Canada Pension Plan and Quebec Pension Plan contributions,</p>	<p>(i) les cotisations au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec,</p>
<p>(ii) contributions required to be made under any Act listed in the schedule to the <i>Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act</i>,</p>	<p>(ii) les cotisations exigées par une loi figurant à l'annexe de la <i>Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions</i>,</p>
<p>(iii) employment insurance contributions,</p>	<p>(iii) les cotisations d'assurance-emploi,</p>
<p>(iv) income tax payments, and</p>	<p>(iv) les paiements d'impôt sur le revenu,</p>
<p>(v) federal and provincial statutory tax deductions;</p>	<p>(v) les déductions de taxes prévues par les lois fédérales et provinciales;</p>
<p>(b) any amount that is a compulsory premium payment deducted from the moneys payable to the debtor for purposes of insurance or health care including,</p>	<p>b) les versements de primes obligatoires qui sont retenus sur les prestations pécuniaires payables au débiteur à des fins d'assurance ou de soins de santé, y compris</p>

(i) payments for a provincial medical care or hospital insurance plan,	(i) les paiements relatifs à un régime provincial de soins médicaux ou d'assurance-hospitalisation,
(ii) payments for the Group Health Insurance Plan in respect of medical care or hospital insurance, where the debtor is serving outside Canada, and	(ii) les paiements relatifs au Régime d'assurance-santé collective au titre de l'assurance-médicale ou de l'assurance hospitalisation, lorsque le débiteur sert à l'extérieur du Canada,
(iii) payments for disability insurance under the Service Income Security Insurance Plan;	(iii) les paiements relatifs au Régime d'assurance-revenu militaire;
(c) any amount deducted under an Act of the Parliament of Canada other than garnishments in accordance with Part I of the <i>Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act</i> ;	c) les sommes déduites conformément à une loi du Parlement du Canada, à l'exception de la partie I de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions;
(d) a compulsory deduction made under article 208.44 (<i>Deductions for Provision of Medical Care and Dental Treatment for Dependants</i>) or in relation to a mess subscription;	d) les déductions obligatoires prévues à l'article 208.44 (<i>Déductions pour soins médicaux et dentaires à l'égard des personnes à charge</i>) et celles relatives aux cotisations de mess;
(e) a payment analogous to a payment of a foreign service premium, a post-differential allowance or a salary equalization factor on being posted abroad or at an isolated post; and	e) les sommes versées au débiteur qui sont analogues à la prime de service extérieur, d'indemnité différentielle de mission ou de facteur de péréquation du traitement, à un débiteur affecté à l'étranger ou à un poste isolé;
(f) an amount, other than a post living differential for a posting in Canada, that is intended as an offset or a reimbursement to the debtor for expenses incurred by the debtor in the course of duties.	f) les sommes versées au débiteur en remboursement ou en contrepartie des dépenses qu'il a encourues dans l'exercice de ses fonctions à l'exception d'une indemnité différentielle de vie chère versée pour une affectation au Canada
(2) For greater certainty, payments made as compensation for exposure to risks or to adverse conditions are not excluded from a debtor's pay and allowances.	(2) Il est entendu que les sommes versées à titre de compensation pour les risques encourus ou pour des conditions de service défavorables ne sont pas exclues de la solde et des indemnités.
(T) [T.B. 840843 effective 30 March 2023]	(T) [C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023]
Section 3 – Other Pay Allotments	Section 3 – Autres délégations de solde
207.04 – CHANGE AND STOPPAGE OF PAY ALLOTMENTS	207.04 – MODIFICATION ET ARRÊT DES DÉLÉGATIONS DE SOLDE VOLONTAIRES
(1) An officer or non-commissioned member must not be permitted to stop or change the amount of a voluntary pay allotment more frequently than once in three months, except:	(1) Un officier ou un militaire du rang ne peut recevoir la permission d'arrêter ni de modifier une délégation volontaire de solde plus d'une fois par trois mois, sauf :
(a) on change of normal place of duty; or	a) lorsqu'il change de lieu de service ordinaire; ou

Art. 207.04

(b) upon any change in status affecting his pay and allowances; or	b) lors de toute modification de sa situation qui atteint ses solde et indemnités; ou
(c) when proceeding to sea on lengthy cruises; or	c) lorsqu'il part en mer pour une longue croisière; ou
(d) in exceptional circumstances, with the approval of his commanding officer.	d) dans des circonstances exceptionnelles, avec l'approbation du commandant.
(2) When, in the opinion of the accounting officer, continuation of payment of the total amount of the pay allotments of an officer or non-commissioned member would create a debit balance in his pay account that might not be liquidated within a period of three months, the accounting officer shall stop or reduce any or all of his voluntary pay allotments.	(2) Lorsque, à son avis, le fait de continuer le versement de la totalité des sommes déléguées par un officier ou un militaire du rang laisserait un solde débiteur au compte de l'intéressé qui ne pourrait pas être liquidé dans un délai de trois mois, l'officier comptable doit arrêter ou réduire l'une quelconque ou la totalité de ses délégations volontaires de solde.
(T) [T.B. 840843 effective 30 March 2023 – (1) is replaced]	(T) [C.T. 840843 en vigueur le 30 mars 2023 – (1) est remplacé]
207.05 – PAY ALLOTMENTS – PERSONNEL REPORTED MISSING, PRISONERS OF WAR OR INTERNED OR DETAINED BY A FOREIGN POWER	207.05 – DÉLÉGATIONS DE SOLDE – MILITAIRE DÉCLARÉ SOIT DISPARU, SOIT PRISONNIER DE GUERRE, SOIT INTERNÉ OU DÉTENU PAR UNE PUISSANCE ÉTRANGÈRE
(1) For the purpose of this article, “dependent child” has the same meaning as in CBI 205.015 (<i>Interpretation</i>).	(1) Aux fins du présent article, l'expression « enfant à charge » s'entend au sens de la DRAS 205.015 (<i>Interprétation</i>).
(2) This article applies when an officer or non-commissioned member is reported missing, a prisoner of war, or interned or detained by a foreign power.	(2) Le présent article s'applique à un officier ou un militaire du rang déclaré soit disparu, soit prisonnier de guerre, soit interné ou détenu par une puissance étrangère.
(3) A board of officers appointed by the Chief of the Defence Staff shall examine all the pay allotments of an officer or non-commissioned member described in paragraph (2) and may, if any such action is desirable in the interests of the member or their dependants, recommend that a pay allotment	(3) Il appartient à la commission d'officiers nommée par le chef d'état-major de la défense d'examiner toutes les délégations de solde consenties par l'officier ou militaire du rang visé à l'alinéa (2), et de recommander qu'une délégation de solde lorsque cette mesure est dans l'intérêt du militaire en question ou des personnes à sa charge :
(a) be stopped, reduced, suspended or reinstated;	a) soit interrompue, diminuée, révoquée ou rétablie;
(b) that is in favour of a spouse or common-law partner or dependent child, be increased, reduced or remain unchanged; and	b) à l'égard d'un époux ou conjoint de fait ou d'un enfant à charge, soit augmentée, diminuée ou demeure inchangée;
(c) be instituted in favour of a spouse or common-law partner or dependent child.	c) soit instaurée à l'égard d'un époux ou conjoint de fait ou d'un enfant à charge.
(4) In recommending a change in the amount of or in instituting a pay allotment, the board shall conform to the following rules:	(4) Lorsque la commission d'officiers recommande de modifier le montant de la délégation de solde, ou d'instaurer une délégation de solde, elle doit observer les dispositions suivantes :

<p>(a) when an officer or non-commissioned member is married or in a common-law partnership, or is single and has a dependent child, the pay allotment</p>	<p>a) dans le cas d'un officier ou militaire du rang marié ou vivant en union de fait ou célibataire qui a un enfant à charge, la délégation de solde :</p>
<p>(i) to the spouse or common-law partner shall not be less than an amount equal to 20 days pay, or</p>	<p>(i) à l'égard de l'époux ou conjoint de fait ne doit pas être inférieure à un montant équivalant à 20 jours de solde,</p>
<p>(ii) in respect of a dependent child may not be less than the amount of the pay allotment in effect on the date of the report referred to in paragraph (2) or, if no pay allotment is in effect on that date, may be in the amount and payable to the person determined by the board;</p>	<p>(ii) à l'égard de l'enfant à charge, ne doit pas être inférieure au montant de la délégation de solde en vigueur le jour de la déclaration visée à l'alinéa (2), ou si aucune délégation de solde n'est en vigueur le jour en question, il appartient à la commission d'officiers d'instaurer une délégation et d'en déterminer le montant et le bénéficiaire;</p>
<p>(b) when a pay allotment is in effect to a bank or similar institution and the spouse or common-law partner of an officer or non-commissioned member has access to the account either in the spouse's or common-law partner's name or jointly with the member, or the pay allotment is for purposes that the spouse or common-law partner would otherwise be obliged to meet from the income of the spouse or common-law partner, the amount described in subparagraph (a)(i) may be reduced by the amount of the pay allotment;</p>	<p>b) lorsqu'une délégation de solde est en vigueur et payable à une banque ou à un établissement de ce genre, et que l'époux ou conjoint de fait de l'officier ou militaire du rang est habilité à tirer de l'argent du compte, soit en son propre nom, soit conjointement avec le militaire, ou que la délégation de solde est consentie en prévision d'engagements que l'époux ou conjoint de fait serait autrement contraint de remplir avec ses propres ressources financières, le montant de cette délégation de solde peut être retranché de la somme prévue au sous-sous-alinéa a)(i);</p>
<p>(c) when the spouse or common-law partner or the dependent children of an officer or non-commissioned member are suffering financial hardship, the pay allotment described in subparagraph (a) may be increased;</p>	<p>c) lorsque l'époux ou conjoint de fait ou les enfants à charge d'un officier ou militaire du rang éprouvent des embarras financiers, la délégation de solde peut être portée à un montant supérieur à celui qui est prévu au sous-alinéa a);</p>
<p>(d) when, on the date of the report referred to in paragraph (2), a pay allotment is in effect in excess of the amount described in subparagraph (a), it shall not be decreased except in exceptional circumstances;</p>	<p>d) lorsque, à la date de la déclaration visée à l'alinéa (2), une délégation de solde d'un montant supérieur à celui qui est prévu au sous-alinéa a) est en vigueur, il ne faut pas réduire ce montant, sauf dans des cas exceptionnels;</p>
<p>(e) all pay allotments of an officer or non-commissioned member shall be stopped or reduced if, in consideration of the amount of the pay allotment directed under subparagraph (a), continuation of payment of the total amount of the pay allotments would create a debit balance in the member's pay account; and</p>	<p>e) toutes les délégations de solde, ou l'une quelconque d'entre elles, qui ont été consenties par un officier ou militaire du rang, doivent être interrompues ou diminuées lorsque, en conséquence de la délégation de solde ordonnée aux termes du sous-alinéa a), la somme totale des délégations de solde qui devraient être versées serait telle que le compte de solde du militaire accuserait un solde débiteur;</p>

Art. 207.05

<p>(f) subject to this article, no pay allotment shall be increased and no new pay allotment shall be instituted under article 207.01 (<i>General Conditions</i>) after the date of the report referred to in paragraph (2) unless, while the officer or non-commissioned member was a prisoner of war or interned or detained by a foreign power, they communicate their authority for an increase or new pay allotment.</p>	<p>f) sous réserve du présent article, il est interdit d'augmenter une délégation de solde ou d'instaurer de nouvelles délégations aux termes de l'article 207.01 (<i>Conditions générales</i>) après la date de la déclaration visée à l'alinéa (2), à moins que l'officier ou militaire du rang intéressé ne communique aux autorités la permission de le faire alors qu'il se trouve soit prisonnier de guerre, soit interné ou détenu par une puissance étrangère.</p>
<p>(5) Any changes in pay allotments recommended by the board in accordance with this article shall be effected under authority of the Chief of the Defence Staff.</p>	<p>(5) Toute modification de délégation de solde recommandée par la commission d'officiers aux termes du présent article doit être exécutée en vertu de l'autorisation du chef de l'état-major de la défense.</p>
<p>(T) [T.B. 787246 effective 1 April 1983 – (4)(e); T.B. 829184 effective 1 September 2001 – (1), (3) and (4)]</p>	<p>(T) [C.T. 787246 en vigueur le 1^{er} avril 1983 – (4)e); C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001 – (1), (3) et (4)]</p>
<p>[207.06 to 207.99: not allocated]</p>	<p>[207.06 à 207.99 : non attribués]</p>

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

CHAPTER 208		CHAPITRE 208
FINES, FORFEITURES AND DEDUCTIONS	208	AMENDES, SUPPRESSIONS ET DÉDUCTIONS
Section 1 – General		Section 1 – Généralités
DEFINITIONS	208.01	DÉFINITIONS
APPLICATION OF REGULATIONS	208.02	APPLICATION DES RÈGLEMENTS
NOT ALLOCATED	208.03	NON ATTRIBUÉ
ADVANCES OF PAY AND ALLOWANCES WHEN FORFEITURE OR DEDUCTION IMPOSED	208.04	AVANCES DE SOLDE ET D'INDEMNITÉS EN CAS DE SUPPRESSION OU DE DÉDUCTION
NOT ALLOCATED	208.05	NON ATTRIBUÉ
REPEALED 9 JANUARY 2001	208.06 AND/ET 208.07	ABROGÉS LE 9 JANVIER 2001
NOT ALLOCATED	208.08	NON ATTRIBUÉ
DEBIT AND CREDIT BALANCES – RECOVERED ABSENTEES	208.09	SOLDES DÉBITEUR ET CRÉDITEUR DES ABSENTS REVENUS
PAYMENT OF COST OF MAINTENANCE – PERSONNEL COMMITTED TO CIVIL GAOLS	208.10	VERSEMENT DES FRAIS D'ENTRETIEN DU PERSONNEL DÉTENU DANS LES PRISONS CIVILES
NOT ALLOCATED	208.11 TO/À 208.19	NON ATTRIBUÉS

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

Section 2 – Fines		Section 2 – Amendes	
FINE IMPOSED BY COURT MARTIAL	208.20	AMENDE IMPOSÉE PAR UNE COUR MARTIALE	
RECOVERY OF FINES	208.201	RECOUVREMENT DES AMENDES	
FINES IMPOSED BY CIVIL TRIBUNAL	208.21	AMENDES IMPOSÉES PAR UN TRIBUNAL CIVIL	
DEPRIVATION OF PAY AND ALLOWANCES IMPOSED AT SUMMARY HEARING	208.22	PRIVATION DE LA SOLDE ET DES INDEMNITÉS INFLIGÉE À L'ISSUE D'UNE AUDIENCE SOMMAIRE	
NOT ALLOCATED	208.23 TO/À 208.29	NON-ATTRIBUÉS	
Section 3 – Forfeitures		Section 3 – Suppressions	
FORFEITURES – OFFICERS AND NON-COMMISSIONED MEMBERS	208.30	SUPPRESSIONS – OFFICIERS ET MILITAIRES DU RANG	
FORFEITURES, DEDUCTIONS AND CANCELLATIONS – WHEN NO SERVICE RENDERED	208.31	SUPPRESSION, DÉDUCTION ET ANNULATION LORSQUE AUCUN SERVICE N'EST RENDU	
FORFEITURES IN RESPECT OF LEAVE	208.315	SUPPRESSIONS DE SOLDE ET D'INDEMNITÉS À L'ÉGARD D'UN CONGÉ	
REPEALED 1 JUNE 2014	208.317	ABROGÉ LE 1 ^{er} JUIN 2014	
FORFEITURE OF IMPROVISED EXPLOSIVE DEVICE BONUS – REGULAR FORCE	208.318	SUPPRESSION DE LA PRIME DE QUALIFICATION EN ENGINS EXPLOSIFS ARTISANAUX – FORCE RÉGULIÈRE	
CALCULATION OF PERIODS OF FORFEITURE	208.32	CALCUL DES PÉRIODES DE SUPPRESSION	
CONCURRENT FORFEITURES	208.33	SUPPRESSIONS SIMULTANÉES	
ALTERATION OR SUSPENSION OF PUNISHMENT – EFFECT ON FORFEITURE	208.34	CHANGEMENT OU SUSPENSION DE PEINE – EFFET SUR LA SUPPRESSION DES SOLDE ET INDEMNITÉS	

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

REVIEW OF THE SANCTION OF DEPRIVATION OF PAY AND ALLOWANCES	208.35	RÉVISION DE LA SANCTION DE PRIVATION DE LA SOLDE ET DES INDEMNITÉS
RESTORATION OF PAY AND ALLOWANCES	208.36	RÉTABLISSEMENT DES SOLDE ET INDEMNITÉS
NOT ALLOCATED	208.37 TO/À 208.39	NON ATTRIBUÉS
Section 4 – Deductions		Section 4 – Déductions
DEDUCTIONS FOR TRANSPORTATION OF RECOVERED ABSENTEES OR DESERTERS	208.40	DÉDUCTIONS POUR FRAIS DE TRANSPORT D'ABSENTS SANS PERMISSION OU DE DÉSERTEURS APPRÉHENDÉS
LIQUIDATION OF DEDUCTIONS	208.41	LIQUIDATION DES DÉDUCTIONS
AUTHORITY OF MINISTER IN RESPECT OF DEDUCTIONS	208.42	AUTORISATION DU MINISTRE A L'ÉGARD DES DÉDUCTIONS
REPEALED 9 JANUARY 2001	208.43	ABROGÉ LE 9 JANVIER 2001
DEDUCTIONS FOR PROVISION OF MEDICAL CARE AND DENTAL TREATMENT FOR DEPENDANTS	208.44	DÉDUCTIONS POUR SOINS MÉDICAUX ET DENTAIRES À L'ÉGARD DES PERSONNES À CHARGE
DEDUCTIONS FOR RECOVERY OF ADDITIONAL PAYMENT RECEIVED IN PERFORMANCE OF DUTIES	208.45	DÉDUCTIONS POUR LE RECOUVREMENT D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE REÇU DANS L'EXERCICE DES FONCTIONS
NOT ALLOCATED	208.46 TO/À 208.49	NON ATTRIBUÉS
DEDUCTIONS FOR PROVISION OF FURNISHED QUARTERS AND COVERED RESIDENTIAL PARKING	208.50	DÉDUCTIONS LORSQUE LE LOGEMENT MEUBLÉ ET LE STATIONNEMENT RÉSIDENTIEL COUVERT SONT FOURNIS
DEDUCTIONS FOR PROVISION OF RATIONS	208.505	DÉDUCTIONS LORSQUE LE VIVRE EST FOURNI

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

DEDUCTIONS FOR PROVISION OF RESIDENTIAL HOUSING UNITS AND COVERED RESIDENTIAL PARKING	208.51	DÉDUCTIONS LORSQUE L'UNITÉ DE LOGEMENT RÉSIDENTIEL ET LE STATIONNEMENT RÉSIDENTIEL COUVERT SONT FOURNIS
REMISSION OF CHARGES FOR DEDUCTED FOR PROVISION OF FURNISHED QUARTERS, RATIONS, RESIDENTIAL HOUSING UNITS OR COVERED RESIDENTIAL PARKING	208.52	REMISE DES FRAIS DÉDUITS LORSQUE LE LOGEMENT MEUBLÉ, LES VIVRES, L'UNITÉ DE LOGEMENT RÉSIDENTIEL OU LE STATIONNEMENT RÉSIDENTIEL COUVERT SONT FOURNIS
DEDUCTIONS FOR PROVISION OF SERVICE INCOME SECURITY INSURANCE PLAN – LONG TERM DISABILITY BENEFIT (SISIP-LTD) PREMIUMS	208.53	DÉDUCTIONS POUR LE RÉGIME D'ASSURANCE-REVENU MILITAIRE – PRESTATIONS D'INVALIDITÉ PROLONGÉE (RARM-PIP)
NOT ALLOCATED	208.54 TO/À 208.99	NON ATTRIBUÉS

CHAPTER 208

**FINES, FORFEITURES AND
DEDUCTIONS**

(Refer carefully to article 1.02 (Definitions) when reading every regulation in this chapter.)

Section 1 – General**208.01 – DEFINITIONS**

For the purpose of this chapter:

(a) “civil tribunal” means a court, in or out of Canada, of ordinary criminal jurisdiction and includes a court of summary jurisdiction; (tribunal civil)

(b) “deduction” means an amount chargeable against the pay and allowances of an officer or non-commissioned member imposed under

(i) article 27.38 (*Administrative Deductions – Overdue Non-Public Accounts*), or

(ii) article 38.03 (*Administrative Deductions*), or

(iii) paragraph (3) of article 208.31 (*Forfeitures, Deductions and Cancellations – When No Service Rendered*), or

(iv) article 208.40 (*Deductions for Transportation of Recovered Absentees or Deserters*), or

(v) **(REPEALED 9 JANUARY 2001)**

(vi) article 208.44 (*Deductions for Provision of Medical Care and Dental Treatment for Dependents*), or

(vii) article 208.45 (*Deductions for Recovery of Additional Payment Received in Performance of Duties*), or **(7 May 1970)**

CHAPITRE 208

**AMENDES, SUPPRESSIONS ET
DÉDUCTIONS**

(Avoir soin de se reporter à l'article 1.02 (Définitions) à propos de chaque règlement contenu dans le présent chapitre.)

Section 1 – Généralités**208.01 – DÉFINITIONS**

Aux fins du présent chapitre :

a) «tribunal civil» désigne une cour de juridiction criminelle ordinaire, au Canada ou en dehors du Canada, et comprend un tribunal de simple police; (civil tribunal)

b) «déduction» désigne un montant imputable sur les solde et indemnités d'un officier ou militaire du rang, et imposé en vertu de

(i) l'article 27.38 (*Déductions administratives – comptes non publics en souffrance*), ou

(ii) l'article 38.03 (*Déductions administratives*), ou

(iii) le paragraphe (3) de l'article 208.31 (*Suppression, déduction et annulation lorsque aucun service n'est rendu*), ou

(iv) l'article 208.40 (*Déductions pour frais de transport d'absents sans permission ou de déserteurs appréhendés*), ou

(v) **(ABROGÉ LE 9 JANVIER 2001)**

(vi) l'article 208.44 (*Déductions pour soins médicaux et dentaires à l'égard des personnes à charge*), ou

(vii) l'article 208.45 (*Déductions pour le recouvrement d'un versement supplémentaire reçu dans l'exercice des fonctions*), ou **(7 mai 1970)**

Art. 208.01

(viii) article 208.50 (*Deductions for Provision of Furnished Quarters and Covered Residential Parking*), or

(ix) article 208.505 (*Deductions for Provision of Rations*), or **(28 March 1974)**

(x) article 208.51 (*Deductions for Provision of Residential Housing Units and Covered Residential Parking*); and

(deduction)

(c) “forfeiture” means the deprivation of the pay and allowances of an officer or non-commissioned member for any specific day or days, except allowances set out in CBI Chapter 10 (*Military Foreign Service Instructions*), isolation allowance under CBI Chapter 11 (*Isolated Post Instructions*) and any other special allowance that is authorized from time to time if issued at a rate that recognizes that the dependants of the officer or non-commissioned member are located in the allowance area. (*suppression*)

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001 – (b)(x) and (c)(i); T.B. 837222 effective 1 June 2014 – (c); T.B. 841501 effective 1 December 2024 – (b)(viii) and (x)]

208.02 – APPLICATION OF REGULATIONS

The pay and allowances of an officer or non-commissioned member are subject to

(a) the forfeitures and deductions prescribed in this chapter;

(b) any fine imposed by a court martial; and

(c) any deprivation of pay and allowances imposed by an officer conducting a summary hearing.

(T) [T.B. 840391 effective 20 June 2022 – 208.02 is replaced]

[208.03: not allocated]

208.04 – ADVANCES OF PAY AND ALLOWANCES WHEN FORFEITURE OR DEDUCTION IMPOSED

(1) Within the limitations prescribed in this article and notwithstanding that his pay account may be placed in debt thereby, an officer or non-commissioned member may be paid an advance of pay and allowances during any period that:

(viii) l'article 208.50 (*Déductions lorsque le logement meublé et le stationnement résidentiel couvert sont fournis*), ou

(ix) l'article 208.505 (*Déductions lorsque le vivre est fourni*), ou **(28 mars 1974)**

(x) l'article 208.51 (*Déductions lorsque l'unité de logement résidentiel et le stationnement résidentiel couvert sont fournis*);

(déduction)

c) « suppression » désigne la privation imposée à un officier ou militaire du rang de sa solde et de ses indemnités, pendant un nombre de jours déterminés, à l'exception des indemnités prévues au chapitre 10 (*Directives sur le service militaire à l'étranger*) des DRAS, de l'indemnité d'isolement prévue au chapitre 11 (*Directives sur les postes isolés*) des DRAS et de toute autre indemnité spéciale autorisée à l'occasion, lorsque l'indemnité en question est versée selon un taux qui est justifié par le fait que les personnes à charge de l'officier ou du militaire du rang habitent le poste visé par cette indemnité. (*forfeiture*)

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001 – b)(x) et c)(i); C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014 – c); C.T. 841501 en vigueur le 1^{er} décembre 2024 – b)(viii) et (x)]

208.02 – APPLICATION DES RÈGLEMENTS

La solde et les indemnités d'un officier ou militaire du rang sont assujetties :

a) aux suppressions et déductions prescrites au présent chapitre;

b) à l'amende que lui impose une cour martiale;

c) à la privation des indemnités ou de la solde infligée par un officier tenant une audience sommaire.

(T) [C.T. 840391 en vigueur le 20 juin 2022 – 208.02 est remplacé]

[208.03 : non attribué]

208.04 – AVANCES DE SOLDE ET D'INDEMNITÉS EN CAS DE SUPPRESSION OU DE DÉDUCTION

(1) Dans les limites prescrites par le présent article et bien que son compte de solde puisse se trouver déficitaire en conséquence, un officier ou militaire du rang peut être payé durant toute période où :

(a) he is subject to a forfeiture, except in respect of a period of absence without leave or of desertion; or

a) ses solde et indemnités sont supprimées, sauf à l'égard d'une période d'absence sans permission ou de désertion; ou

(b) he is in civil custody awaiting trial; or

b) il est en détention civile en attendant son procès; ou

(c) as a result of an alleged offence, he is in hospital awaiting trial by a court martial or a civil tribunal for that offence; or

c) par suite d'une infraction présumée, il se trouve à l'hôpital en attendant son procès devant une cour martiale ou un tribunal civil à propos de cette infraction;

(d) a deduction imposed on his pay and allowances is being recovered at a rate that would restrict the issue of pay and allowances to a rate less than the appropriate rate prescribed in paragraph (2) of this article.

d) une déduction imposée à l'égard de ses solde et indemnités est recouvrée dans une proportion qui restreindrait le versement des solde et indemnités à un montant inférieur au montant approprié que prescrit l'alinéa (2) du présent article.

(2) During any period prescribed in paragraph (1) of this article:

(2) Durant toute période prescrite à l'alinéa (1) du présent article :

(a) in the case of an officer, advances shall, with the approval of the commanding officer, be paid

a) dans le cas d'un officier, et avec l'approbation du commandant, des avances sont versées

(i) to the officer, at a rate not exceeding \$10 a month for personal requirements, and

(i) à l'officier, à raison d'au plus 10 \$ par mois, pour ses besoins personnels, et

(ii) to the mess of the officer, on his behalf, in the amount of any mess account incurred by him during that period but not exceeding \$15 a month; or

(ii) au mess de l'officier, en son nom, selon le montant porté à son compte de mess durant cette période mais ne dépassant pas 15 \$ par mois; ou

(b) in the case of a non-commissioned member, advances shall be paid to the non-commissioned member at the rate of \$1 a day for personal requirements.

b) dans le cas d'un militaire du rang, des avances lui sont versées à raison de 1 \$ par jour pour ses besoins personnels.

(1 October 1977)

(1^{er} octobre 1977)

(3) Prior to committal to a Service Detention Barracks and with prior approval of the commanding officer, an advance of unearned pay may be made to a non-commissioned member who does not have sufficient personal funds or earned pay, for the purchase of clothing, equipment and miscellaneous requirements in an amount not exceeding the cost of the clothing, equipment and miscellaneous requirements. **(27 May 1982)**

(3) Avant d'être incarcéré dans une caserne de détention, et avec l'approbation du commandant, un militaire du rang peut toucher une avance de solde non gagnée s'il n'a pas suffisamment d'argent ou de solde gagnée pour acheter des vêtements, de l'équipement et des articles divers, jusqu'à concurrence du coût des vêtements, de l'équipement et des articles divers. **(27 mai 1982)**

Art. 208.04

(4) Any payment made under paragraphs (2) or (3) of this article shall be charged to the pay account of the officer or non-commissioned member concerned and shall not be regarded as a remission of any portion of the forfeiture or deduction. (27 May 1982)

(T) [T.B. 782197 effective 27 May 1982; T.B. 840391 effective 20 June 2022 – 1(c)]

[208.05: not allocated]

[208.06 and 208.07: repealed by T.B. 828432 effective 9 January 2001]

[208.08: not allocated]

208.09 – DEBIT AND CREDIT BALANCES – RECOVERED ABSENTEES

When an officer or non-commissioned member, who has been absent without authority for a continuous period of more than 14 days, is recovered:

(a) any debit balance incurred on or prior to his absence shall be charged against his pay account; and

(b) any credit balance remaining after settlement of any claims due to the public may, on the authority of the Chief of the Defence Staff, be paid to him.

(T)

208.10 – PAYMENT OF COST OF MAINTENANCE – PERSONNEL COMMITTED TO CIVIL GAOLS

(1) When an officer or non-commissioned member is sentenced to imprisonment for an offence under the *National Defence Act* and is committed to civil gaol, the Chief of the Defence Staff may authorize the payment of accounts for the maintenance of that officer or non-commissioned member while in civil gaol at such rates as he may deem reasonable.

(4) Tout versement effectué en vertu des alinéas (2) ou (3) du présent article est imputé au compte de solde de l'officier ou du militaire du rang intéressé et ne peut être considéré comme la remise de toute partie de la suppression ou déduction. (27 mai 1982)

(T) [C.T. 782917 en vigueur le 27 mai 1982; C.T. 840391 en vigueur le 20 juin 2022 – 1c)]

[208.05 : non attribué]

[208.06 et 208.07 : abrogés par C.T. 828432 en vigueur le 9 janvier 2001]

[208.08 : non attribué]

208.09 – SOLDES DÉBITEUR ET CRÉDITEUR DES ABSENTS REVENUS

Lorsqu'un officier ou militaire du rang, qui a été absent sans autorisation pendant une période continue de plus de 14 jours, est revenu :

a) tout montant qui lui est imputable pendant ou avant son absence est porté au débit de son compte de solde; et

b) tout solde créditeur restant après règlement de toutes dettes dues à l'État peut, moyennant l'autorisation du chef de l'état-major de la défense, lui être versé.

(T)

208.10 – VERSEMENT DES FRAIS D'ENTRETIEN DU PERSONNEL DÉTENU DANS LES PRISONS CIVILES

(1) Lorsqu'un officier ou militaire du rang, condamné à l'emprisonnement pour une infraction relevant de la *Loi sur la défense nationale*, est détenu dans une prison civile, le chef de l'état-major de la défense peut autoriser le paiement de comptes pour l'entretien de cet officier ou ce militaire du rang alors qu'il se trouve à la prison civile, d'après un tarif qu'il juge raisonnable.

(2) Payments under paragraph (1) of this article shall be in addition to the payment of the proper fees of sheriffs and other peace officers in respect of an officer or non-commissioned member so sentenced.

(2) Les versements effectués en vertu de l’alinéa (1) du présent article s’ajoutent au paiement des honoraires appropriés aux shérifs et autres agents de la paix, relatifs à un officier ou militaire du rang ainsi condamné.

(T)

(T)

[208.11 to 208.19: not allocated]

[208.11 à 208.19 : non attribués]

Section 2 – Fines

Section 2 – Amendes

208.20 – FINE IMPOSED BY COURT MARTIAL

208.20 – AMENDE IMPOSÉE PAR UNE COUR MARTIALE

A fine imposed on an officer or non-commissioned member by a court martial may be charged to the pay account of the officer or non-commissioned member and recovered from their pay and allowances.

Une amende imposée à un officier ou militaire du rang par une cour martiale peut être portée au débit de son compte de solde et recouvrée sur sa solde et ses indemnités.

(T) [T.B. 840391 effective 20 June 2022 – 208.20 is replaced]

(T) [C.T. 840391 en vigueur le 20 juin 2022 – 208.20 est remplacé]

208.201 – RECOVERY OF FINES

208.201 – RECOUVREMENT DES AMENDES

Section 145.1 of the *National Defence Act* provides:

L’article 145.1 de la *Loi sur la défense nationale* prescrit :

“145.1 (1) If an offender is in default of payment of a fine, the Minister may, in addition to any other method provided by law for recovering the fine, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in any court in Canada that has jurisdiction to enter a judgment for that amount.

«145.1 (1) Si le contrevenant omet de payer une amende, le ministre, outre qu’il peut se prévaloir des autres recours prévus par la loi, peut, par le dépôt du jugement infligeant l’amende, faire inscrire le montant de l’amende, ainsi que les frais éventuels, au tribunal canadien compétent.

(2) A judgment that is entered under this section is enforceable in the same manner as if it were a Judgment obtained by the Minister in civil proceedings.”

(2) L’inscription vaut jugement exécutoire contre le contrevenant comme s’il s’agissait d’un jugement rendu contre lui, devant ce tribunal, au terme d’une action civile au profit du ministre.»

(C) [1 June 2014]

(C) [1^{er} juin 2014]

NOTE

NOTE

Section 145.1 of the *National Defence Act* typically applies to a court martial conviction of an offender who is a civilian or who has been released from the Canadian Forces. Otherwise, the fine is recovered in accordance with article 208.20.

L’article 145.1 de la *Loi sur la défense nationale* ne s’applique normalement qu’aux cas où le contrevenant condamné par une cour martiale est un civil ou a été libéré des Forces canadiennes. Autrement, le recouvrement de l’amende se fait conformément à l’article 208.20.

(C) [1 June 2014]

(C) [1^{er} juin 2014]

Art. 208.21

208.21 – FINES IMPOSED BY CIVIL TRIBUNAL

When a fine and any costs are imposed upon an officer or non-commissioned member by a civil tribunal and payment thereof from public funds is authorized by the commanding officer under article 19.58 (*Payment of Fines and Costs*), the amount of the payment shall be:

- (a) regarded as an advance of pay and allowances;
- (b) charged to the pay account of the officer or non-commissioned member concerned; and
- (c) treated as if it were an overpayment of pay and allowances for the purposes of paragraph (3) of article 203.04 (*Overpayments*).

(T)

208.22 – DEPRIVATION OF PAY AND ALLOWANCES IMPOSED AT SUMMARY HEARING

A sanction of deprivation of pay and allowances that is imposed on an officer or non-commissioned member as a result of a summary hearing may be charged to the pay account of the officer or non-commissioned member and recovered from their pay and allowances.

(T) [T.B. 840391 effective 20 June 2022]

[208.23 to 208.29: not allocated]

Section 3 – Forfeitures

208.30 – FORFEITURES – OFFICERS AND NON-COMMISSIONED MEMBERS

(1) Subject to paragraph (2), one day's forfeiture shall be imposed upon an officer or non-commissioned member for each day the member is:

- (a) absent without leave when the member has been found guilty of that offence;
- (b) absent as a deserter when the member has been found guilty of desertion;
- (c) undergoing a punishment of imprisonment imposed by:
 - (i) a court martial, or

208.21 – AMENDES IMPOSÉES PAR UN TRIBUNAL CIVIL

Lorsqu'une amende et des frais judiciaires sont imposés à un officier ou militaire du rang par un tribunal civil et que le paiement en est autorisé sur les fonds publics par le commandant en vertu de l'article 19.58 (*Paiement des amendes et frais*), le montant du paiement est :

- a) considéré comme une avance de solde et d'indemnités;
- b) porté au débit du compte de solde de l'officier ou du militaire du rang intéressé; et
- c) assujetti aux mêmes dispositions que s'il s'agissait d'un plus-payé des solde et indemnités aux fins de l'alinéa (3) de l'article 203.04 (*Plus-payés*).

(T)

208.22 – PRIVATION DE LA SOLDE ET DES INDEMNITÉS INFLIGÉE À L'ISSUE D'UNE AUDIENCE SOMMAIRE

La sanction de privation de la solde et des indemnités infligée à l'issue d'une audience sommaire peut être portée au débit du compte de solde de l'officier ou du militaire du rang et recouvrée sur sa solde et ses indemnités.

(T) [C.T. 840391 en vigueur le 20 juin 2022]

[208.23 à 208.29 : non attribués]

Section 3 – Suppressions

208.30 – SUPPRESSIONS – OFFICIERS ET MILITAIRES DU RANG

(1) Sous réserve de l'alinéa (2), un officier ou militaire du rang perd le droit à ses solde et indemnités pour chaque jour où :

- a) il est absent sans permission, lorsqu'il est déclaré coupable de cette infraction;
- b) il est absent en qualité de déserteur, lorsqu'il est déclaré coupable de cette infraction;
- c) il purge une peine d'emprisonnement imposée par :
 - (i) soit une cour martiale,

(ii) a civil tribunal;

(ii) soit un tribunal civil;

(d) in civil custody awaiting trial by a civil tribunal if the civil tribunal subsequently finds the member guilty of an offence; or

d) il est sous garde civile en attendant son procès devant un tribunal civil pour une infraction dont il est subséquemment reconnu coupable par le tribunal civil;

(e) in hospital awaiting trial by a court martial or a civil tribunal if

e) il se trouve à l'hôpital en attendant son procès devant une cour martiale ou un tribunal civil si les conditions suivantes sont réunies :

(i) the court martial or civil tribunal subsequently finds the member guilty of an offence,

(i) il est subséquemment déclaré coupable d'une infraction,

(ii) in the opinion of the medical officer attending the member, the period of hospitalization is a direct result of the commission of the offence of which the member was convicted, and

(ii) selon l'avis du médecin militaire qui le soigne, l'hospitalisation résulte directement de la perpétration de l'infraction dont il a été déclaré coupable,

(iii) the officer commanding the command or formation concurs with the opinion of the medical officer.

(iii) l'officier commandant le commandement ou la formation partage l'avis du médecin militaire.

(2) An officer or non-commissioned member is not subject to a forfeiture for any period the member is in civil custody while on leave with pay and allowances.

(2) Un officier ou militaire du rang ne perd pas le droit à ses solde et indemnités pour toute période où il est sous garde civile au cours d'un congé pendant lequel il touche ses solde et indemnités.

(3) If a court martial sentences a non-commissioned member above the rank of private to a punishment of detention, a forfeiture shall be imposed, for the duration of the period during which the sentence is served, that is equal to the difference between

(3) Si un militaire du rang — autre qu'un soldat — est condamné à une peine de détention par une cour martiale, la suppression imposée, pendant la période au cours de laquelle il purge sa peine de détention, est équivalente à la différence entre les taux suivants :

(a) the rate of pay that is applicable to the non-commissioned member on the day before the punishment was imposed, and

a) le taux de solde qui lui est applicable le jour précédant la date à laquelle la peine lui est infligée;

(b) the rate of pay that is applicable to a private who is at the highest pay increment in the same component of the Canadian Forces and, if applicable, on the same class of reserve service.

b) le taux de solde qui est applicable à un soldat qui est à l'échelon de solde le plus élevé, dans le même élément constitutif des Forces canadiennes et, le cas échéant, dans le même type de service de réserve.

(4) For the purposes of paragraph (3), if the non-commissioned member is serving the sentence of detention intermittently, the forfeiture applies throughout the period during which the sentence is served, including during the times when the member is not in confinement.

(4) Pour l'application de l'alinéa (3), dans le cas où la peine de détention est purgée de façon discontinue, la suppression est imposée même lorsque le militaire du rang n'est pas incarcéré pendant la période où il purge sa peine.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001 – 3(a); T.B. 837222 effective 1 June 2014 – (3)(a); T.B. 838621 effective 1 September 2018 – (3) and (4); T.B. 840391 effective 20 June 2022 – Portion of (1)(e) before (ii) and (3)]

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001 – 3a); C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014 – (3)a); C.T. 838621 en vigueur le 1^{er} septembre 2018 – (3) et (4); C.T. 840391 en vigueur le 20 juin 2022 – Partie de (1)(e) avant (ii) et (3)]

Art. 208.31

208.31 – FORFEITURES, DEDUCTIONS AND CANCELLATIONS – WHEN NO SERVICE RENDERED

(1) Except as prescribed in paragraph (3) of this article, when no military service is rendered by an officer or non-commissioned member during any period and no forfeiture has been imposed in respect of that period, an officer commanding a command or formation may direct that a forfeiture be imposed for the whole or any part of that period.

(2) When no military service has been rendered by a former officer or non-commissioned member during any period prior to his release, and no forfeiture has been imposed in respect of that period, an officer commanding a command or formation may direct that all or any part of his pay and allowances in respect of that period shall not be credited, or if credited, may direct that the applicable entries in his pay account be cancelled.

(3) If the release or transfer of an officer or non-commissioned member is cancelled under paragraph 30(4) of the *National Defence Act*, the authority cancelling the release or transfer may direct that a deduction be imposed in an amount equal to all, or any part, of the pay and allowances of the officer or non-commissioned member in respect of the period during which no military service has been rendered.

(4) This article does not apply in respect of an officer or non-commissioned member who is relieved from the performance of military duty under either article 19.75 (*Relief from Performance of Military Duty*) or article 101.09 (*Relief from Performance of Military Duty – Pre and Post Trial*), is in custody awaiting trial by a court martial, or is in hospital.

(T) [T.B. 828432 effective 9 January 2001; T.B. 838621 effective 1 September 2018 – (4); T.B. 840391 effective 20 June 2022 – (3) and (4)]

208.315 – FORFEITURES IN RESPECT OF LEAVE

Subject to any limitations prescribed by the Chief of the Defence Staff, such officers as the Chief of the Defence Staff may designate for the purpose may direct that a forfeiture be imposed upon an officer or non-commissioned member for:

208.31 – SUPPRESSION, DÉDUCTION ET ANNULATION LORSQUE AUCUN SERVICE N'EST RENDU

(1) Sous réserve des prescriptions de l'alinéa (3) du présent article, lorsqu'un officier ou militaire du rang n'accomplit aucun service militaire durant une période quelconque et que ses solde et indemnités ne font l'objet d'aucune suppression à l'égard de cette période, l'officier général commandant le commandement ou la formation peut ordonner de supprimer les solde et indemnités de cet officier ou militaire du rang pour la totalité ou une partie de cette période.

(2) Lorsqu'un officier ou militaire du rang n'a accompli aucun service militaire durant une période quelconque antérieure à sa libération et que ses solde et indemnités n'ont fait l'objet d'aucune suppression à l'égard de cette période, l'officier général commandant le commandement ou la formation peut ordonner que la totalité ou une partie quelconque des solde et indemnités de cette période ne soit pas portée à son crédit, ou, si elle l'a été, il peut ordonner que les inscriptions faites à son compte de solde à ce sujet soient annulées.

(3) Lorsque la libération ou la mutation d'un officier ou militaire du rang est annulée en vertu du paragraphe 30(4) de la *Loi sur la défense nationale*, l'autorité qui annule la libération ou la mutation peut ordonner la déduction d'un montant égal à la totalité ou à une partie quelconque des solde et indemnités de cet officier ou ce militaire du rang, à l'égard de la période durant laquelle aucun service militaire n'a été rendu.

(4) Le présent article ne s'applique pas à l'officier ou au militaire du rang qui est retiré de ses fonctions militaires aux termes de l'article 19.75 (*Retrait des fonctions militaires*) ou de l'article 101.09 (*Retrait des fonctions militaires – avant et après le procès*), est aux arrêts en attendant son procès devant une cour martiale ou est hospitalisé.

(T) [C.T. 828432 en vigueur le 9 janvier 2001; C.T. 838621 en vigueur le 1^{er} septembre 2018 – (4); C.T. 840391 en vigueur le 20 juin 2022 – (3) et (4)]

208.315 – SUPPRESSIONS DE SOLDE ET D'INDEMNITÉS À L'ÉGARD D'UN CONGÉ

Sous réserve de toutes restrictions prescrites par le chef de l'état-major de la défense, tout officier désigné par ce dernier à cette fin peut ordonner qu'un officier ou militaire du rang soit privé de sa solde et de ses indemnités pour :

(a) each day of annual leave granted to him in excess of his entitlement or granted to him otherwise than in accordance with regulations and orders in force from time to time;

(b) each day of compassionate leave granted to him for apparently urgent reasons and in respect of which he fails to subsequently verify that the alleged compassionate circumstances existed; or

(c) each day of any other type of leave granted to him otherwise than in accordance with regulations and orders in force from time to time.

a) chaque journée de congé annuel accordée qui dépasse la période réglementaire ou qui lui aura été accordée, autrement qu'en conformité des règlements et ordonnances en vigueur de temps à autre;

b) chaque journée de congé qui lui aura été accordée pour raisons personnelles de nature apparemment urgente, s'il a omis par la suite de vérifier si les raisons personnelles étaient bien fondées; ou

c) chaque journée de tout autre genre de congé qui lui aura été accordée, autrement qu'en conformité des règlements et ordonnances en vigueur de temps à autre.

(T) [T.B. 725180 effective 14 February 1974]

[208.317: repealed by T.B. 837222 effective 1 June 2014]

208.318 – FORFEITURE OF IMPROVISED EXPLOSIVE DEVICE BONUS – REGULAR FORCE

A forfeiture shall be imposed on an officer or non-commissioned member for the whole or any part specified by the Chief of the Defence Staff of the Improvised Explosive Device Bonus paid to the member under CBI 210.94 (*Improvised Explosive Device Bonus – Regular Force*), if, before completion of the period for which the bonus was paid, the member

(a) voluntarily withdraws his consent to participate in improvised explosive device activities;

(b) commences terminal leave; or

(c) is released from or transferred from the Regular Force.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001]

208.32 – CALCULATION OF PERIODS OF FORFEITURE

For the purpose of computing a period of forfeiture under article 208.30 (*Forfeitures – Officers and Non-commissioned Members*), an officer or non-commissioned member shall be regarded as absent, in custody, or in hospital for one day:

(T) [C.T. 725180 en vigueur le 14 février 1974]

[208.317 : abrogé par C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014]

208.318 – SUPPRESSION DE LA PRIME DE QUALIFICATION EN ENGINES EXPLOSIFS ARTISANAUX – FORCE RÉGULIÈRE

Une suppression totale ou partielle, selon les instructions du chef d'état-major de la défense, de la prime de qualification en engins explosifs artisanaux qui a été versée à un officier ou militaire du rang selon la DRAS 210.94 (*Prime de qualification en engins explosifs artisanaux – force régulière*), doit lui être imposée si le militaire avant la fin de la période à l'égard de laquelle la prime était versée :

a) retire volontairement son consentement à participer à des opérations de désamorçage d'engins explosifs artisanaux;

b) commence son congé de fin de service;

c) est libéré de la force régulière ou en est transféré.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. TB 838621 en vigueur le 1^{er} septembre 2018 – c)]

208.32 – CALCUL DES PÉRIODES DE SUPPRESSION

Aux fins du calcul d'une période de suppression de solde et d'indemnités en vertu de l'article 208.30 (*Suppressions – officiers et militaires du rang*), un officier ou militaire du rang est considéré comme absent, en détention ou à l'hôpital pendant une journée :

Art. 208.32

(a) when the period involved exceeds 24 consecutive hours

(i) for each complete period of 24 hours, or

(ii) for any period remaining after the calculation of the complete 24 hour periods under subparagraph (i) of this subparagraph; or

(b) when the period involved does not exceed 24 consecutive hours, but is in excess of four consecutive hours.

(T)

208.33 – CONCURRENT FORFEITURES

When an officer or non-commissioned member is, for any specific day or days, subject to a forfeiture, any subsequent forfeiture imposed shall, to the extent that it purports to affect his pay and allowances for the same day or days, run concurrently with the forfeiture already in effect.

(T)

208.34 – ALTERATION OR SUSPENSION OF PUNISHMENT – EFFECT ON FORFEITURE

(1) When any punishment included in a sentence passed upon an officer or non-commissioned member results in the imposition of a forfeiture, and the punishment is subsequently altered or suspended, the only forfeiture that may be imposed is the forfeiture resulting from the altered or suspended punishment.

(2) If any forfeiture has been imposed on an officer or non-commissioned member as the result of a sentence passed upon him in excess of the forfeiture resulting from the altered or suspended punishment, the amount of the excess forfeiture shall be restored to the officer or non-commissioned member.

(T)

a) lorsque la période en cause dépasse 24 heures consécutives

(i) pour chaque période complète de 24 heures, ou

(ii) pour toute période qui reste après le calcul des périodes complètes de 24 heures en vertu du sous- sous-alinéa (i) du présent alinéa; ou

b) lorsque la période en cause ne dépasse pas 24 heures consécutives, mais dépasse quatre heures consécutives.

(T)

208.33 – SUPPRESSIONS SIMULTANÉES

Lorsque les solde et indemnités d'un officier ou militaire du rang sont, pour un jour ou des jours déterminés, frappées de suppression, toute suppression subséquente des solde et indemnités doit, dans la mesure où elle est censée frapper ses solde et indemnités le même jour ou les mêmes jours, se confondre avec la suppression déjà en vigueur.

(T)

208.34 – CHANGEMENT OU SUSPENSION DE PEINE – EFFET SUR LA SUPPRESSION DES SOLDE ET INDEMNITÉS

(1) Lorsqu'une peine quelconque comprise dans une sentence prononcée contre un officier ou militaire du rang entraîne une suppression de solde et d'indemnités et que cette peine est subséquemment changée ou suspendue, la seule suppression qui est imposée est celle qui résulte de la peine ainsi changée ou suspendue.

(2) Si la suppression imposée à un officier ou militaire du rang à la suite d'une sentence prononcée contre lui dépasse la suppression qu'entraîne la peine modifiée ou suspendue, le montant de la suppression en trop lui est remboursé.

(T) [C.T. 838621 en vigueur le 1^{er} septembre 2018 – titre et (1)]

208.35 – REVIEW OF THE SANCTION OF DEPRIVATION OF PAY AND ALLOWANCES

When the sanction of deprivation of pay and allowances is substituted, commuted, mitigated or remitted in accordance with sections 163.9 and 163.91 of the *National Defence Act*, only the deprivation imposed by the review authority may be imposed and any amount imposed in excess of the substituted, commuted, mitigated or remitted sanction must be restored.

(T) [T.B. 840391 effective 20 June 2022]

208.36 – RESTORATION OF PAY AND ALLOWANCES

Notwithstanding anything in this section, the Chief of the Defence Staff may, in special circumstances, order the restoration of pay and allowances to an officer or non-commissioned member in respect of any period or any part thereof for which a forfeiture was imposed under subparagraph (1)(c)(ii) or subparagraph (1)(d) of article 208.30 (*Forfeitures – Officers and Non-commissioned Members*).

(T)

[208.37 to 208.39: not allocated]

Section 4 – Deductions**208.40 – DEDUCTIONS FOR TRANSPORTATION OF RECOVERED ABSENTEES OR DESERTERS**

(1) Except as prescribed in paragraph (2) of this article, when an officer or non-commissioned member has been found guilty of absence without leave or desertion, the actual cost of his transportation and accommodation for the journey from the place of his apprehension or surrender to the base or other unit or element at which his trial is held shall be deducted from his pay and allowances.

(2) (a) The Chief of the Defence Staff may, on the recommendation of an officer commanding a command, remit all or any portion of the cost of transportation and accommodation deducted from the pay account of an absentee or deserter.

(b) An officer commanding a command should not, unless special circumstances exist, recommend remission of the deduction when it can be liquidated within three months.

(T)

208.35 – RÉVISION DE LA SANCTION DE PRIVATION DE LA SOLDE ET DES INDEMNITÉS

Si la sanction de privation de la solde et des indemnités est substituée, commuée, mitigée ou remise au titre des articles 163.9 et 163.91 de la *Loi sur la défense nationale*, seule la suppression infligée par l'autorité compétente est imposée et les montants perçus en trop sont remboursés.

(T) [C.T. 840391 en vigueur le 20 juin 2022]

208.36 – RÉTABLISSEMENT DES SOLDE ET INDEMNITÉS

Nonobstant toute disposition de la présente section, le chef de l'état-major de la défense peut, dans des circonstances particulières, ordonner le rétablissement de solde et indemnités d'un officier ou militaire du rang à l'égard de la totalité ou d'une partie de toute période durant laquelle une suppression a été imposée en vertu du sous-sous-alinéa (1)c)(ii) ou du sous-alinéa (1)d) de l'article 208.30 (*Suppressions – officiers et militaires du rang*).

(T)

[208.37 à 208.39 : non-attribués]

Section 4 – Déductions**208.40 – DÉDUCTIONS POUR FRAIS DE TRANSPORT D'ABSENTS SANS PERMISSION OU DE DÉSERTEURS APPRÉHENDÉS**

(1) Sous réserve de l'alinéa (2) du présent article, lorsqu'un officier ou militaire du rang a été déclaré coupable d'absence sans permission ou de désertion, les frais réels de son transport et de son logement pendant le voyage du lieu de son appréhension ou de sa reddition jusqu'à la base ou autre unité ou élément où son procès a lieu, sont déduits de ses solde et indemnités.

(2) a) Le chef de l'état-major de la défense peut, sur la proposition d'un officier général commandant un commandement, remettre la totalité ou partie des frais de transport et de logement déduits du compte de solde d'un absent sans permission ou d'un déserteur.

b) L'officier général commandant un commandement ne devrait pas, sauf s'il existe des circonstances particulières, proposer de remettre la réduction si elle peut être liquidée dans l'espace de trois mois.

(T)

Art. 208.41

208.41 – LIQUIDATION OF DEDUCTIONS

Any deduction imposed upon the pay and allowances of an officer or non-commissioned member shall be

- (a) charged to his pay account;
- (b) except as prescribed in subparagraphs (c) and (d) of this article, recovered from his pay and allowances until the deduction is wholly liquidated;
- (c) if the deduction has been imposed under article 38.03 (*Administrative Deductions*), recovered from his pay and allowances at the rate determined by the commanding officer; and
- (d) if the deduction arises under article 208.44 (*Deductions for Provision of Medical Care and Dental Treatment for Dependents*), recovered from his pay and allowances at the rate determined by the commanding officer over a period not exceeding six months, but the Chief of the Defence Staff may extend the period of recovery.

(T)

208.42 – AUTHORITY OF MINISTER IN RESPECT OF DEDUCTIONS

Notwithstanding anything in QR&O, any deduction authorized in this chapter to be made from the pay and allowances of an officer or non-commissioned member:

- (a) may be remitted to such extent as may be determined by the Minister; and
- (b) may, when deducted or recovered, be appropriated in such manner as the Minister may direct.

(T)

[208.43: repealed by T.B. 828432 effective 9 January 2001]

208.41 – LIQUIDATION DES DÉDUCTIONS

Toute déduction imposée à l'égard des solde et indemnités d'un officier ou militaire du rang doit être :

- a) portée au débit de son compte de solde;
- b) sous réserve des sous-alinéas c) et d) du présent article, prélevée sur ses solde et indemnités jusqu'à liquidation complète de la déduction;
- c) si la déduction a été imposée en vertu de l'article 38.03 (*Déductions administratives*), recouvrée sur ses solde et indemnités au rythme déterminé par le commandant; et
- d) si la déduction a été imposée en vertu de l'article 208.44 (*Déductions pour soins médicaux et dentaires à l'égard des personnes à charge*), prélevée sur ses solde et indemnités selon un taux fixé par le commandant au cours d'une période maximum de six mois, cette période de recouvrement pouvant être prolongée de l'autorité du chef de l'état-major de la défense.

(T)

208.42 – AUTORISATION DU MINISTRE A L'ÉGARD DES DÉDUCTIONS

Nonobstant toute disposition des ORFC, une déduction autorisée dans le présent chapitre à l'égard des solde et indemnités d'un officier ou militaire du rang :

- a) peut être remise dans la mesure que le ministre détermine; et
- b) peut, lorsqu'elle a été effectuée ou recouvrée, être employée de la manière que le ministre ordonne.

(T)

[208.43 : abrogé par C.T. 828432 en vigueur le 9 janvier 2001]

208.44 – DEDUCTIONS FOR PROVISION OF MEDICAL CARE AND DENTAL TREATMENT FOR DEPENDANTS

(1) When the dependants of an officer or non-commissioned member are provided with medical care in accordance with article 34.23 (*Provision of Medical Care Generally – Dependents*), 34.24 (*Provision of Medical Care at Semi-isolated Units*), 34.25 (*Provision of Medical Care at Isolated Units*) or 34.26 (*Provision of Medical Care – Overseas Areas*), or dental treatment in accordance with article 35.11 (*Dental Treatment of Dependants – Isolated Units*), the officer or non-commissioned member concerned is subject to a deduction from his pay and allowances in full or partial payment of the charges, computed in the case of medical care in accordance with article 34.05 (*Charges for Medical Care*) or, computed in the case of dental treatment in accordance with paragraph (2) of article 35.11.

(2) For the purpose of this article “dependant” has the meaning prescribed in subparagraph (c) of article 34.01 (*Definitions*) and subparagraph (b) of article 35.01 (*Definitions*).

(T)

208.45 – DEDUCTIONS FOR RECOVERY OF ADDITIONAL PAYMENT RECEIVED IN PERFORMANCE OF DUTIES

An officer or non-commissioned member who while in receipt of pay and allowances, has accepted from anyone in addition thereto, contrary to any regulation, order or instruction, a salary, bonus, gratuity or other payment in respect of the performance of his duties is liable to a deduction from his pay and allowances equal to the amount of any such payment.

(T) [T.B. 697009 effective 7 May 1970]

[208.46 to 208.49: not allocated]

208.44 – DÉDUCTIONS POUR SOINS MÉDICAUX ET DENTAIRE À L’ÉGARD DES PERSONNES À CHARGE

(1) Lorsque la personne à charge d’un officier ou militaire du rang reçoit des soins médicaux aux termes des articles 34.23 (*Dispositions générales concernant les soins de santé des personnes à charge*), 34.24 (*Soins de santé dans les unités semi-isolées*), 34.25 (*Soins de santé dans les unités isolées*) ou 34.26 (*Soins de santé dans le secteur outre – mer*), ou des soins dentaires aux termes de l’article 35.11 (*Soins dentaires des personnes à charge – unités isolées*), le militaire en cause est assujéti à une déduction de solde et indemnités, selon un montant correspondant au paiement entier ou partiel des frais exigés pour les soins médicaux en vertu de l’article 34.05 (*Frais exigés pour les soins de santé*), ou des frais exigés pour les soins dentaires en vertu de l’alinéa (2) de l’article 35.11.

(2) Aux fins du présent article, le terme «personne à charge» à la signification prescrite dans l’alinéa c) de l’article 34.01 (*Définitions*) et dans l’alinéa b) de l’article 35.01 (*Définitions*).

(T)

208.45 – DÉDUCTIONS POUR LE RECOUVREMENT D’UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE REÇU DANS L’EXERCICE DES FONCTIONS

Un officier ou militaire du rang qui, pendant qu’il reçoit une solde et des indemnités, a accepté de quelqu’un, en plus de celles-ci, et contrairement aux règlements, ordonnances ou instructions, un salaire, un boni, une gratification ou autre versement à l’égard de l’exercice de ses fonctions, est assujéti à une déduction de sa solde et de ses indemnités égale au montant d’un tel versement.

(T) [C.T. 697009 en vigueur le 7 mai 1970]

[208.46 à 208.49 : non attribués]

Art. 208.50

208.50 – DEDUCTIONS FOR PROVISION OF FURNISHED QUARTERS AND COVERED RESIDENTIAL PARKING

(1) Subject to article 208.52 (*Remission of Charges Deducted for Provision of Furnished Quarters, Rations, Residential Housing Units or Covered Residential Parking*), an officer or non-commissioned member who occupies furnished quarters is subject to deductions from their pay and allowances in the amount of the monthly charge specified by the Minister in accordance with guidance provided by the Treasury Board for the type of quarters occupied by the member and the rating assigned to those quarters by the Minister.

(1.1) When an officer or non-commissioned member is required to occupy furnished quarters of a type prescribed for an officer or non-commissioned member of higher rank and classification because no furnished quarters of a type prescribed for their rank and classification are available, they are subject to a deduction from their pay and allowances of a monthly amount that does not exceed the maximum deduction that would have been made had furnished quarters of the type prescribed for their rank and classification been available.

(2) An officer or non-commissioned member is not subject to deductions from their pay and allowances in respect of furnished quarters occupied by them:

(a) on board a ship; or

(b) in the field or at other locations designated by the Chief of the Defence Staff; or

(c) in circumstances where the member would be entitled to Separation Expense under CBI 208.997 (*Separation Expense*) if quarters were not available.

(3) If the rate of deduction for furnished quarters occupied by an officer or non-commissioned member would, in the opinion of the Minister, result in an increase that would cause undue financial hardship, the Minister may authorize, if the increase is not solely due to annual market escalation, a three-stage phase-in of the increase to be charged at six-month intervals from the effective date of the increase.

208.50 – DÉDUCTIONS LORSQUE LE LOGEMENT MEUBLÉ ET LE STATIONNEMENT RÉSIDENTIEL COUVERT SONT FOURNIS

(1) Sous réserve de l'article 208.52 (*Remise des frais déduits lorsque le logement meublé, les vivres, l'unité de logement résidentiel ou le stationnement résidentiel couvert sont fournis*), un officier ou militaire du rang qui occupe un logement meublé est assujéti à une déduction sur sa solde et ses indemnités égale aux frais mensuels indiqués par le ministre conformément aux orientations fournies par le Conseil du Trésor à l'égard du type de logement qu'il occupe et de la cote attribuée à ce logement par le ministre.

(1.1) Si, en raison d'une pénurie de logement meublé du type qui est prescrit pour son grade et sa catégorie d'emploi, un officier ou militaire du rang qui occupe un logement meublé du type qui est prescrit pour un officier ou militaire du rang d'un grade supérieur et dont la catégorie d'emploi est supérieure, la déduction mensuelle sur sa solde et ses indemnités ne doit pas dépasser la déduction maximale qui aurait été effectuée si un logement meublé du type qui est prescrit pour son grade et sa catégorie d'emploi avait été disponible.

(2) Un officier ou militaire du rang n'est pas assujéti à une déduction sur sa solde et ses indemnités pour les frais du logement meublé qu'il occupe :

a) à bord d'un navire; ou

b) en campagne ou en d'autres endroits désignés par le chef de l'état-major de la défense; ou

c) dans les cas où il aurait droit aux frais d'absence du foyer aux termes de la DRAS 208.997 (*Frais d'absence du foyer*) si un logement n'était pas disponible.

(3) Lorsque le taux de déduction pour un logement meublé occupé par un officier ou militaire du rang entraînerait, de l'avis du ministre, une augmentation qui causerait des difficultés financières excessives, le ministre peut, si l'augmentation n'est pas causée seulement par la hausse annuelle du marché, autoriser son échelonnement sur trois périodes consécutives de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de l'augmentation.

(4) If an officer or non-commissioned member who occupies furnished quarters also occupies covered residential parking, they are subject to a monthly deduction from their pay and allowances, in respect of the charges for that parking, in an amount equal to the charges for similar parking on the applicable market as determined in accordance with guidance provided by the Treasury Board.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014 – 1(b)(i); T.B. 841501 effective 1 December 2024 – (1), (2)(c), (3) and (4)]

208.505 – DEDUCTIONS FOR PROVISION OF RATIONS

(1) Subject to paragraph (2) and article 208.52 (*Remission of Charges Deducted for Provision of Furnished Quarters, Rations, Residential Housing Units or Covered Residential Parking*), when an officer or non-commissioned member is, in accordance with orders or instructions issued by the Chief of the Defence Staff, on ration strength or is serving on a posting during which the member is provided with rations from non-military sources that are paid for by the Canadian Forces, the member is subject to a monthly deduction from their pay and allowances.

(1.1) The amount of the deduction referred to in paragraph (1) is determined by the formula

$$(A \times 296) \div 12$$

where

A is the sum of the following average costs, as determined by the Minister effective August 1 of each year:

- (a) the unprepared food required to provide one daily ration;
- (b) the civilian labour involved in the preparation of one daily ration; and
- (c) in the case of an officer, the civilian labour involved in the provision of table service for one day.

(2) Deductions shall not be made from the pay and allowances of an officer or non-commissioned member when they are performing duties designated as operational duties by the Chief of the Defence Staff.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 837222 effective 1 June 2014 – (2); T.B. 841501 effective 1 December 2024 – (1)]

(4) L'officier ou militaire du rang qui occupe un logement meublé ainsi qu'un stationnement résidentiel couvert, est assujéti à une déduction mensuelle sur sa solde et ses indemnités pour couvrir les frais du stationnement, laquelle est égale aux frais d'utilisation d'un stationnement comparable sur le marché concerné déterminés conformément aux orientations fournies par le Conseil du Trésor.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014 – 1b)(i); C.T. 841501 en vigueur le 1^{er} décembre 2024 – (1), (2)c), (3) et (4)]

208.505 – DÉDUCTIONS LORSQUE LE VIVRE EST FOURNI

(1) Sous réserve de l'alinéa (2) et de l'article 208.52 (*Remise des frais déduits lorsque le logement meublé, les vivres, l'unité de logement résidentiel ou le stationnement résidentiel couvert sont fournis*), un officier ou militaire du rang à qui l'on fournit le vivre, conformément aux ordres ou directives émanant du chef d'état-major de la défense, ou qui est en service à un poste où le vivre lui est fourni par une source non militaire mais payé par les Forces canadiennes, est assujéti à une déduction mensuelle sur sa solde et ses indemnités.

(1.1) Le montant de la déduction mensuelle est calculé selon la formule suivante :

$$(A \times 296) \div 12$$

où :

A représente la somme des coûts moyens des éléments ci-après, déterminé par le ministre et prenant effet le 1^{er} août chaque année :

- a) la nourriture non préparée nécessaire pour fournir une ration quotidienne;
- b) la main-d'œuvre civile engagée pour la préparation d'une ration quotidienne;
- c) dans le cas d'un officier, la main d'œuvre civile engagée pour fournir le service à table pour une journée.

(2) Les déductions ne doivent pas être prélevées sur la solde et les indemnités d'un officier ou militaire du rang lorsqu'il s'acquitte de tâches désignées comme étant des fonctions opérationnelles par le chef d'état-major de la défense.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 837222 en vigueur le 1^{er} juin 2014 – (2); C.T. 841501 en vigueur le 1^{er} décembre 2024 – (1)]

Art. 208.51

208.51 – DEDUCTIONS FOR PROVISION OF RESIDENTIAL HOUSING UNITS AND COVERED RESIDENTIAL PARKING

Subject to article 208.52 (*Remission of Charges Deducted for Provision of Furnished Quarters, Rations, Residential Housing Units or Covered Residential Parking*), an officer or non-commissioned member who is provided with a residential housing unit and, when applicable, covered residential parking, is subject to a monthly deductions from their pay and allowances in an amount equal to the monthly charges for occupancy as determined in accordance with the *Regulations Respecting Charges for Residential Housing Units (Volume IV of the QR&O, Appendix 4.1)*.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 841501 effective 1 December 2024]

208.52 – REMISSION OF CHARGES DEDUCTED FOR PROVISION OF FURNISHED QUARTERS, RATIONS, RESIDENTIAL HOUSING UNITS OR COVERED RESIDENTIAL PARKING

In exceptional circumstances, the deducted charges referred to in article 208.50 (*Deductions for Provision of Furnished Quarters and Covered Residential Parking*), 208.505 (*Deductions for Provision of Rations*) or 208.51 (*Deductions for Provision of Residential Housing Units and Covered Residential Parking*) may be wholly or partly remitted in accordance with orders issued by the Chief of the Defence Staff.

(T) [T.B. 829184 effective 1 September 2001; T.B. 841501 effective 1 December 2024]

208.53 – DEDUCTIONS FOR PROVISION OF SERVICE INCOME SECURITY INSURANCE PLAN – LONG TERM DISABILITY BENEFIT (SISIP-LTD) PREMIUMS

An officer or non-commissioned member who enrolled in the Regular Force on or after 1 April, 1982, is a member of the Service Income Security Insurance Plan – Long Term Disability Benefit (*SISIP-LTD*), and as such, is subject to a monthly deduction from his pay and allowances to provide for the Long Term Disability Benefit premium.

(T) [T.B. 783445 effective 1 April 1982]

[208.54 to 208.99: not allocated]

208.51 – DÉDUCTIONS LORSQUE L'UNITÉ DE LOGEMENT RÉSIDENTIEL ET LE STATIONNEMENT RÉSIDENTIEL COUVERT SONT FOURNIS

Sous réserve de l'article 208.52 (*Remise des frais déduits lorsque le logement meublé, les vivres, l'unité de logement résidentiel ou le stationnement résidentiel couvert sont fournis*), l'officier ou le militaire du rang à qui l'on fournit une unité de logement résidentiel et, le cas échéant, un stationnement résidentiel couvert, est assujéti à une déduction mensuelle sur sa solde et ses indemnités d'un montant égal aux frais d'occupation mensuels, déterminés conformément au *Règlement concernant les frais pour les unités de logement résidentiel (Volume IV des ORFC, appendice 4.1)*.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 841501 en vigueur le 1^{er} décembre 2024]

208.52 – REMISE DES FRAIS DÉDUITS LORSQUE LE LOGEMENT MEUBLÉ, LES VIVRES, L'UNITÉ DE LOGEMENT RÉSIDENTIEL OU LE STATIONNEMENT RÉSIDENTIEL COUVERT SONT FOURNIS

Dans des circonstances exceptionnelles, les frais déduits visés aux articles 208.50 (*Déductions lorsque le logement meublé et le stationnement résidentiel couvert sont fournis*), 208.505 (*Déductions lorsque le vivre est fourni*) ou 208.51 (*Déductions lorsque l'unité de logement résidentiel et le stationnement résidentiel couvert sont fournis*), peuvent faire l'objet d'une remise entière ou partielle, conformément aux ordres émanant du chef d'état-major de la défense.

(T) [C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.T. 841501 en vigueur le 1^{er} décembre 2024]

208.53 – DÉDUCTIONS POUR LE RÉGIME D'ASSURANCE-REVENU MILITAIRE – PRESTATIONS D'INVALIDITÉ PROLONGÉE (RARM-PIP)

Un officier ou militaire du rang qui s'est enrôlé dans la force régulière le 1^{er} avril 1982 ou après cette date, est un membre du Régime d'assurance-revenu militaire – Prestations d'invalidité prolongée (*RARM-PIP*) et, par conséquent, est sujet à une déduction mensuelle de sa solde et indemnités afin de pourvoir à la prime de Prestations d'invalidité prolongée.

(T) [C.T. 783445 en vigueur le 1^{er} avril 1982]

[208.54 à 208.99: non-attribués]

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

CHAPTER 209		CHAPITRE 209	
PAYMENT OF TRAVEL AND LIVING EXPENSES AND RELOCATION EXPENSES	209	PAIEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR, ET DES FRAIS DE RÉINSTALLATION	
Section 1 – Travel and Living Expenses		Section 1 – Frais de déplacement et de séjour	
INTERPRETATION	209.01	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION	
ENTITLEMENTS – NEXT OF KIN	209.02	ADMISSIBILITÉ – PLUS PROCHE PARENT	
ENTITLEMENTS – RECIPIENT OF AN HONOUR, AWARD OR MEMENTO	209.03	ADMISSIBILITÉ – RÉCIPIENDAIRE D'UNE DISTINCTION HONORIFIQUE, D'UNE RÉCOMPENSE OU D'UN SOUVENIR	
NOT ALLOCATED	209.04 TO/À 209.19	NON ATTRIBUÉS	
Section 2 – Relocation Expenses		Section 2 – Frais de réinstallation	
DEFINITIONS ET INTÉRPRÉTATION	209.20	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION	
DEPENDANT	209.21	PERSONNE À CHARGE	
ENTITLEMENT	209.22	DROIT AU PAIEMENT	
MANNER AND AMOUNT	209.23	MONTANT ET MODALITÉS	
LOCAL MOVE	209.24	DÉMÉNAGEMENT LOCAL	
TIME LIMIT	209.25	DÉLAIS	
NOT ALLOCATED	209.26 TO/À 205.99	NON ATTRIBUÉS	

CHAPITRE 209

**PAYMENT OF TRAVEL AND LIVING
EXPENSES AND RELOCATION
EXPENSES**

(Refer carefully to article 1.02 (Definitions) when reading every regulation in this chapter.)

Section 1 – Travel and Living Expenses

209.01 – INTERPRETATION

(1) The following definitions apply in this section:

“military memorial service” means a ceremony held by or under the authority of the Chief of the Defence Staff to commemorate the death of an officer or non-commissioned member. (*service commémoratif militaire*)

“military repatriation ceremony” means a ceremony held in Canada by or under the authority of the Chief of the Defence Staff during which the remains of an officer or non-commissioned member arrive in Canada when the death occurred outside Canada. (*cérémonie de rapatriement militaire*)

(2) For the purpose of this section “travel and living expenses” are the following expenses that shall be paid or reimbursed out of public funds, at the same rates and under the same conditions as those established for a General Service Officer holding the rank of lieutenant-colonel travelling on temporary duty:

- (a) the actual and reasonable costs of transportation;
- (b) the actual and reasonable costs of accommodation;
- (c) a meal allowance; and
- (d) an incidental expense allowance.

(G) [P.C. 2012-0767 effective 7 June 2012; P.C. 2014- 933 effective 15 September 2014]

209.02 – ENTITLEMENTS – NEXT OF KIN

(1) The Chief of the Defence Staff shall authorize a military memorial service or a military repatriation ceremony if the Chief of the Defence Staff determines that it is in the best interests of the Canadian Forces.

CHAPTER 209

**PAIEMENT DES FRAIS DE
DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR, ET DES
FRAIS DE RÉINSTALLATION**

(Veuillez tenir compte de l'article 1.02 (Définitions) lors de la lecture des règlements du présent chapitre.)

Section 1 – Frais de déplacement et de séjour

209.01 – DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

(1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section :

« cérémonie de rapatriement militaire » Cérémonie tenue au Canada par le chef d'état-major de la défense ou sous son autorité à l'occasion de l'arrivée au Canada de la dépouille d'un officier ou militaire du rang dont le décès est survenu à l'extérieur du Canada. (*military repatriation ceremony*)

« service commémoratif militaire » Cérémonie tenue par le chef d'état-major de la défense ou sous son autorité pour commémorer le décès d'un officier ou militaire du rang. (*military memorial service*)

(2) Pour l'application de la présente section, « frais de déplacement et de séjour » s'entendent des frais payés ou remboursés sur des fonds publics, aux mêmes taux et dans les mêmes conditions que ceux prévus pour les officiers du service général qui sont titulaires du grade de lieutenant-colonel en service temporaire et sont en déplacement, et comprennent les frais suivants :

- a) les frais réels et raisonnables de transport;
- b) les frais réels et raisonnables d'hébergement;
- c) l'indemnité de repas;
- d) l'indemnité pour frais accessoires.

(G) [C.P. 2012-0767 en vigueur le 7 juin 2012; C.P. 2014- 933 en vigueur le 15 septembre 2014]

209.02 – ADMISSIBILITÉ – PLUS PROCHE PARENT

(1) Le chef d'état-major de la défense autorise le service commémoratif militaire ou la cérémonie de rapatriement militaire, selon le cas, s'il estime que l'intérêt des Forces canadiennes est ainsi mieux servi.

Art. 209.02

(2) When an officer or non-commissioned member dies on service, next of kin who are eligible under paragraphs (7) to (9) are entitled to have their travel and living expenses paid or reimbursed if they

- (a) attend a military repatriation ceremony;
- (b) attend a military funeral for the officer or non-commissioned member in accordance with article 24.15;
- (c) attend an interment of the officer or non-commissioned member in accordance with article 24.17;
- (d) attend a military memorial service; or
- (e) subject to a direction made under article 21.12, attend meetings of a board of inquiry into the circumstances of the death.

(3) One or several entitled next of kin may be accompanied by a travel assistant who is entitled under paragraphs (8) and (9) to have their travel and living expenses paid or reimbursed and who

- (a) in the case of a next of kin who is a minor or who is an adult person who has been declared incompetent under provincial or territorial law, is the person authorized by law to act on behalf of the minor or the adult person or is a person designated by that person; or
- (b) in the case of a next of kin who needs assistance when travelling because of a physical condition, is an adult person designated by that next of kin.

(4) Entitlement to payment or reimbursement of travel and living expenses under subparagraph (2) (d) is limited to only one event. If there is more than one event under this subparagraph, the determination of which event gives rise to the entitlement shall be made by or under the authority of the Chief of the Defence Staff.

(5) Payment or reimbursement of the costs of return transportation from the entitled person's ordinary place of residence to any event referred to in subparagraphs (2)(a) to (d) shall not exceed the total of

- (a) the actual and reasonable expenses necessarily incurred for local ground transportation; and
- (b) the cost of economy airfare from Victoria, (British Columbia) to St. John's, (*Newfoundland and Labrador*).

(2) Lorsqu'un officier ou militaire du rang meurt en service, ses plus proches parents admissibles aux termes des alinéas (7) à (9) ont droit au paiement ou au remboursement des frais de déplacement et de séjour s'ils assistent ou participent aux événements suivants :

- a) une cérémonie de rapatriement militaire;
- b) les funérailles militaires de cet officier ou militaire du rang, conformément à l'article 24.15;
- c) l'enterrement de cet officier ou militaire du rang, conformément à l'article 24.17;
- d) un service commémoratif militaire;
- e) sous réserve de la décision visée à l'article 21.12, des réunions d'une commission d'enquête sur les circonstances entourant le décès.

(3) Un ou plusieurs plus proches parents admissibles peuvent voyager avec un accompagnateur qui a droit aux frais de déplacement et de séjour en vertu des alinéas (8) et (9) et qui :

- a) dans le cas d'un plus proche parent qui est un mineur ou qui est un adulte frappé d'incapacité aux termes des lois provinciales ou territoriales, est soit la personne autorisée par la loi d'agir pour le compte du mineur ou de l'adulte frappé d'incapacité, soit une autre personne autorisée par celle-ci;
- b) dans le cas d'un plus proche parent qui a besoin d'assistance pour voyager en raison de sa condition physique, est une personne adulte désignée par celui-ci.

(4) Le droit au paiement ou au remboursement des frais de déplacement et de séjour est limité à un seul événement visé au sous-alinéa 2d). S'il y a lieu, le chef d'état-major de la défense ou une personne sous son autorité détermine, parmi plusieurs événements visés à ce sous-alinéa, lequel donne droit au paiement ou au remboursement.

(5) Le paiement ou le remboursement des frais de déplacement engagés par l'ayant droit pour le transport aller-retour entre le lieu de sa résidence habituelle et le lieu d'un événement visé à l'un des sous-alinéas (2)a) à d) ne doit pas dépasser le total des frais suivants :

- a) les frais réels et raisonnables nécessairement occasionnés par le transport terrestre local,
- b) le coût d'un billet d'avion de la classe économique pour se déplacer de Victoria (Colombie-Britannique) jusqu'à St-John's (*Terre-Neuve-et-Labrador*)

(6) Return transportation from the entitled person's ordinary place of residence to the event referred to in subparagraph (2)(e) shall be arranged by or under the authority of the president of the board of inquiry.

(7) Entitlement of next of kin to payment or reimbursement of travel and living expenses is determined by the order of preference in which they were designated as next of kin, excluding any next of kin

- (a) who cannot be contacted within reasonable time;
- (b) who decline to have these expenses paid or reimbursed; or
- (c) who are unwilling or unable to attend the event.

(8) Subject to paragraph (9), the maximum number of next of kin and travel assistants who are entitled receive payment or reimbursement under this article is

- (a) for a military repatriation ceremony, 14;
- (b) for a military funeral, 14;
- (c) for an interment, 14;
- (d) for a military memorial service, 6; and
- (e) for meetings of a board of inquiry, 2.

(9) If the last next of kin on the list of next of kin entitled to receive payment or reimbursement of travel and living expenses needs a travel assistant, the maximum number referred to in paragraph (8) shall be increased by one.

(G) [P.C. 2012-0767 effective 7 June 2012]

209.03 – ENTITLEMENTS – RECIPIENT OF AN HONOUR, AWARD OR MEMENTO

The following persons are entitled to have their travel and living expenses paid or reimbursed when attending a ceremony held by or under the authority of the Chief of the Defence Staff during which a recipient is presented with an honour, award or memento in respect of an officer or non-commissioned member who dies on service:

- (a) the recipient; and

6) Le transport aller-retour entre le lieu de la résidence habituelle de l'ayant droit jusqu'au lieu de l'événement visé au sous-alinéa (2)e) est organisé par le président de la commission ou sous son autorité.

(7) Le droit des plus proches parents au paiement ou au remboursement des frais de déplacement et de séjour est déterminé selon l'ordre de préférence dans lequel ils ont été désignés comme plus proches parents, exclusion faite :

- a) de ceux qui ne peuvent être contactés dans un délai raisonnable;
- b) de ceux qui refusent le paiement ou le remboursement de ces frais;
- c) de ceux qui ne souhaitent pas assister à un événement ou qui en sont incapables.

(8) Sous réserve de l'alinéa (9), le nombre maximal de plus proches parents et accompagnateurs qui peuvent recevoir le paiement ou le remboursement prévu au présent article est :

- a) dans le cas d'une cérémonie de rapatriement militaire, 14;
- b) dans le cas de funérailles militaires, 14;
- c) dans le cas d'un enterrement, 14;
- d) dans le cas d'un service commémoratif militaire, 6;
- e) dans le cas d'une réunion d'une commission d'enquête, 2.

(9) Si le plus proche parent qui se trouve en dernier sur la liste des plus proches parents ayant droit au paiement ou au remboursement des frais de déplacement et de séjour a besoin d'un accompagnateur pour voyager, le nombre maximal visé à l'alinéa (8) est majoré de 1.

(G) [C.P. 2012-0767 en vigueur le 7 juin 2012]

209.03 – ADMISSIBILITÉ – RÉCIPIENDAIRE D'UNE DISTINCTION HONORIFIQUE, D'UNE RÉCOMPENSE OU D'UN SOUVENIR

Les personnes ci-après ont droit au paiement ou au remboursement de leur frais de déplacement et de séjour engagés pour leur participation à une cérémonie tenue par le chef d'état-major de la défense ou sous son autorité, au cours de laquelle est émis au récipiendaire une distinction honorifique, une récompense ou un souvenir en l'honneur d'un officier ou militaire du rang mort en service :

- a) le récipiendaire;

Art. 209.03

(b) a person selected by the recipient or by the person authorized by law to act on behalf of the recipient in the case of a recipient who is a minor or who is an adult person who has been declared incompetent under provincial or territorial law.

b) une personne choisie par le récipiendaire ou par la personne autorisée par la loi à agir pour son compte parce qu'il est un mineur ou un adulte frappé d'incapacité aux termes des lois provinciales ou territoriales.

(G) [P.C. 2012-0767 effective 7 June 2012]

(G) [C.P. 2012-0767 en vigueur le 7 juin 2012]

NOTE

NOTE

This section regulates entitlements to the payment of travel and living expenses for attending events without restricting the right to attend events.

La présente section régit le droit au paiement des frais de déplacement et de séjour sans restreindre le droit d'assister aux événements.

(C) [7 June 2012; 1 November 2014 - NOTE]

(C) [7 juin 2012; 1 novembre 2014 - NOTE]

[209.04 to 209.19: not allocated]

[209.04 à 209.19 : non-attribués]

Section 2 – Relocation Expenses

Section 2 – Frais de réinstallation

209.20 – DEFINITIONS AND INTERPRETATION

209.20 – DÉFINITIONS ET INTÉRPRÉTATION

(1) The following definitions apply in this section.

(1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

“child”, in respect of a person, includes a child adopted in fact by the person. (*enfant*)

« conjoint » Relativement à une personne, n'est pas visée une personne qui vit séparément d'elle, aux termes de la Loi sur le divorce. (*spouse*)

“dependant” has the same meaning as in article 209.21. (*personne à charge*)

« déménagement local » Une réinstallation à 40 kilomètres ou moins, mesurés selon l'itinéraire normal le plus court que peut suivre le public, de la résidence actuelle de la personne admissible à son lieu de résidence projeté. (*local move*)

“eligible person” means

« enfant » Relativement à une personne, vise notamment un enfant adopté de fait par cette personne. (*child*)

« lieu de résidence projeté » Lieu où les personnes suivantes ont l'intention de s'établir après la libération d'un officier ou militaire du rang :

(a) a former officer or non-commissioned member of the Regular Force who was released for any reason other than under Item 1 (*Misconduct*) of the table to article 15.01 (*Release of Officers and Non-commissioned Members*);

a) soit l'ancien officier ou militaire du rang;

(b) a dependant of a former officer or non-commissioned member referred to in subparagraph (a), if the officer or non-commissioned member is deceased;

b) soit une personne à charge de l'officier ou du militaire du rang, s'il est décédé;

(c) the estate of a former officer or non-commissioned member referred to in subparagraph (a), if the officer or non-commissioned member is deceased;

c) soit une personne à charge de l'ancien officier ou militaire du rang, s'il est décédé. (*intended place of residence*)

(d) a dependant of a deceased officer or non-commissioned member whose service was terminated by death and who, immediately before their death, was

« personne admissible » Vise les catégories suivantes :

(i) an officer or non-commissioned member of the Regular Force,

a) un ancien officier ou militaire du rang de la force régulière qui a été libéré pour un motif autre que celui prévu au numéro 1 (*Inconduite*) du tableau de l'article 15.01 (*Libération des officiers et militaires du rang*);

(ii) an officer or non-commissioned member of the Reserve Force who was serving on Class "C" Reserve Service, or

b) une personne à charge d'un ancien officier ou militaire du rang visé à l'alinéa a), s'il est décédé;

(iii) an officer or non-commissioned member of the Reserve Force who was serving on Class "B" Reserve Service and who was moved at public expense for the purpose of that Reserve Service; and

c) la succession d'un ancien officier ou militaire du rang visé à l'alinéa a), s'il est décédé;

d) une personne à charge d'un officier ou militaire du rang dont le décès met fin au service et qui, immédiatement avant son décès, était :

(i) soit membre de la force régulière,

(e) the estate of a deceased officer or non-commissioned member referred to in subparagraph (d). (*personne admissible*)

(ii) soit membre de la force de réserve en service de réserve de classe «C»,

“intended place of residence” means the place at which one of the following persons intends to reside after the release of an officer or non-commissioned member:

(a) the former officer or non-commissioned member;

(iii) soit membre de la force de réserve en service de réserve de classe «B» et qui avait déménagé aux frais de l'État aux fins de ce service de réserve;

(b) a dependant of the officer or non-commissioned member, if the officer or non-commissioned member is deceased; or

e) la succession de l'officier ou du militaire du rang décédé, visé à l'alinéa d). (*eligible person*)

(c) a dependant of the former officer or non-commissioned member, if the former officer or non-commissioned member is deceased. (*lieu de résidence projeté*)

« personne à charge » S'entend au sens de l'article 209.21. (dependant)

“local move” means a relocation of 40 kilometres or less, measured using the shortest normal route available to the public, from an eligible person's current residence to their intended place of residence. (*déménagement local*)

“spouse”, in respect of a person, does not include a person who is living separate and apart from that person, within the meaning of the Divorce Act. (*conjoint*)

(2) For the purposes of this section, a relocation expense is incurred when the legal obligation to pay it arises.

(2) Pour l'application de la présente section, des frais de réinstallation sont engagés au moment où naît l'obligation légale de les payer.

Art. 209.20

(3) For the purposes of this section, a move is deemed to have commenced if an expense has been incurred, or a contractual commitment has been made, with respect to any relocation activity for which a benefit is payable to officers and non-commissioned members who are transferred from the Regular Force to the Reserve Force under article 10.04 (*Voluntary Transfer to Reserve Force*).

(G) [P.C. 2014-933 effective 15 September 2014]

209.21 – DEPENDANT

(1) In this article, “former officer or non-commissioned member” includes a deceased former officer or non-commissioned member and a deceased officer or non-commissioned member.

(2) In this section, “dependant” means, in relation to an individual who is a former officer or non-commissioned member, a person who is related to the individual within the meaning of paragraph (3) and who

(a) physically resides in the individual’s residence for more than 240 days during the 365 days immediately before the later of the day on which the individual commences their move and the day on which the individual is released or dies after release; or

(b) does not meet the residency requirement in subparagraph (a) because

(i) they attend full-time a university, college, professional or vocational institution, or similar body,

(ii) they married or became the common-law partner of the individual during the 240 days immediately before the later of the day on which the individual commences their move and the day on which the individual is released or dies after release, and physically reside in the individual’s residence after that day,

(iii) they became a child of the individual during the 240 days immediately before the later of the day on which the individual commences their move and the day on which the individual is released or dies after release and, except in the case of the individual’s death after release, physically reside in the individual’s residence after that day, or

(3) Pour l’application de la présente section, un déménagement est réputé avoir commencé si des frais de réinstallation ont été engagés ou si un engagement contractuel a été pris à l’égard d’une activité de réinstallation pour laquelle une prestation est payable aux officiers et aux militaires du rang qui sont transférés de la force régulière à la force de réserve conformément à l’article 10.04 (*Transfert volontaire à la force de réserve*).

(G) [C.P. 2014-933 en vigueur le 15 septembre 2014]

209.21 – PERSONNE À CHARGE

(1) Pour l’application du présent article, « ancien officier ou militaire du rang » s’entend notamment d’un officier ou militaire du rang décédé ou d’un ancien officier ou militaire du rang décédé.

(2) Dans la présente section, « personne à charge » s’entend, relativement à un individu qui est un ancien officier ou militaire du rang, d’une personne qui est liée à cet individu au sens de l’alinéa (3) et qui :

a) soit réside physiquement à la résidence de l’individu pendant plus de 240 jours des 365 jours précédant immédiatement soit la date à laquelle l’individu commence son déménagement, soit la date de la libération ou du décès de l’individu survenant après la libération, la dernière en date étant à retenir;

b) soit, ne satisfait pas aux critères de résidence visés à l’alinéa a) pour l’une ou l’autre des raisons suivantes :

(i) elle fréquente à temps plein une université, un collège, un établissement de formation professionnelle ou un autre établissement semblable,

(ii) elle a épousé l’individu ou est devenue son conjoint de fait au cours des 240 jours précédant immédiatement soit la date à laquelle l’individu commence son déménagement, soit la date de la libération ou du décès de l’individu survenant après la libération, la dernière en date étant à retenir, et réside physiquement à la résidence de l’individu après cette date,

(iii) elle est devenue un enfant de l’individu au cours des 240 jours précédant immédiatement soit la date à laquelle l’individu commence son déménagement, soit la date de la libération ou du décès de l’individu survenant après la libération, la dernière en date étant à retenir, et elle vit physiquement à la résidence de l’individu après cette date, exception faite du cas où on considère la date du décès survenant après la libération,

(iv) in the case of the spouse or the common-law partner of the individual, they are or were a member of the Regular Force or the Reserve Force and reside elsewhere for service reasons.

(iv) elle est ou était, dans le cas d'un conjoint ou conjoint de fait de l'individu, membre de la force régulière ou membre de la force de réserve et réside ailleurs pour des raisons de service.

(3) For the purpose of paragraph (2) a person is related to an individual who is a former officer or non-commissioned member if

(3) Pour l'application de l'alinéa (2), une personne est liée à un individu qui est un ancien officier ou militaire du rang si cette personne est :

(a) the person is the individual's common-law partner or spouse;

a) soit son conjoint ou conjoint de fait;

(b) the person is a child of the individual, their spouse or their common-law partner;

b) soit son enfant ou celui de son conjoint ou conjoint de fait;

(c) in the case of a person who is a minor or who is an adult who has been declared incompetent under provincial or territorial law, the individual, their spouse or their common-law partner is the person authorized by law to act on behalf of that person; or

c) soit, dans le cas d'un mineur ou d'un adulte frappé d'incapacité aux termes des lois provinciales ou territoriales, une personne pour le compte de qui l'individu, son conjoint ou son conjoint de fait est autorisé par la loi à agir;

(d) the person is a person in respect of whom the individual may claim a tax credit under the Income Tax Act or would be able to claim such a credit except for the fact that the person's income exceeds the applicable income limit specified under that Act for that tax credit.

d) soit une personne à l'égard de qui l'individu peut demander un crédit d'impôt en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu ou à l'égard de qui cette demande n'est pas possible parce qu'elle a un revenu supérieur au revenu admissible pour ce crédit d'impôt aux termes de cette loi.

(4) For the purpose of paragraph (2), if an individual who is a former officer or non-commissioned member has a child who is a minor and is the subject of a custody order or an enforceable custody agreement between the individual and another person, the child is deemed to physically reside in the individual's residence for the greater of

(4) Pour l'application de l'alinéa (2), si un individu qui est un ancien officier ou militaire du rang a un enfant qui est mineur et assujéti à une ordonnance de garde ou à un accord de garde exécutoire entre l'individu et une autre personne, cet enfant est réputé résider physiquement à la résidence de l'individu pendant le plus élevé du nombre de jours suivants :

(a) the number of days in a year that the order or agreement specifies the individual's residence to be the child's primary residence; and

a) le nombre de jours durant une année pour lequel, selon l'ordonnance de garde ou l'accord de garde, la résidence de l'individu est considérée être la résidence principale de l'enfant;

(b) number of days in a year that the order or agreement specifies that individual has access to but not custody of the child.

b) le nombre de jours durant une année pour lequel, selon l'ordonnance de garde ou l'accord de garde, l'individu a accès à l'enfant sans en avoir la garde.

(G) [P.C. 2014-933 effective 15 September 2014]

(G) [C.P. 2014-933 en vigueur le 15 septembre 2014]

209.22 — ENTITLEMENT

209.22 – DROIT AU PAIEMENT

An eligible person is entitled to a payment — in the manner and amount established by the Treasury Board under article 209.23 (Manner and Amount) — out of public funds for their relocation expenses incurred

Une personne admissible a droit au paiement — selon le montant et les modalités établis par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 209.23 (Montant et modalités) — effectué sur des fonds publics pour des frais de réinstallation engagés :

(a) in respect of a move out of the residence of a deceased officer or non-commissioned member, in the case of an eligible person that is an estate; and

a) relativement à un déménagement à partir de la résidence d'un officier ou militaire du rang décédé, dans le cas où la personne admissible est une succession;

Art. 209.22

(b) in respect of a move to an intended place of residence, in any other case.

b) relativement à un déménagement vers un lieu de résidence projeté, dans tout autre cas.

(G) [P.C. 2014-933 effective 15 September 2014]

(G) [C.P. 2014-933 en vigueur le 15 septembre 2014]

209.23 — MANNER AND AMOUNT

209.23 – MONTANT ET MODALITÉS

(1) Subject to paragraph (2) and to articles 209.24 (Local Move) and 209.25 (*Time Limit*), the Treasury Board may establish the manner and amount of a payment to be made out of public funds to an eligible person for their relocation expenses incurred in respect of a move to an intended place of residence, including providing for any measures related to any transitional issues that arise from the manner and amount of payment so established.

(1) Sous réserve de l'alinéa (2) et des articles 209.24 (*Déménagement local*) et 209.25 (*Délais*), le Conseil du Trésor peut établir le montant et les modalités de paiement sur des fonds publics à une personne admissible pour ses frais de réinstallation engagés relativement à un déménagement vers un lieu de résidence projeté, y compris prévoir des mesures à l'égard de toute question transitoire soulevée par le montant et les modalités de paiement ainsi établis.

(2) The manner and amount of payment established under paragraph (1) shall be similar to the manner and amount of payment for relocation expenses of officers and non-commissioned members who are transferred from the Regular Force to the Reserve Force under article 10.04 (*Voluntary Transfer to Reserve Force*).

(2) Le montant et les modalités de paiement établis en vertu de l'alinéa (1) sont semblables à ceux applicables au paiement des frais de réinstallation aux officiers ou militaires du rang qui sont transférés de la force régulière à la force de réserve conformément à l'article 10.04 (*Transfert volontaire à la force de réserve*).

(G) [P.C. 2014-933 effective 15 September 2014]

(G) [C.P. 2014-933 en vigueur le 15 septembre 2014]

209.24 — LOCAL MOVE

209.24 – DÉMÉNAGEMENT LOCAL

(1) Subject to paragraphs (2) to (4), no payment shall be made to an eligible person in relation to an officer or non-commissioned member for relocation expenses incurred in respect of a local move.

(1) Sous réserve des alinéas (2) à (4), aucun paiement ne peut être fait à une personne admissible, à l'égard d'un officier ou militaire du rang, pour les frais de réinstallation engagés relativement à un déménagement local.

(2) A payment of up to \$10,000, taxes included, may be made under article 209.23 (*Manner and Amount*) to the eligible person for relocation expenses incurred in respect of a local move if the officer or non-commissioned member is released and is required as a result of their release to vacate a residential housing unit, furnished quarters, a quarter designated as an official quarter or any other accommodation administered by the Minister or another Minister of the Crown.

(2) Un paiement d'au plus 10 000 \$, taxes comprises, peut être fait en vertu de l'article 209.23 (*Montant et modalités*) à la personne admissible pour des frais de réinstallation engagés relativement à un déménagement local si l'officier ou militaire du rang est libéré et, en raison de cette libération, est contraint de quitter une unité de logement résidentiel, un logement meublé, un logement désigné comme résidence officielle ou tout autre logement administré par le ministre ou de tout autre ministre fédéral.

(3) A payment may be made under article 209.23 (*Manner and Amount*) to the eligible person for relocation expenses incurred in respect of a local move if the officer or non-commissioned member is released under Item 3 (*Medical*) of the table to article 15.01 (*Release of Officers and Non-commissioned Members*).

(3) Un paiement peut être fait en vertu de l'article 209.23 (*Montant et modalités*) à la personne admissible pour les frais de réinstallation engagés relativement à un déménagement local si l'officier ou militaire du rang est libéré pour un motif prévu au numéro 3 (*Raisons de santé*) du tableau de l'article 15.01 (*Libération des officiers et militaires du rang*).

(4) The Chief of the Defence Staff personally — or the Chief of Military Personnel personally — may authorize that a payment be made under article 209.23 (*Manner and Amount*) to the eligible person for relocation expenses incurred in respect of a local move if he or she determines that there are compassionate reasons that are particularly compelling and that involve

4) Le chef d'état-major de la défense — ou le chef du personnel militaire — peut personnellement autoriser qu'un paiement soit fait en vertu de l'article 209.23 (*Montant et modalités*) à la personne admissible pour les frais de réinstallation engagés relativement à un déménagement local, s'il conclut qu'il y a des raisons de compassion qui sont particulièrement convaincantes et qui concernent :

(a) an illness of or injury to the former officer or non-commissioned member or their dependant; or

(b) an unusual, undeserved or disproportionate hardship for the eligible person that is beyond the eligible person's control.

(G) [P.C. 2014-933 effective 15 September 2014; P.C. 2024-0801 effective 1 December 2024 – (2)]

209.25 — TIME LIMIT

(1) Subject to paragraphs (2) to (5), no payment shall be made to an eligible person in relation to an officer or non-commissioned member for relocation expenses that are incurred more than two years after

(a) in respect of an officer or non-commissioned member who is a member of the Regular Force, the day on which they are released; and

(b) in respect of an officer or non-commissioned member who is a member of the Reserve Force,

(i) in the case of an officer or non-commissioned member who is transferred from the Regular Force to the Reserve Force under article 10.04 (*Voluntary Transfer to Reserve Force*), the day on which they are transferred, and

(ii) in any other case, the day on which they are released.

(2) The Director General Compensation and Benefits or the Director Compensation and Benefits Administration may grant an extension of the time limit referred to in paragraph (1) for a period of up to one year – beginning on the day after the day on which that time limit ends – if he or she determines that any of the following circumstances prevent the eligible person from moving to the intended place of residence within that time limit:

(a) an illness of or injury to the former officer or non-commissioned member or their dependant;

(b) the vocational rehabilitation or vocational training undertaken by the former officer or non-commissioned member;

(c) the completion of an educational program by the former officer or non-commissioned member or their dependant; or

(d) any other circumstance that delays the move to the intended place of residence and that is beyond the control of the eligible person.

a) soit une maladie ou une blessure de l'ancien officier ou militaire du rang ou de sa personne à charge;

b) soit des difficultés inhabituelles, injustifiées ou excessives qu'éprouve la personne admissible et qui sont indépendantes de sa volonté.

(G) [C.P. 2014-933 en vigueur le 15 septembre 2014; C.P. 2024-0801 en vigueur le 1^{er} décembre 2024 – (2)]

209.25 – DÉLAIS

(1) Sous réserve des alinéas (2) à (5), aucun paiement ne peut être fait à une personne admissible, à l'égard d'un officier ou militaire du rang, pour les frais de réinstallation qui sont engagés plus de deux ans après l'une des dates suivantes :

a) en ce qui concerne l'officier ou le militaire du rang de la force régulière, la date de sa libération;

b) en ce qui concerne l'officier ou le militaire du rang de la force de réserve :

(i) dans le cas de l'officier ou du militaire du rang qui est transféré de la force régulière à la force de réserve conformément à l'article 10.04 (*Transfert volontaire à la force de réserve*), la date de son transfert,

(ii) dans les autres cas, la date de sa libération.

(2) Le directeur général – Rémunération et avantages sociaux ou le directeur – Rémunération et avantages sociaux (administration) peut proroger le délai visé à l'alinéa (1) pour une période maximale d'un an commençant le jour suivant la date d'expiration de ce délai, s'il conclut que l'une ou l'autre des circonstances ci-après empêche la personne admissible de déménager vers le lieu de résidence projeté dans ce délai :

a) le fait que l'ancien officier ou militaire du rang ou sa personne à charge soit malade ou blessé;

b) le fait que l'ancien officier ou militaire du rang soit en formation professionnelle ou en réadaptation professionnelle;

c) le fait que l'ancien officier ou militaire du rang ou sa personne à charge doive compléter un programme d'études;

d) toute autre circonstance retardant le déménagement vers le lieu de résidence projeté et indépendante de la volonté de la personne admissible.

Art. 209.25

(3) The Chief of the Defence Staff personally – or the Chief of Military Personnel personally – may grant an extension of the period granted under paragraph (2) for a period of up to three years if he or she determines that there are particularly compelling reasons that prevent the eligible person from moving to the intended place of residence within that period and that relate to

(a) an illness of or injury to the former officer or non-commissioned member or their dependant, confirmed by a medical doctor; or

(b) an unusual, undeserved or disproportionate hardship for the eligible person that is beyond the eligible person's control.

(4) An extension under paragraph (3) shall be granted only if the eligible person submits his or her request for an extension to the Chief of the Defence Staff or the Chief of Military Personnel before the end of the period granted under paragraph (2).

(5) If, before the end of the time limit referred to in paragraph (1), a former officer or non-commissioned member of the Regular Force re-enrols in the Regular Force or commences class "B" or "C" service in the Reserve Force, that time limit is extended by the number of days of service in the Regular Force or the Reserve Force performed on and after the day of re-enrolment or commencement.

(G) [P.C. 2014-933 effective 15 September 2014; P.C. 2018-432 effective 1 April 2018]

(3) Le délai visé à l'alinéa (1) ne peut être prorogé que si, avant son expiration, la personne admissible soumet au chef d'état-major — ou au chef du personnel militaire — une demande de prorogation au moyen du formulaire approuvé à cette fin par le chef d'état-major de la défense ou sous son autorité.

a) soit une maladie ou une blessure de l'ancien officier ou militaire du rang ou de sa personne à charge, confirmée par un médecin;

b) soit des difficultés inhabituelles, injustifiées ou excessives qu'éprouve la personne admissible et qui sont indépendantes de sa volonté.

(4) La prorogation visée à l'alinéa (3) ne peut être accordée que si, avant l'expiration du délai accordé en vertu de l'alinéa (2), la personne admissible soumet une demande à cette fin au chef d'état-major de la défense ou au chef du personnel militaire.

(5) Si, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa (1), un ancien officier ou militaire du rang de la force régulière s'enrôle de nouveau dans la force régulière ou commence un service de réserve de classe «B» ou «C», ce délai est prolongé du nombre de jours de service dans la force régulière ou dans la force de réserve accomplis à compter de la date du nouvel enrôlement ou du commencement de service dans la force de réserve.

(G) [C.P. 2014-933 en vigueur le 15 septembre 2014; C.P. 2018-432 en vigueur le 1 avril 2018]

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

CHAPTER 210		CHAPITRE 210
MISCELLANEOUS ENTITLEMENTS AND GRANTS	210	PRESTATIONS ET SUBVENTIONS DIVERSES
Section 1 – Grants		Section 1 – Subventions
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.01)	210.01	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.01)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.02)	210.02	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.02)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.03)	210.03	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.03)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.04)	210.04	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.04)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.05)	210.05	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.05)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.06)	210.06	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.06)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.07)	210.07	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.07)
REPEALED 1 JULY 1971	210.08	ABROGÉ LE 1ER JUILLET 1971
REPEALED 1 JULY 1970	210.09	ABROGÉ LE 1ER JUILLET 1970
REPEALED 13 JUNE 1972	210.10	ABROGÉ LE 13 JUIN 1972
REPEALED 1 JULY 1970	210.11	ABROGÉ LE 1ER JUILLET 1970
REPEALED 22 APRIL 1982	210.12	ABROGÉ LE 22 AVRIL 1982
NOT ALLOCATED	210.13 TO/À 210.19	NON ATTRIBUÉS
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.20)	210.20	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.20)

QUEEN'S REGULATIONS AND ORDERS FOR THE CANADIAN FORCES /
ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS ROYAUX APPLICABLES AUX FORCES CANADIENNES

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.21)	210.21	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.21)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.22)	210.22	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.22)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.225)	210.225	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.225)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.23)	210.23	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.23)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.24)	210.24	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.24)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.245)	210.245	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.245)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.25)	210.25	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.25)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.26)	210.26	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.26)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.27)	210.27	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.27)
NOT ALLOCATED	210.28 TO/À 210.29	NON ATTRIBUÉS
GRANTS TO REFERENCE LIBRARIES	210.30	SUBVENTIONS AUX BIBLIOTHÈQUES DE RÉFÉRENCE
GRANTS TO UNIT READING ROOMS AND LIBRARIES – REGULAR FORCE	210.31	SUBVENTIONS AUX SALLES DE LECTURE ET BIBLIOTHÈQUES – FORCE RÉGULIÈRE
GRANTS TO RECREATIONAL LIBRARIES	210.315	SUBVENTIONS AUX BIBLIOTHÈQUES RÉCRÉATIVES
REPEALED 1 APRIL 1974	210.32	ABROGÉ LE 1ER AVRIL 1974
GRANTS TO BAND REGULAR FORCE	210.33	SUBVENTIONS AUX MUSIQUES MILITAIRES – FORCE RÉGULIÈRE
ANNUAL GRANT – CANADIAN FORCES SCHOOL OF MUSIC	210.335	SUBVENTION ANNUELLE – ÉCOLE DE MUSIQUE DES FORCES CANADIENNES

QUEEN'S REGULATIONS AND ORDERS FOR THE CANADIAN FORCES /
ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS ROYAUX APPLICABLES AUX FORCES CANADIENNES

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

GRANTS TO BANDS – RESERVE FORCE	210.34	SUBVENTIONS AUX MUSIQUES MILITAIRES – FORCE DE RÉSERVE
GRANTS TO BANDS – CEREMONIAL DRESS UNIFORMS	210.345	SUBVENTIONS AUX MUSIQUES MILITAIRES – UNIFORMES DE GRANDE TENUE
GRANTS TO UNITS FOR THE PURCHASE AND MAINTENANCE OF KILTED ORDERS OF DRESS – RESERVE FORCE	210.346	SUBVENTIONS AUX UNITÉS POUR L'ACHAT ET L'ENTRETIEN DE TENUES RÉGLEMENTAIRES AVEC KILT – FORCE DE RÉSERVE
GRANTS TO ALTERNATE VOLUNTARY CEREMONIAL SUB-UNITS – REGULAR FORCE	210.35	SUBVENTIONS AUX FORMATIONS REMPLAÇANT LES SOUS-UNITÉS DE CÉRÉMONIE BÉNÉVOLES – FORCE RÉGULIÈRE
GRANTS TO ALTERNATE VOLUNTARY CEREMONIAL SUBUNITS – CEREMONIAL DRESS UNIFORMS	210.354	SUBVENTIONS AUX FORMATIONS REMPLAÇANT LES SOUS-UNITÉS DE CÉRÉMONIE BÉNÉVOLES – UNIFORMES DE GRANDE TENUE
REPEALED 5 AUGUST 1976	210.355	ABROGÉ LE 5 AOÛT 1976
GRANTS TO SHIPS' FIGHTING EFFICIENCY FUNDS	210.36	SUBVENTIONS AUX CAISSES D'EFFICACITÉ AU COMBAT DES NAVIRES
PROVISION AND MAINTENANCE OF PHYSICAL FITNESS EQUIPMENT – REGULAR FORCE	210.37	ACQUISITION ET ENTRETIEN DU MATÉRIEL D'ÉDUCATION PHYSIQUE – FORCE RÉGULIÈRE
PROVISION AND MAINTENANCE OF PHYSICAL FITNESS EQUIPMENT – RESERVE FORCE	210.375	ACQUISITION ET ENTRETIEN DU MATÉRIEL D'ÉDUCATION PHYSIQUE – FORCE DE RÉSERVE
RECOVERABLE ADVANCES TO MESSES AND CANTEENS	210.38	AVANCES REMBOURSABLES AUX MESS ET AUX CANTINES
REPEALED 5 OCTOBER 1972	210.39	ABROGÉ LE 5 OCTOBRE 1972
UNIT GRANTS – PRIMARY RESERVE – GENERAL CONDITIONS	210.40	SUBVENTIONS D'UNITÉ – PREMIÈRE RÉSERVE – CONDITIONS GÉNÉRALES
ORGANIZATION GRANT – PRIMARY RESERVE UNITS	210.41	SUBVENTION D'ORGANISATION – UNITÉS DE LA PREMIÈRE RÉSERVE
CONTINGENCY GRANT – PRIMARY RESERVE UNITS	210.42	SUBVENTION POUR IMPRÉVUS – UNITÉS DE LA PREMIÈRE RÉSERVE

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

NOT ALLOCATED	210.43 TO/À 210.49	NON ATTRIBUÉS
REPEALED 1 APRIL 1997	210.50 AND/ET 210.51	ABROGÉS LE 1ER AVRIL 1997
NOT ALLOCATED	210.52 TO/À 210.59	NON ATTRIBUÉS
Section 2 – Professional Fees and Expenses – Civilians		Section 2 – Honoraires et déboursés – civils
WITNESS FEES AND ALLOWANCES	210.60	FRAIS ET INDEMNITÉS DES TÉMOINS
EMPLOYMENT OF CIVILIAN MEDICAL DOCTORS AND OTHER CIVILIAN HEALTH CARE PERSONNEL – FEES AND EXPENSES	210.61	EMPLOI DE MÉDECINS CIVILS ET AUTRES CIVILS DES SERVICES DE SANTÉ – HONORAIRES ET FRAIS
EMPLOYMENT OF CIVILIAN OFFICIATING CLERGYMAN – FEES AND EXPENSES	210.62	EMPLOI DE DESSERVANTS DU CULTTE CIVILS – HONORAIRES ET DÉBOURSÉS
REPEALED 31 OCTOBER 1985	210.63	ABROGÉ LE 31 OCTOBRE 1985
NOT ALLOCATED	210.64 TO/À 210.69	NON ATTRIBUÉS
REPEALED 1 OCTOBER 1978	210.70	ABROGÉ LE 1ER OCTOBRE 1978
Section 3 – Miscellaneous Entitlements		Section 3 – Prestations diverses
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.71)	210.71	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.71)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.72)	210.72	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.72)
EXPENSES FOR THE APPREHENSION OF DESERTERS	210.73	FRAIS D'ARRESTATION DE DÉSERTEURS

QUEEN'S REGULATIONS AND ORDERS FOR THE CANADIAN FORCES /
ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS ROYAUX APPLICABLES AUX FORCES CANADIENNES

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

REPEALED 1 APRIL 1989	210.74 AND/ET 210.75	ABROGÉS LE 1ER AVRIL 1989
REWARDS FOR REPORTING MINES OR TORPEDOES	210.76	RÉCOMPENSES POUR LE SIGNALEMENT DE MINES OU DE TORPILLES
ACCOMMODATION GRANT – PERSONS RESCUED	210.77	SUBVENTION DE LOGEMENT - SURVIVANT
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.78)	210.78	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.78)
NOT ALLOCATED	210.79	NON ATTRIBUÉ
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.80)	210.80	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.80)
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.81)	210.81	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.81)
REPEALED 9 OCTOBER 1975	210.815	ABROGÉ LE 9 OCTOBRE 1975
GRANTS TO SPOUSES OR COMMON LAW PARTNER OF A DEPENDENT CHILD OF A MEMBER SUBJECT TO FORFEITURE	210.82	ALLOCATIONS A L'ÉGARD DE L'ÉPOUX OU CONJOINT DE FAIT OU DE L'ENFANT À CHARGE D'UN MILITAIRE ASSUJETTI À LA SUPPRESSION DE SOLDE
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.83)	210.83	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.83)
REPEALED 1 OCTOBER 1968	210.84	ABROGÉ LE 1ER OCTOBRE 1968
REPEALED 9 MAY 1979	210.85	ABROGÉ LE 9 MAI 1979
NOT ALLOCATED	210.86 TO/À 210.89	NON ATTRIBUÉS
MOVEMENT AND STORAGE OF NON- PUBLIC PROPERTY	210.90	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE DE BIENS NON PUBLICS
REPEALED 1 APRIL 1982	210.91, 210.92, 210.925	ABROGÉS LE 1ER AVRIL 1982

QUEEN'S REGULATIONS AND ORDERS FOR THE CANADIAN FORCES /
ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS ROYAUX APPLICABLES AUX FORCES CANADIENNES

VOLUME III

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

	AND/ET 210.93	
REPEALED 1 SEPTEMBER 2001 (SEE CBI 210.94)	210.94	ABROGÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2001 (VOIR LA DRAS 210.94)
NOT ALLOCATED	210.95 TO/À 210.99	NON ATTRIBUÉS

CHAPTER 210

CHAPITRE 210

MISCELLANEOUS ENTITLEMENTS AND GRANTS**PRESTATIONS ET SUBVENTIONS DIVERSES**

(Refer carefully to article 1.02 (Definitions) when reading every regulation in this chapter.)

(Avoir soin de se reporter à l'article 1.02 (Définitions) à propos de chaque règlement contenu dans le présent chapitre.)

[Section 1: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[Section 1 : abrogée par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[210.01 to 210.07: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[210.01 à 210.07 : abrogés par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[Section 2: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[Section 2 : abrogée par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[210.08: repealed by P.C. 1971-10/1705 effective 1 July 1971]

[210.08 : abrogé par C.P. 1971-10/1704 en vigueur le 1^{er} juillet 1971]

[210.09: repealed by P.C. 1970-5/1495 effective 1 July 1970]

[210.09 : abrogé par C.P. 1970-5/1495 en vigueur le 1^{er} juillet 1970]

[210.10: repealed by P.C. 1972-3/1311 effective 13 June 1972]

[210.10 : abrogé par C.P. 1972-3/1311 en vigueur le 13 juin 1972]

[210.11: repealed by P.C. 1970-5/1495 effective 1 July 1970]

[210.11 : abrogé par C.P. 1970-5/1495 en vigueur le 1^{er} juillet 1970]

[210.12: repealed by P.C. 1982-7/1256 on 22 April 1982]

[210.12 : abrogé par C.P. 1982-7/1256 le 22 avril 1982]

[210.13 to 210.19: not allocated]

[210.13 à 210.19 : non-attribués]

[Section 3: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[Section 3 : abrogée par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[210.20 to 210.27: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[210.20 à 210.27 : abrogés par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[210.28 and 210.29 : not allocated]

[210.28 et 210.29 : non-attribués]

Section 1 – Grants**Section 1 – Subventions****210.30 – GRANTS TO REFERENCE LIBRARIES****210.30 – SUBVENTIONS AUX BIBLIOTHÈQUES DE RÉFÉRENCE**

(1) Subject to paragraphs (2) and (3), grants for the purpose of establishing and maintaining a reference library that is established with the approval of the Chief of the Defence Staff are payable in the amounts prescribed in the table to this article. (1 April 1981)

(1) Sous réserve des alinéas (2) et (3), les subventions servant à établir et à entretenir une bibliothèque de référence dont la création est approuvée par le chef de l'état-major de la défense sont payables d'après les montants indiqués au tableau ajouté au présent article. (1^{er} avril 1981)

Art. 210.30

(2) The initial and annual maintenance grants payable under paragraph (1) shall be used only for the purchase and maintenance of books, periodicals and documents for reference purposes, as prescribed by the Chief of the Defence Staff.

(3) The annual maintenance grant for the fiscal year in which a reference library is established shall be, for each complete month remaining in that fiscal year, one-twelfth of the annual maintenance grant. (1 April 1981)

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

(2) Sous réserve de toute restriction émise par le chef de l'état-major de la défense, les subventions initiales et annuelles d'entretien prescrites à l'alinéa (1) doivent servir uniquement à l'achat et à l'entretien de livres, périodiques et documents pour des fins de consultation.

(3) La subvention annuelle d'entretien pour l'année financière au cours de laquelle une bibliothèque de référence est créée doit s'établir pour chaque mois entier non échu de l'année, à un douzième de la subvention d'entretien annuelle. (1^{er} avril 1981)

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981]

TABLE TO ARTICLE 210.30

Class of Library	AMOUNT OF	
	Maximum Initial Grant	Maximum Annual Maintenance Grant
National Defence College, Staff Colleges, Staff Schools and the Officer Candidate School	\$ 2,144	\$ 2,858
Command or Division Headquarters, CFB Halifax, CFB Esquimalt, CFB Shearwater, CFB Cornwallis and special units or detachments for research, experimental and analysis purposes.....	1,071	1,428
Formation Headquarters when designated by the Chief of the Defence Staff, and Defence Liaison Staff (Washington) Library.....	714	952
Units of the Regular Force specifically designated by the Chief of the Defence Staff..	357	1,191
Any base or other unit or element of the Regular Force not provided for above	357	475
The Cambridge Library at Halifax	714

TABLEAU AJOUTÉ À L'ARTICLE 210.30

Bibliothèque	MONTANT	
	Maximum de la subvention initiale	Maximum de la subvention d'entretien annuelle
Collège de la Défense nationale, collèges et écoles d'état-major et école des aspirants-officiers	\$ 2 144	\$ 2 858
Quartier général de commandement ou de division, BFC Halifax, BFC Esquimalt, BFC Shearwater, BFC Cornwallis et les unités ou détachements spéciaux affectés aux recherches, à des tâches expérimentales et analytiques	1 071	1 428
Quartier générale de formation désignée par le chef de l'état-major de la défense, et bibliothèque de l'état-major de liaison des Forces canadiennes (Washington)	714	952
Unités de la force régulière désignées expressément par le chef de l'état-major de la défense.....	357	1 191
Toute base ou autre unité ou élément de la force régulière non prévu ailleurs dans le présent tableau.....	357	475
Bibliothèque Cambridge à Halifax	714

(G) [P.C. 1984-3150 effective 1 April 1984]

210.31 – GRANTS TO UNIT READING ROOMS AND LIBRARIES – REGULAR FORCE

(1) An annual grant of \$165 is payable towards the cost of maintaining for the use of non-commissioned members, a reading room and library other than a reference library, established with the approval of an officer commanding a command, at a base or other unit or element of the Regular Force.

(2) The Chief of the Defence Staff may approve an additional annual grant of \$135 for a reading room and library established under paragraph (1) of this article at a base or other unit or element that he deems to be remotely situated.

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

210.315 – GRANTS TO RECREATIONAL LIBRARIES

(1) For the purposes of this article, "isolated unit" means a unit designated as such by the Chief of the Defence Staff.

(G) [C.P. 1984-3150 en vigueur le 1^{er} avril 1984]**210.31 – SUBVENTIONS AUX SALLES DE LECTURE ET BIBLIOTHÈQUES – FORCE RÉGULIÈRE**

(1) Une subvention annuelle de 165 \$ est payable aux fins de l'entretien d'une salle de lecture et d'une bibliothèque établie à l'intention des militaires du rang avec le consentement du commandant d'un commandement, à une base ou autre unité ou élément de la force régulière.

(2) Le chef de l'état-major de la défense peut approuver une subvention annuelle supplémentaire de 135 \$ pour une salle de lecture et une bibliothèque établie sous réserve de l'alinéa (1) du présent article, à une base ou autre unité ou élément qu'il juge éloigné.

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981]**210.315 – SUBVENTIONS AUX BIBLIOTHÈQUES RÉCRÉATIVES**

(1) Aux fins du présent article, «unité isolée» signifie une unité ainsi désignée par le chef de l'état-major de la défense.

Art. 210.315

(2) Subject to paragraphs (3) and (4) of this article, grants for the purpose of establishing and maintaining a recreational library, established in a ship, isolated unit or in a command to distribute circulating libraries to smaller ships or isolated units, with the approval of the Chief of Defence Staff, shall be paid at the rates prescribed in the table to this article.

(3) (a) Payment of the initial grant shall be made on receipt of approval to establish the library.

(b) For the fiscal year in which a recreational library is established, the annual maintenance grant shall be one-twelfth of the amount prescribed in the table to this article for each complete month remaining in that fiscal year.

(c) Expenditures from grants to a recreational library shall be limited to those authorized by the Chief of the Defence Staff.

(4) The grants shall be paid into a fund on behalf of each ship, isolated unit or command library to be administered by such officers as are designated, and in accordance with any orders issued by the Chief of Defence Staff.

(G)

(2) Subordonnement aux alinéas (3) et (4) du présent article, des subventions destinées à établir et à maintenir une bibliothèque récréative à bord d'un navire, dans une unité isolée ou dans un commandement afin d'assurer un service de bibliothèque mobile aux petits navires ou aux unités isolées sont versées, avec l'approbation du chef de l'état-major de la défense, aux taux prescrits au tableau ajouté au présent article.

(3) (a) Le versement de la subvention initiale est effectué sur réception de l'autorisation d'établir une bibliothèque.

(b) Pendant l'année financière où la bibliothèque récréative a été établie, la subvention annuelle d'entretien est égale au douzième du montant prescrit au tableau ajouté au présent article pour chaque mois complet qui reste dans cette année financière.

(c) Les dépenses au poste des subventions aux bibliothèques récréatives sont limitées à celles qu'autorise le chef d'état-major de la défense.

(4) La subvention est versée à un fonds créé au nom de chaque bibliothèque de navire, d'unité isolée ou de commandement et administrée par les officiers désignés, et conformément aux instructions publiées par le chef de l'état-major de la défense.

(G)

TABLE TO ARTICLE 210.315

	AMOUNT OF	
	Initial Grant	Annual Maintenance Grant
	\$	\$
(a) Ship or isolated unit with authorized establishment of		
(i) over 600	7,142	2,285
(ii) 301-600	5,357	1,714
(iii) 151-300	3,571	1,142
(iv) 75-150	1,785	571
(b) Command Pool library	5,357	1,714

TABLEAU AJOUTÉ À L'ARTICLE 210.315

	Montant	
	Subvention initiale	Subvention annuelle d'entretien
	\$	\$
a) Navire ou unité isolée avec effectif autorisé de		
(i) plus de 600	7 142	2 285
(ii) 301-600	5 357	1 714
(iii) 151-300	3 571	1 142
(iv) 75-150	1 785	571
b) Bibliothèque commune de commandement	5 357	1 714

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

[210.32: repealed by P.C. 1974-9/897 effective 1 April 1974]

210.33 – GRANTS TO BANDS – REGULAR FORCE

An annual grant towards the cost of maintaining an authorized band of the Regular Force may be paid in an amount determined by the Chief of the Defence Staff but not exceeding the maximum amount calculated in accordance with the table to this article:

(a) for the purchase of music, minor repairs and maintenance of instruments, and other miscellaneous expenses; and

(b) in accordance with any orders issued by the Chief of the Defence Staff.

(G) [P.C. 1969-7/1497 effective 1 April 1969]

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981][210.32 : abrogé par C.P. 1974-9/897 en vigueur le 1^{er} avril 1974]**210.33 – SUBVENTIONS AUX MUSIQUES MILITAIRES – FORCE RÉGULIÈRE**

Une subvention annuelle destinée à défrayer l'entretien d'une musique autorisée de la force régulière peut être versée selon le montant fixé par le chef de l'état-major de la défense, mais ne dépassant pas le montant maximum qui figure au tableau annexé au présent article :

a) pour achat de partitions musicales, réparations mineures et entretien d'instruments, et autres frais divers; et

b) en conformité de toute directive émise par le chef de l'état-major de la défense.

(G) [C.P. 1969-7/1497 en vigueur le 1^{er} avril 1969]

TABLE TO ARTICLE 210.33

Type of Band	Maximum Amount for each Member on Authorized Strength of the Band
Professional – Brass-Reed	\$ 68
Voluntary – Brass-Reed or Brass	43
– Pipe	25
– Piston Bugle, or Fife and Drum	25

TABLEAU AJOUTÉ À L'ARTICLE 210.33

Genre de musique	Montant maximum par militaire qui est sur l'effectif autorisé d'une musique
Professionnel – Harmonie	\$ 68
Volontaire – Harmonie ou cuivre	43
– Cornemuse.....	25
– Trompette à piston, ou fifre et tambour.....	25

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

210.335 – ANNUAL GRANT – CANADIAN FORCES SCHOOL OF MUSIC

An annual grant towards the cost of maintaining the Canadian Forces School of Music may be paid in the amount of \$8,713:

(a) for the purchase of music, minor repairs and maintenance of instruments and other miscellaneous expenses; and

(b) in accordance with any orders issued by the Chief of Defence Staff.

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981]

210.335 – SUBVENTION ANNUELLE – ÉCOLE DE MUSIQUE DES FORCES CANADIENNES

En vue de subvenir aux besoins de l'École de musique des Forces canadiennes, on peut verser une subvention annuelle d'un montant de 8 713 \$:

a) pour l'achat de musique, les petites réparations et l'entretien d'instruments ainsi que pour des frais divers; et

b) en conformité de toute directive émise par le chef de l'état-major de la défense.

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981]

210.34 – GRANTS TO BANDS – RESERVE FORCE

An annual grant towards the cost of maintaining an authorized band of Reserve Force may be paid in an amount determined by the Chief of Defence Staff but not exceeding the maximum amount calculated in accordance with the table to this article:

- (a) for the purchase of music, minor repairs and maintenance of instruments and other miscellaneous expenses; and
- (b) in accordance with any orders issued by the Chief of Defence Staff.

(G) [P.C. 1969-7/1497 effective 1 April 1969]

210.34 – SUBVENTIONS AUX MUSIQUES MILITAIRES – FORCE DE RÉSERVE

Une subvention annuelle destinée à défrayer l’entretien d’une musique autorisée de la force de réserve peut être versée, selon un montant fixé par le chef de l’état-major de la défense, mais ne dépassant pas toutefois le montant maximum qui figure au tableau annexé au présent article :

- a) pour achat de partitions musicales, réparations mineures et entretien d’instruments, et autres frais divers; et
- b) en conformité de toute directive émise par le chef de l’état-major de la défense.

(G) [C.P. 1969-7/1497 en vigueur le 1^{er} avril 1969]

TABLE TO ARTICLE 210.34

Type of Band	Maximum Amount for each Member on Authorized Strength of the Band
	\$
Brass-Reed, or Brass	43
Pipe	25
Piston Buge, or Fife and Drum	25

TABLEAU AJOUTÉ TO ARTICLE 210.34

Genre de musique	Montant maximum par militaire qui est sur l’effectif autorisé d’une musique
	\$
Harmonie ou cuivre	43
Cornemuse.....	25
Trompette à piston, ou fifre et tambour	25

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981]

Art. 210.345**210.345 – GRANTS TO BANDS – CEREMONIAL DRESS UNIFORMS**

(1) Subject to paragraph (2) of this article, grants for the purpose of providing and maintaining ceremonial dress uniforms for officers and non-commissioned members of authorized bands of the Canadian Forces may be paid:

(a) in the amounts prescribed in the table to this article; and

(b) in accordance with any orders issued by the Chief of Defence Staff.

(2) Grants are not payable to units for which ceremonial dress uniforms are otherwise provided and maintained at public expense.

(G) [P.C. 1981-6/1813 of 2 July 1981]

210.345 – SUBVENTIONS AUX MUSIQUES MILITAIRES – UNIFORMES DE GRANDE TENUE

(1) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (2) du présent article, des subventions destinées à fournir et à entretenir les uniformes de grande tenue des officiers et militaires du rang des musiques militaires autorisées des Forces canadiennes peuvent être versées :

a) aux montants prescrits dans le tableau ajouté au présent article; et

b) en conformité de toute directive émise par le chef de l'état-major de la défense.

(2) Aucune subvention n'est payable à des unités dont les uniformes de grande tenue sont déjà fournis et entretenus aux frais de l'État.

(G) [C.P. 1981-6/1813 du 2 juillet 1981]

TABLE TO ARTICLE 210.345

	Initial Grant	Annual Maintenance Grant
For each member on strength of an authorized band, but not exceeding the authorized strength	\$211	\$42

TABLEAU AJOUTÉ À L'ARTICLE 210.345

	Subvention initiale	Subvention annuelle d'entretien
Pour chaque membre d'une musique militaire autorisée, mais non au-delà de l'effectif autorisé	\$	\$

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981]

210.346 – GRANTS TO UNITS FOR THE PURCHASE AND MAINTENANCE OF KILTED ORDERS OF DRESS – RESERVE FORCE

(1) Subject to paragraph (2) of this article, grants for the purpose of providing and maintaining selected items of clothing, as prescribed in paragraph (3) of this article, for wear with kilted orders of dress for officers and non-commissioned members of the Reserve Force, may be paid to the commanding officer of a Reserve Force unit authorized to wear kilted orders of dress:

(a) when a unit is established, for each member on the authorized strength, an initial purchase grant equal to 60 per cent of the combined cost of the prescribed items of clothing, but not exceeding \$253;

(b) when the authorized strength of an existing unit is increased, for each member brought on the added authorized strength, the initial purchase grant as prescribed in subparagraph (a) of this paragraph;

(c) for each member on the strength of a unit, but not exceeding the authorized strength, an annual maintenance grant in the amount of \$40; and

(d) in accordance with any orders issued by the Chief of the Defence Staff.

(1 April 1984)

(2) Grants are not payable in respect of units for which kilted orders of dress are otherwise provided and maintained at public expense.

(3) Grants shall be paid for the purpose of purchasing and maintaining the kilt, the sporran, the hose and the balmoral.

(G) [P.C. 1984-3150 effective 1 April 1984]

210.35 – GRANTS TO ALTERNATE VOLUNTARY CEREMONIAL SUB-UNITS – REGULAR FORCE

An annual grant towards the cost of maintaining an alternate ceremonial sub-unit of the Regular Force may be paid in an amount determined by the Chief of the Defence Staff but not exceeding the maximum amount calculated in accordance with the table to this article:

210.346 – SUBVENTIONS AUX UNITÉS POUR L'ACHAT ET L'ENTRETIEN DE TENUES RÉGLEMENTAIRES AVEC KILT – FORCE DE RÉSERVE

(1) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (2) du présent article, une subvention permettant de fournir et d'entretenir certains articles vestimentaires énumérés à l'alinéa (3) du présent article et constituant la tenue réglementaire avec kilt pour les officiers et militaires du rang de la force de réserve peut être versée au commandant d'une unité de la force de réserve qui a droit de porter la tenue réglementaire avec kilt:

a) lorsqu'une unité est établie, pour chaque membre de l'effectif autorisé, une subvention initiale d'achat égale à 60 pour cent du coût total des articles vestimentaires prescrits, mais n'excédant pas 253 \$;

b) lorsque l'effectif autorisé d'une unité établie est augmenté, pour chaque membre ajouté à cet effectif autorisé, la subvention initiale d'achat tel que prescrit dans le sous-alinéa a) du présent alinéa;

c) pour chaque membre sur l'effectif d'une unité, mais n'excédant pas l'effectif autorisé, une subvention annuelle d'entretien de 40 \$; et

d) conformément à toute directive émise par le chef de l'état-major de la défense.

(1^{er} avril 1984)

(2) Aucune subvention n'est payable aux unités dont les tenues réglementaires avec kilt sont déjà fournies et entretenues aux frais de l'État.

(3) Les subventions doivent être versées aux fins de permettre l'achat et l'entretien du kilt, du sporran, des bas et du balmorai.

(G) [C.P. 1984-3150 en vigueur le 1^{er} avril 1984]

210.35 – SUBVENTIONS AUX FORMATIONS REMPLAÇANT LES SOUS-UNITÉS DE CÉRÉMONIE BÉNÉVOLES – FORCE RÉGULIÈRE

Une subvention annuelle servant à payer le coût d'entretien d'une formation remplaçant une sous-unité de cérémonie de la force régulière, subvention d'un montant déterminé par le chef de l'état-major de la défense, mais ne dépassant pas le montant maximal indiqué au tableau ajouté au présent article, peut être versée :

Art. 210.35

(a) for the purchase, minor repair and maintenance of equipment, and other miscellaneous expenses; and

a) pour l'achat et l'entretien d'équipement, les réparations mineures à celui-ci et le paiement de frais divers; et

(b) in accordance with any orders issued by the Chief of the Defence Staff.

b) en conformité de tout ordre émis par le chef de l'état-major de la défense.

(G) [P.C. 1988-837 of 5 May 1988]

(G) [C.P. 1988-837 du 5 mai 1988]

TABLE TO ARTICLE 210.35

Description	Maximum Annual Grant
For each member on strength of an alternate voluntary ceremonial sub-unit, but not exceeding the authorized strength	\$25

TABLEAU AJOUTÉ À L'ARTICLE 210.35

Description	Subvention annuelle maximale
Par militaire d'une formation remplaçant une sous-unité de cérémonie bénévole, le nombre maximal de militaires y ayant droit ne devant pas dépasser l'effectif autorisé	25 \$

(G) [P.C. 1988-837 of 5 May 1988]

(G) [C.P. 1988-837 du 5 mai 1988]

210.354 – GRANTS TO ALTERNATE VOLUNTARY CEREMONIAL SUB-UNITS – CEREMONIAL DRESS UNIFORMS

210.354 – SUBVENTIONS AUX FORMATIONS REMPLAÇANT LES SOUS-UNITÉS DE CÉRÉMONIE BÉNÉVOLES – UNIFORMES DE GRANDE TENUE

(1) Subject to paragraph (2) of this article, grants for the purpose of providing and maintaining ceremonial dress uniforms for officers and non-commissioned members of authorized alternate voluntary ceremonial sub-units of the Canadian Forces, may be paid:

(1) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (2) du présent article, des subventions servant à payer le coût de fourniture et d'entretien d'uniformes de grande tenue destinés aux militaires d'une formation remplaçant une sous-unité de cérémonie bénévole autorisée peuvent être versées. Ces subventions :

(a) in the amounts prescribed in the table to this article; and

a) sont du montant prescrit dans le tableau ajouté au présent article; et

(b) in accordance with any orders issued by the Chief of the Defence Staff.

b) sont versées conformément aux ordres émis par le chef de l'état-major de la défense.

(2) Grants are not payable to sub-units for which ceremonial dress uniforms are otherwise provided and maintained at public expense.

(2) Les sous-unités dont les uniformes de grande tenue sont fournis et entretenus aux frais de l'État n'ont pas droit aux subventions.

(G) [P.C. 1988-837 of 5 May 1988]

(G) [C.P. 1988-837 du 5 mai 1988]

TABLE TO ARTICLE 210.354

Description	Initial Grant	Annual Maintenance Grant
For each member on strength of an alternate voluntary ceremonial sub-unit, but not exceeding the authorized strength	\$211	\$42

TABLEAU AJOUTÉ À L'ARTICLE 210.354

Description	Subvention initiale	Subvention annuelle d'entretien
Par militaire d'une formation remplaçant une sous-unité de cérémonie bénévole, le nombre maximal de militaires y ayant droit ne devant pas dépasser l'effectif autorisé	211 \$	42 \$

(G) [P.C. 1988-837 of 5 May 1988]

[210.355: repealed by P.C. 1976-4/2044 on 5 August 1976]

210.36 – GRANTS TO SHIPS' FIGHTING EFFICIENCY FUNDS

(1) In a ship in commission, a grant at the rate prescribed in the table to this article may be paid annually in advance into a fund designated the "Ship's Fighting Efficiency Fund". (1 April 1981)

(2) (a) With the prior approval of the commanding officer, payment from the Ship's Fighting Efficiency Fund may be made on behalf of any department in the ship for

(i) minor fittings, devices or equipment that tend to promote general efficiency and are not included in the usual outfit of ships, and

(ii) entrance fees to official small arms competitions.

(b) No portion of the fund shall be expended on prize money or emoluments to officers and non-commissioned members of the Canadian Forces.

(G) [C.P. 1988-837 du 5 mai 1988]

[210.355 : abrogé par C.P. 1976-4/2044 le 5 août 1976]

210.36 – SUBVENTIONS AUX CAISSES D'EFFICACITÉ AU COMBAT DES NAVIRES

(1) À bord d'un navire en armement, on peut verser une subvention au taux prescrit au tableau ajouté au présent article, annuellement à l'avance, à une caisse dite «Caisse d'efficacité au combat du navire». (1^{er} avril 1981)

(2) a) Subordonné à l'approbation du commandant, le versement à la Caisse d'efficacité peut se faire à l'intention d'un département quelconque du navire pour

(i) les petits accessoires, dispositifs ou pièces d'équipement que ne comporte pas la raccorderie ordinaire des navires et qui tendent à accroître l'efficacité en général, et

(ii) les honoraires d'inscription aux concours de tir aux armes portatives.

b) Aucune partie de la caisse n'est consacrée à l'achat de prix ni à des émoluments à des officiers et militaires du rang des Forces canadiennes.

Art. 210.36

(3) Payment of the grant shall be made in the manner prescribed by the Chief of the Defence Staff.

(3) Le versement de la subvention se fait de la manière prescrite par le chef de l'état-major de la défense.

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981]

TABLE TO ARTICLE 210.35

Description	Maximum Annual Grant
For each member on strength of an alternate voluntary ceremonial sub-unit, but not exceeding the authorized strength	\$25

TABLEAU AJOUTÉ À L'ARTICLE 210.35

Description	Subvention annuelle maximale
Par militaire d'une formation remplaçant une sous-unité de cérémonie bénévole, le nombre maximal de militaires y ayant droit ne devant pas dépasser l'effectif autorisé	25 \$

(G) [P.C. 1984-3150 effective 1 April 1984]

(G) [C.P. 1984-3150 en vigueur le 1^{er} avril 1984]

210.37 – PROVISION AND MAINTENANCE OF PHYSICAL FITNESS EQUIPMENT – REGULAR FORCE

210.37 – ACQUISITION ET ENTRETIEN DU MATÉRIEL D'ÉDUCATION PHYSIQUE – FORCE RÉGULIÈRE

(1) The Chief of the Defence Staff may, for the purpose of providing physical fitness equipment for a base or other unit or element of the Regular Force, approve a grant of:

(1) Le chef de l'état-major de la défense peut, aux fins de fournir du matériel d'éducation physique à une base ou autre unité ou élément de la force régulière, approuver une subvention de :

(a) \$21.55 for each officer and non-commissioned member authorized in the establishment of the base or other unit or element on initial organization; and

a) 21,55 \$ par officier et militaire du rang prévus à l'effectif lors de l'organisation initiale de la base ou autre unité ou élément; et

(b) on each occasion following the initial organization, when the establishment of the base or other unit or element is increased by 100 or more officers and non-commissioned members, \$21.55 for each officer and non-commissioned member included in the increase.

b) chaque fois, après l'organisation initiale de la base ou autre unité ou élément, que l'effectif s'est accru d'au moins 100 officiers et militaires du rang, 21,55 \$ par officier et militaire du rang compris dans cet accroissement d'effectifs.

(5 June 1986)

(5 juin 1986)

(a) officers and non-commissioned members of the Regular Force on strength of the base or other unit or element;

(b) officers and non-commissioned members of a force other than the Canadian Forces on strength of the base or other unit or element;

(c) officers of the Canadian Forces who are in full-time attendance at a university or Canadian Military College and who, between academic years, are posted to the base or other unit or element for training; and

(d) sea, army or air cadets at an authorized Cadet Camp established at the base or other unit or element.

(3) The grant payable under subparagraphs (2)(a) and (b) of this article:

(a) shall not exceed for any fiscal year

(i) \$17.40 for each officer and non-commissioned member, including officers and non-commissioned members of a force other than the Canadian Forces, on strength at a base, other unit or element where the total strength of such personnel does not exceed 350, or

(ii) \$13.50 for each officer and non-commissioned member, including officers and non-commissioned members of a force other than the Canadian Forces, on strength at a base, other unit or element where the total strength of such personnel is greater than 350, or

(iii) when a base or other unit or element is organized or disbanded during the year, one-twelfth of the amount computed under sub-subparagraphs (i) and (ii) of this subparagraph for each complete month that the base or other unit or element exists; and

(b) shall be based on the average monthly strength of the base or other unit or element for the three month period immediately preceding this period covered by the claim for the grant submitted as prescribed by the Chief of the Defence Staff.

(5 June 1986)

a) les officiers et militaires du rang de la force régulière formant l'effectif de la base ou autre unité ou élément;

b) les officiers et militaires du rang d'une force autre que les Forces canadiennes formant l'effectif de la base ou autre unité ou élément;

c) les officiers des Forces canadiennes qui fréquentent à plein temps une université ou un collège militaire canadien et qui, pendant les vacances scolaires, sont affectés à la base ou autre unité ou élément, à des fins d'instruction; et

d) les cadets de la marine, de l'armée ou de l'air qui sont cantonnés à la base ou autre unité ou élément dans un camp de cadets autorisé.

(3) La subvention payable en vertu des alinéas (2)a) et b) du présent article :

a) ne doit pas dépasser pour une année financière quelconque

(i) 17,40 \$ par officier et militaire du rang, y compris les officiers et militaires du rang d'une force autre que celle des Forces canadiennes, portés à l'effectif d'une base, d'une autre unité ou d'un élément dont le nombre total des effectifs ne dépasse pas 350, ou

(ii) 13,50 \$ par officier et militaire du rang, y compris les officiers et militaires du rang d'une force autre que celle des Forces canadiennes, portés à l'effectif d'une base, d'une autre unité ou d'un élément dont le nombre total des effectifs s'élève à plus de 350, ou

(iii) lorsqu'une base, une autre unité ou élément sont organisés ou dissous au cours de l'année, un douzième du montant prévu aux sous-alinéas (i) et (ii) du présent alinéa pour chaque mois complet d'existence de la base ou autre unité ou élément; et

b) se fonde sur l'effectif mensuel moyen de la base ou autre unité ou élément pour le trimestre qui précède immédiatement la période visée par la demande de subvention, soumise en conformité des dispositions prescrites par le chef de l'état-major de la défense.

(5 juin 1986)

Art. 210.37

(4) The grant payable under subparagraph (2)(c) of this article shall not exceed, for any fiscal year, \$5.40 for each officer posted to the base or other unit or element, and may be restricted to the bases or other units or elements and to the amounts prescribed by the Chief of the Defence Staff. (5 June 1986)

(5) The grant payable under subparagraph (2)(d) of this article shall not exceed, for any fiscal year, \$1.35 for each sea, army or air cadet authorized to attend the camp. (5 June 1986)

(6) Entitlement to a grant described in paragraph (2) of this article in respect of a fiscal year shall be reduced by the amount of the unexpended balance of any grant paid under paragraph (2) of this article during the previous fiscal year.

(7) Grants payable under this article to provide and maintain physical fitness equipment and the financial limitations thereon contained in sub-subparagraphs (3)(a)(i) and (ii) and paragraphs (4) and (5) of this article shall be increased or decreased annually by an amount prescribed by the Chief of the Defence Staff and equal to the percentage increase or decrease in the Consumer Price Index during the previous year. (5 June 1986)

(G) [P.C. 1986-5/1373 of 5 June 1986

210.375 – PROVISION AND MAINTENANCE OF PHYSICAL FITNESS EQUIPMENT – RESERVE FORCE

(1) Subject to paragraph (2) of this article, the Chief of the Defence Staff may, for the purpose of providing physical fitness equipment for a unit or other element of the Reserve Force, approve a grant of:

(a) \$5.40 for each officer and non-commissioned member authorized in the establishment of the unit or other element on initial organization; and

(b) on each occasion following the initial organization, when the establishment of the unit or other element is increased by 100 or more officers and non-commissioned members, \$5.40 for each officer and non-commissioned member included in the increase.

(5 June 1986)

(4) La subvention payable en vertu de l'alinéa (2)c) du présent article ne doit pas dépasser, pour une année financière quelconque, 5,40 \$ par officier affecté à la base ou autre unité ou élément, et peut être limitée aux bases ou aux autres unités ou éléments de même qu'aux montants déterminés par le chef de l'état-major de la défense. (5 juin 1986)

(5) La subvention payable en vertu de l'alinéa (2)d) du présent article ne doit pas dépasser, pour une année financière quelconque, 1,35 \$ pour chaque cadet de la marine, de l'année ou de l'air autorisé à suivre les exercices du camp. (5 juin 1986)

(6) S'il reste un montant de la subvention accordée pendant l'année financière précédente en vertu de l'alinéa (2) du présent article, ce montant doit être déduit de la subvention demandée en vertu du même article pour l'année financière en cours.

(7) Les subventions payables en vertu du présent article en vue d'assurer la fourniture et l'entretien du matériel d'éducation physique et les limites financières des sous-alinéas (3)a)(i) et (ii) et des paragraphes (4) et (5) de cet article seront augmentées ou diminuées annuellement d'un montant déterminé par le chef de l'état-major de la défense, correspondant au pourcentage de l'augmentation ou de la diminution qui figure dans l'indice des prix à la consommation au cours de l'année financière précédente. (5 juin 1986)

(G) [C.P. 1986-5/1373 du 5 juin 1986]

210.375 – ACQUISITION ET ENTRETIEN DU MATÉRIEL D'ÉDUCATION PHYSIQUE – FORCE DE RÉSERVE

(1) Sous réserve du paragraphe (2) du présent article, le chef de l'état-major de la défense, aux fins de fournir du matériel d'éducation physique à une unité ou à un autre élément de la force de réserve, peut approuver une subvention de :

a) 5,40 \$ par officier et militaire du rang prévus à l'effectif lors de l'organisation initiale de l'unité ou autre élément; et

b) chaque fois, après l'organisation initiale de l'unité ou autre élément, que l'effectif s'accroît d'au moins 100 officiers et militaires du rang, 5,40 \$ par officier et militaire du rang compris dans cet accroissement.

(5 juin 1986)

(2) A unit or other element disbanded for the purpose of immediate reorganization is not entitled to the grant prescribed in paragraph (1) of this article, unless the unit or other element is authorized to reorganize after having been dormant for a period of one year or more.

(3) Subject to paragraph (4) of this article, a commanding officer may be reimbursed for the amount expended for the maintenance of physical fitness equipment of his unit or other element.

(4) The amount claimed under paragraph (3) of this article in any year:

(a) shall not exceed

(i) \$2.80 for each officer and non-commissioned member, except a member of a university unit, or

(ii) when a unit or other element is organized or disbanded during the year, one-twelfth of the amount computed under sub-subparagraph (i) of this subparagraph for each complete month that the unit or other element exists; and

(b) shall be based on the average monthly strength of the unit or other element for the period covered by the claim for reimbursement, submitted as prescribed by the Chief of the Defence Staff.

(5 June 1986)

(5) Grants and reimbursements payable under this article to provide and maintain physical fitness equipment and the financial limitations contained in sub-subparagraph (4)(a)(i) of this article shall be increased or decreased annually by an amount prescribed by the Chief of the Defence Staff and equal to the percentage increase or decrease in the Consumer Price Index during the previous year. (5 June 1986)

(G) [P.C. 1986-5/1373 of 5 June 1986]

210.38 – RECOVERABLE ADVANCES TO MESSES AND CANTEENS

(1) For the purpose of assisting in the establishment of a mess or canteen, and subject to any orders issued by the Chief of the Defence Staff, a recoverable advance of public funds may be made in the amounts and under the conditions prescribed in this article.

(2) An advance may be made:

(2) Une unité ou un autre élément licencié aux fins d'une réorganisation immédiate n'a pas droit à la subvention prescrite au paragraphe (1) du présent article à moins que cette unité ou cet autre élément ne soit autorisé à se remettre sur pied après avoir cessé de fonctionner pendant un an ou plus.

(3) Sous réserve du paragraphe (4) du présent article, un commandant peut se faire rembourser le montant dépensé à l'entretien du matériel d'éducation physique de sa station, de son unité ou autre élément.

(4) Le montant demandé aux termes du paragraphe (3) du présent article pour une année quelconque :

a) ne doit pas dépasser

(i) 2,80 \$ par officier et militaire du rang, à l'exception d'un membre d'une unité universitaire, ou

(ii) dans le cas d'une unité ou d'un autre élément licencié ou mis sur pied au cours de l'année, un douzième du montant calculé selon le sous-alinéa (i) du présent alinéa, pour chaque mois complet d'existence de l'unité ou d'un autre élément; et

b) se fonde sur l'effectif mensuel moyen de l'unité ou autre élément pendant la période comprise dans la demande de remboursement soumise selon les directives du chef de l'état-major de la défense.

(5 juin 1986)

(5) Les subventions et les remboursements payables en vertu du présent article en vue d'assurer la fourniture et l'entretien du matériel d'éducation physique et les limites financières du sous-alinéa (4)a(i) du présent article seront augmentées ou diminuées annuellement d'un montant déterminé par le chef de l'état-major de la défense, correspondant au pourcentage de l'augmentation ou de la diminution qui figure dans l'indice des prix à la consommation au cours de l'année financière précédente. (5 juin 1986)

(G) [C.P. 1986-5/1373 du 5 juin 1986]

210.38 – AVANCES REMBOURSABLES AUX MESS ET AUX CANTINES

(1) Afin de faciliter la création d'un mess ou d'une cantine et sous réserve des instructions émanant du chef de l'état-major de la défense, une avance remboursable de fonds publics peut être consentie selon le montant et les conditions prescrits dans le présent article.

(2) Une avance peut être versée :

Art. 210.38

(a) to an officers' mess in an amount not exceeding \$85 for each officer on the establishment of the base or other unit or element;

(b) to a mess for non-commissioned members of or above the rank of sergeant in an amount not exceeding \$60 for each non-commissioned member of or above that rank on the establishment of the base or other unit or element; and

(c) to a non-commissioned member's canteen in an amount not exceeding \$60 for each non-commissioned member below the rank of sergeant on the establishment of the base or other unit or element.

(8 June 1978)

(3) Repayment of an advance to any mess or canteen shall be made within three years, but no repayment need be made during the first six months of that period. (26 November 1968)

(4) When a base or other unit or element is disbanded or inactivated any unrefunded portion of an advance authorized under this article shall be repaid immediately.

(5) When public funds are advanced to a mess or canteen in a ship, the stock of commodities shall be insured; but when Canada is at war, war risk insurance is not required.

(G) [P.C. 1978-6/1903 of 8 June 1978]

[210.39: repealed by P.C. 1972-6/2459 effective 5 October 1972]

210.40 – UNIT GRANTS – PRIMARY RESERVE – GENERAL CONDITIONS

The grants authorized in articles 210.41 (Organization Grant – Primary Reserve Units) and 210.42 (Contingency Grant – Primary Reserve Units) are:

(a) deemed not to be personal funds of the officer receiving them but are to be paid into unit funds; and

(b) to be used for the purposes specified in orders issued by the Chief of the Defence Staff.

(G) [P.C. 1969-8/2007 effective 1 April 1969]

a) à un mess d'officiers, à raison d'au plus 85 \$ pour chaque officier qui fait partie de l'effectif de la base ou d'un autre élément ou unité;

b) à un mess de militaires du rang qui détiennent le grade de sergent ou un grade supérieur, à raison d'au plus 60 \$ pour chaque militaire du rang du grade de sergent ou d'un grade supérieur faisant partie de l'effectif de la base ou d'un autre élément ou unité; et

c) à une cantine de militaires du rang, à raison d'au plus 60 \$ pour chaque militaire du rang d'un grade inférieur à celui de sergent faisant partie de l'effectif de la base ou d'un autre élément ou unité.

(8 juin 1978)

(3) Le remboursement de l'avance consentie à tout mess ou cantine devra être fait dans les trois ans, mais aucun remboursement n'est à faire pendant les premiers six mois de cette période. (26 novembre 1968)

(4) Lorsqu'une base ou autre unité ou élément est licencié ou dissous, toute portion de l'avance autorisée en vertu du présent article qui n'a pas été remboursée doit l'être immédiatement.

(5) Lorsqu'un mess ou une cantine à bord d'un navire reçoit une avance de fonds publics, le fonds de marchandises doit être assuré; mais quand le Canada est en guerre, il n'est pas nécessaire de prendre l'assurance de risque de guerre.

(G) [C.P. 1978-6/1903 du 8 juin 1978]

[210.39 : abrogé par C.P. 1972-6/2459 en vigueur le 5 octobre 1972]

210.40 – SUBVENTIONS D'UNITÉ – PREMIÈRE RÉSERVE – CONDITIONS GÉNÉRALES

Les subventions autorisées en vertu des articles 210.41 (Subvention d'organisation – unités de la première réserve) et 210.42 (Subvention pour imprévus – unités de la première réserve)

a) ne doivent pas être considérées comme des fonds personnels de l'officier qui les reçoit, mais doivent être versées dans les fonds de l'unité; et

b) doivent être utilisées aux fins spécifiées dans les ordonnances publiées par le chef de l'état-major de la défense.

(G) [C.P. 1969-8/2007 en vigueur le 1^{er} avril 1969]

210.41 – ORGANIZATION GRANT – PRIMARY RESERVE UNITS

(1) The commanding officer of a unit of the Primary Reserve shall, with the approval of the Chief of the Defence Staff, be reimbursed for expenses incurred:

- (a) on the initial organization of a unit; or
- (b) when a unit is authorized to reorganize after having been dormant for a period of one year or more; or
- (c) when the reorganization of a unit involves a change in location of the unit.

(2) Reimbursement of expenses mentioned in paragraph (1) of this article shall not exceed the amounts prescribed in the table to this article.

(G) [P.C. 1969-8/2007 effective 1 April 1969]

210.41 – SUBVENTION D’ORGANISATION – UNITÉS DE LA PREMIÈRE RÉSERVE

(1) Le commandant d’une unité de la première réserve, sur l’approbation du chef de l’état-major de la défense, a droit au remboursement des dépenses faites :

- a) lors de l’organisation initiale d’une unité; ou
- b) lorsqu’une unité est autorisée à se réorganiser après avoir été inactive pendant une année ou plus; ou
- c) lorsque la réorganisation d’une unité entraîne un changement d’emplacement de l’unité.

(2) Le remboursement des dépenses mentionnées à l’alinéa (1) du présent article ne doit pas dépasser les montants indiqués dans le tableau ci-dessous.

(G) [C.P. 1969-8/2007 en vigueur le 1^{er} avril 1969]

TABLE TO ARTICLE 210.41

Authorized Size of Unit	Amount
	\$
1 – 100	344
101 – 200.....	689
201 – 200.....	1,034
301 – 400.....	1,379

TABLEAU AJOUTÉ À L’ARTICLE 210.41

Effectif autorisé de l’unité	Montant
	\$
1 – 100	344
101 – 200.....	689
201 – 200.....	1 034
301 – 400.....	1 379

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981]

Art. 210.42

210.42 – CONTINGENCY GRANT – PRIMARY RESERVE UNITS

(1) For the purposes of this article, “effective strength” shall have the meaning prescribed by the Chief of the Defence Staff.

(2) Subject to paragraphs (3), (4) and (5) of this article and to any limitations prescribed by the Chief of the Defence Staff, Contingency Grant is payable, on 1 April each fiscal year, to the commanding officer of a unit of the Primary Reserve at an annual rate not exceeding \$20 for each officer and non-commissioned member, based on the average monthly effective strength of the unit during the preceding fiscal year. (1 April 1981)

(3) Payment of Contingency Grant to a commanding officer is subject to deductions for the payment, as directed by the Minister, of any claim against the unit arising out of the acts or omissions of the unit or of any officer or non-commissioned member thereof.

(4) Payment of Contingency Grant to a commanding officer is subject to deductions, as directed by the Chief of the Defence Staff or such officer as he may designate for that purpose, for:

(a) damages, for which the unit is responsible, to public property; and

(b) deficiencies in public property on charge to the unit.

(27 March 1973)

(5) Entitlement to a grant described in paragraph (2) of this article in respect of a fiscal year shall be reduced by the amount of the unexpended balance of any grant paid under paragraph (2) of this article during the previous fiscal year.

(G) [P.C. 1980-5/2996 effective 1 April 1981]

[210.43 to 210.49 : not allocated]

[210.50 and 210.51: repealed by P.C. 1998-1147 effective 1 April 1997]

[210.52 to 210.59: not allocated]

Section 2 – Professional Fees and Expenses – Civilians

210.60 – WITNESS FEES AND ALLOWANCES

Section 251.2 of the National Defence Act provides:

210.42 – SUBVENTION POUR IMPRÉVUS – UNITÉS DE LA PREMIÈRE RÉSERVE

(1) Aux fins du présent article, la portée du terme «effectif» sera prescrite par le chef de l'état-major de la défense.

(2) Sous réserve des alinéas (3), (4) et (5) du présent article et de toute limite prescrite par le chef de l'état-major de la défense, la subvention pour imprévus est payable, le 1^{er} avril de chaque année financière, au commandant d'une unité de la première réserve, à un taux annuel ne dépassant pas 20 \$ pour chaque officier ou militaire du rang, calculé d'après la moyenne mensuelle de l'effectif de l'unité au cours de l'année financière précédente. (1^{er} avril 1981)

(3) Le paiement à un commandant de la subvention pour imprévus est assujéti, selon les directives du ministre, à des retenues en vue du règlement des dettes de l'unité résultant d'actes ou d'omissions de la part de celle-ci, ou d'un officier ou d'un militaire du rang de ladite unité.

(4) Le paiement de la subvention pour imprévus est assujéti, selon les directives du chef de l'état-major de la défense ou de tel officier qu'il peut désigner à cette fin, à des retenues à la suite :

a) de dommages causés à la propriété publique dont l'unité est responsable; et

b) de déficits dans la propriété publique dont l'unité a la charge.

(27 mars 1973)

(5) Le solde non dépensé de toute subvention versée en vertu de l'alinéa (2) du présent article au cours de l'année financière précédente, doit être déduit de la subvention payable en vertu de l'alinéa (2) du présent article à l'égard de l'année financière courante.

(G) [C.P. 1980-5/2996 en vigueur le 1^{er} avril 1981]

[210.43 à 210.49 : non-attribués]

[210.50 et 210.51 : abrogés par C.P. 1998-1147 en vigueur le 1^{er} avril 1997]

[210.52 à 210.59 : non-attribués]

Section 2 – Honoraires et déboursés – Civils

210.60 – FRAIS ET INDEMNITÉS DES TÉMOINS

L'article 251.2 de la Loi sur la défense nationale prescrit :

“251.2 A person, other than an officer or non-commissioned member or an officer or employee of the Department, summoned or attending to give evidence before a court martial, the Grievances Committee, the Military Judges Inquiry Committee, the Military Police Complaints Commission, a board of inquiry, a commissioner taking evidence under this Act or any inquiry committee established under the regulations is entitled in the discretion of that body to receive the like fees and allowances for so doing as if summoned to attend before the Federal Court.”

«251.2 La cour martiale, le Comité des griefs, le comité d’enquête sur les juges militaires, la Commission d’examen des plaintes concernant la police militaire, toute commission d’enquête, tout commissaire recueillant des témoignages sous le régime de la présente loi et tout comité d’enquête établi par règlement peuvent, selon leur appréciation, accorder à toute personne assignée devant eux, à l’exception d’un officier ou militaire du rang ou d’un employé du ministère, des indemnités comparables à celles accordées aux témoins assignés devant la Cour fédérale, que la personne ait été citée ou non.»

NOTES

NOTES

(A) The fees and allowances payable to witnesses who are summoned to attend before the Federal Court are set out in Tariff A of the Federal Court Rules. The tariff may be obtained by contacting the nearest representative of the Office of the Judge Advocate General.

(A) Les frais et indemnités à payer aux témoins qui sont assignés devant la Cour fédérale figurent au tarif A des Règles des Cours fédérales. Ce tarif peut être obtenu auprès du représentant du Cabinet du juge-avocat général le plus près.

(B) Section 251.2 of the National Defence Act does not apply to officers and non-commissioned members or officers and employees of the Department. When they appear as witnesses before a court martial, the Grievances Committee, the Military Judges Inquiry Committee, the Military Police Complaints Commission, a board of inquiry, a commissioner taking evidence under this Act or an inquiry committee established under the regulations, they are entitled to transportation and travelling expenses as set out in applicable regulations, orders and directives.

(B) L’article 251.2 de la Loi sur la défense nationale ne s’applique pas aux officiers ou aux militaires du rang ou aux employés du ministère qui comparaissent comme témoins devant une cour martiale, le Comité des griefs, le comité d’enquête sur les juges militaires, la Commission d’examen des plaintes concernant la police militaire, une commission d’enquête, un commissaire recueillant des témoignages sous le régime de cette loi et un comité d’enquête établi par règlement. Ces personnes sont par ailleurs admissibles aux frais de transport et de voyage prévus aux règlements, ordonnances ou directives applicables à cet égard.

(C) [1 September 1999; 18 October 2013]

(C) [1^{er} septembre 1999; 18 octobre 2013]

210.61 – EMPLOYMENT OF CIVILIAN MEDICAL DOCTORS AND OTHER CIVILIAN HEALTH CARE PERSONNEL – FEES AND EXPENSES

210.61 – EMPLOI DE MÉDECINS CIVILS ET AUTRES CIVILS DES SERVICES DE SANTÉ – HONORAIRES ET FRAIS

(1) For the purposes of this article, the term “other health care personnel” includes persons, other than medical doctors, who are certified or qualified to provide medical or health care of a kind prescribed in orders issued by the Chief of the Defence Staff.

(1) Aux fins du présent article, l’expression «autres personnels des services de santé» comprend les personnes, autres que les médecins, qui possèdent les diplômes ou les compétences pour assurer les soins médicaux prescrits dans les ordonnances émises par le chef de l’état-major de la défense.

(2) When an officer designated for that purpose in orders issued by the Chief of the Defence Staff certifies that necessary medical care cannot be provided by a medical facility operated by the Canadian Forces or another department of the federal government, he may, subject to any limitations prescribed by the Chief of the Defence Staff, authorize the employment, on a casual or temporary basis for a period of less than six months, of civilian medical doctors or other health care personnel as required.

(2) Lorsqu’un officier nommé à cette fin dans les ordonnances émises par le chef de l’état-major de la défense certifie que les soins médicaux nécessaires ne peuvent pas être assurés par une installation médicale des Forces canadiennes ou d’un autre ministère du gouvernement fédéral, il peut, selon le besoin et sous réserve de toutes restrictions prescrites par le chef de l’état-major de la défense, autoriser l’emploi, sur une base occasionnelle ou provisoire et pour une période de moins de six mois, de médecins civils ou autres personnels des services de santé.

Art. 210.61

(3) Notwithstanding paragraph (2) of this article, medical doctors or other health care personnel may be locally engaged outside Canada for periods of six months or more.

(4) A civilian medical doctor who is employed under paragraph (2) or (3) of this article shall:

(a) when employed

(i) for an individual examination, treatment or consultation, be paid the fee authorized by the Minister for that type of examination, treatment or consultation, or

(ii) for part-time employment other than described in subparagraph (i), be paid such fee, determined by the Chief of the Defence Staff, as does not exceed the maximum amount prescribed by the Governor in Council; and

(b) subject to the approval of the officer authorizing his employment, be reimbursed in the amount of his actual and reasonable travelling expenses.

(5) Other health care personnel who are employed in Canada under paragraph (2) of this article shall be paid at the rate of pay prevailing in the area of employment for a person holding the applicable health care certification or qualification.

(6) Other health care personnel who are employed at Canadian Forces medical facilities outside Canada shall be paid the rate of pay prescribed by the Minister.

(G) [P.C. 1974-12/2416 of 5 November 1974]

210.62 – EMPLOYMENT OF CIVILIAN OFFICIATING CLERGYMAN – FEES AND EXPENSES

A civilian clergyman who is provided as an officiating clergyman under orders issued by the Chief of the Defence Staff (see article 33.02 – Provision of Chaplains and Officiating Clergymen) shall:

(a) be paid such fee determined by the Chief of the Defence Staff, in an amount which does not exceed the prevailing daily basic rate of pay for a chaplain in the Public Service (Social Work - Chaplain Level I); and

(3) Nonobstant l'alinéa (2) du présent article, on peut retenir sur place les services de médecins civils ou autres personnels des services de santé à l'extérieur du Canada pour des périodes de six mois ou plus.

(4) Tout médecin civil employé en vertu de l'alinéa (2) ou (3) du présent article doit :

a) lorsqu'employé

(i) à des fins d'examens particuliers, traitements ou consultations, recevoir les honoraires autorisés par le ministre à l'égard de ce genre d'examens, de traitements ou de consultations, ou

(ii) pour tout emploi à temps partiel autre que ceux décrits au sous-alinéa (i), recevoir les honoraires prescrits par le chef de l'état-major de la défense, de sorte à ne pas dépasser le montant maximal déterminé par le gouverneur en conseil; et

b) sous réserve de l'approbation de l'officier qui a autorisé son emploi, être rémunéré au montant de ses frais de voyage réels et raisonnables.

(5) Les autres personnels des services de santé employés au Canada en vertu de l'alinéa (2) du présent article doivent être rémunérés selon le taux courant dans la région où ils dispensent leurs services, s'ils possèdent les diplômes et les compétences pour assurer ces services.

(6) Les autres personnels des services de santé employés dans les installations médicales des Forces canadiennes à l'extérieur du Canada doivent toucher le taux prescrit par le ministre.

(G) [C.P. 1974-12/16 du 5 novembre 1974]

210.62 – EMPLOI DE DESSERVANTS DU CULTE CIVILS – HONORAIRES ET DÉBOURSÉS

Un ministre du culte civil qui est employé comme officiant en vertu des directives émises par le chef de l'état-major de la défense (voir l'article 33.02 – Services d'aumôniers et d'officiants civils) doit :

a) recevoir un traitement déterminé par le chef de l'état-major de la défense, lequel ne doit pas dépasser le taux de rémunération quotidien de base en vigueur pour un aumônier employé dans la Fonction publique (Travail social – aumônier de niveau 1); et

(b) subject to the approval of the officer authorizing his employment, be reimbursed in the amount of his actual and reasonable travelling expenses.

(G) [P.C. 1982-1/1129 effective 1 April 1982]

[210.63: repealed by P.C. 1985-3/3270 of 31 October 1985]

[210.64 to 210.6: not allocated]

[210.70: repealed by P.C. 1978-2/3022 effective 1 October 1978]

Section 3 – Miscellaneous Entitlements

[210.71 and 210.72: repealed by T.B. 829184 effective 1 Septembre 2001]

210.73 – EXPENSES FOR THE APPREHENSION OF DESERTERS

(1) Subject to paragraph (2) of this article, a person, other than an officer or non-commissioned member of the Regular Force, who apprehends and delivers into service custody an officer or non-commissioned member who is a deserter or an absentee without leave from the Regular Force, shall be reimbursed for any necessary and reasonable expense incurred in effecting the apprehension and delivery into custody of the deserter or absentee, including any expenses incurred for board and lodging.

(2) The reimbursement prescribed in paragraph (1) of this article shall not be paid when there is evidence of collusion between the claimant and the officer or non-commissioned member apprehended.

(G)

[210.74 and 210.75: repealed 1 April 1989]

210.76 – REWARDS FOR REPORTING MINES OR TORPEDOES

(1) Rewards may be paid for the reporting of mines or torpedoes at the rates and under the circumstances prescribed in this article.

(2) (a) Apart from the appropriate reward prescribed in the table to this article, payment shall not be made for loss, material damage, loss of earnings or other damages resulting from the reporting of and remaining with a mine or torpedo.

(b) A reward shall not be paid for a mine brought up in fishing trawls and no payment shall be made for

b) sous réserve de l'approbation de l'officier qui autorise son engagement, doit se voir rembourser ses frais de voyage réels et raisonnables.

(G) [C.P. 1982-1/1129 en vigueur le 1^{er} avril 1982]

[210.63 : abrogé par C.P. 1985-3/3270 du 31 octobre 1985]

[210.64 à 210.69 : non-attribués]

[210.70 : abrogé par C.P. 1978-2/3022 en vigueur le 1^{er} octobre 1978]

Section 3 – Prestations diverses

[210.71 et 210.72 : abrogés par C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

210.73 – FRAIS D'ARRESTATION DE DÉSERTEURS

(1) Sous réserve de l'alinéa (2) du présent article, une personne autre qu'un officier ou militaire du rang de la force régulière qui arrête et met en prévention militaire un officier ou militaire du rang qui est déserteur ou absent sans permission de la force régulière est remboursée tous frais nécessaires et raisonnables découlant de la mise en arrestation et en prévention du déserteur ou de l'absent, y compris les frais de pension et de logement.

(2) Le remboursement prescrit à l'alinéa (1) du présent article ne s'effectue pas lorsqu'il y a preuve de complicité entre le réclamant et l'officier ou le militaire du rang appréhendé.

(G)

[210.74 et 210.75 : abrogés le 1^{er} avril 1989]

210.76 – RÉCOMPENSES POUR LE SIGNALLEMENT DE MINES OU DE TORPILLES

(1) On peut accorder des récompenses pour le signalement de mines ou de torpilles aux tarifs et dans les circonstances prescrits au présent article.

(2) (a) A part la récompense appropriée et prescrite au tableau ajouté au présent article, on n'accorde pas de versement à l'égard de pertes, de dommages matériels, de manque à gagner ou autres inconvénients résultant du signalement d'une mine ou d'une torpille et du fait d'être resté auprès de l'engin.

b) Aucune récompense n'est accordée pour une mine ramenée dans un chalut de pêche et il n'est fait aucun versement à l'égard de

Art. 210.76

(i) damage to trawls, or

(ii) damage sustained in destroying or sinking a mine.

(c) A reward for the reporting of a mine or torpedo shall not be paid to a member of the Canadian Forces or a person employed in or by the Canadian Forces.

(3) (a) Except as prescribed in (b) of this paragraph, the local military authority shall certify and forward a claim for a reward made in accordance with this article to the officer commanding the command who, if he authorizes payment, shall pass the claim to the Regional Services Officer for payment.

(b) When a claim for a reward is made for the reporting of a torpedo lost from one of Her Majesty's Canadian Ships cruising outside of Canadian waters, the commanding officer may authorize the payment of the reward through the ship's cash account.

(c) Before payment is made, action shall be taken to obtain a statement in writing that no further claim will be made in respect of the reporting. The statement shall be in the following form:

(i) dommages aux chaluts, ou

(ii) dommages subis lorsqu'on détruit ou coule une mine.

c) On n'accorde pas de récompense pour le signalement d'une mine ou d'une torpille à un membre des Forces canadiennes ou à une personne employée dans les Forces canadiennes.

(3) a) Sous réserve des prescriptions de l'alinéa b) du présent paragraphe, l'autorité militaire locale atteste et expédie une demande de récompense, établie conformément au présent article, à l'officier commandant le commandement qui, s'il autorise le paiement, transmet la demande à l'officier régional des services en vue du paiement.

b) Lorsque se présente une demande de récompense pour le signalement d'une torpille perdue par un navire canadien de Sa Majesté croisant en dehors des eaux canadiennes, le commandant peut autoriser le paiement de la récompense par l'entremise du compte de caisse du navire.

c) Avant d'effectuer le paiement, on prend des mesures afin d'obtenir une déclaration par écrit attestant qu'il ne sera pas présenté de nouvelle demande d'indemnité à l'égard du signalement. La déclaration doit revêtir la forme suivante :

I _____ (for myself and on behalf of _____ the owner of the vessel _____) in consideration of the payment of \$ _____ receipt whereof is hereby by me acknowledged, hereby release and forever discharge Her Majesty from and against any claim of whatsoever nature arising out of the reporting of _____

*Insert when payment is made to a person who is not the owner of the vessel involved.

Dated at _____ this _____ day of _____ 19

(Signature)

(Witness)

Je soussigné _____ * (en mon nom et au nom de _____ propriétaire du vaisseau _____) * en considération du versement de _____ \$, dont j'accuse réception par la présente, libère et décharge à jamais Sa Majesté par la présente de toute demande d'indemnité d'une nature quelconque résultant du signalement de _____

*A remplir lorsque le paiement est fait a une personne qui n'est pas propriétaire du vaisseau en cause.

Fait à _____ le _____ jour de _____ 19

(Signature)

(témoin)

(G) [P.C. 1974-8/1188 effective 1 January 1973]

(G) [C.P. 1974-8/1188 en vigueur le 1er janvier 1973]

TABLE TO ARTICLE 210.76

Rewards for the reporting of Mines or Torpedoes

CONDITIONS	RATES
<p>(1) <u>Mines</u></p> <p>(a) For the first report of a mine washed up on the shore of Canada and remaining with it until local authority arrives</p> <p>(b) For reporting a mine floating off the coast of Canada and remaining with it until arrival of a mine disposal vessel or mine disposal personnel</p>	<p>\$25</p> <p>\$200</p>
<p>(2) <u>Torpedoes</u></p> <p>(a) For furnishing information to the nearest maritime port, or customs authority, resulting in the recovery of a lost torpedo.....</p> <p>(b) For reporting a torpedo floating off the coast of Canada and remaining with it until arrival of a torpedo recovery vessel</p>	<p>\$50</p> <p>\$200</p>

TABLEAU À L'ARTICLE 210.76

Récompense pour le signalement de mines ou torpilles

Conditions	Tarif
<p>(1) <u>Mines</u></p> <p>a) Pour le premier signalement d'une mine rejetée par la mer ur la grève au Canada et pour être resté après jusqu'à l'arrivée des autorités locales</p> <p>(b) Pour le signalement d'une mine flottante au large des côtes canadiennes et pour être resté auprès jusqu'à l'arrivée du personnel ou d'un navire destructeur de mines</p>	<p>25 \$</p> <p>200 \$</p>

<p>(2) <u>Torpilles</u> (a) Pour renseignements communiqué au port maritime le plus rapproché ou à l'autorité douanière et aboutissant à la récupération d'une torpille perdue (b) Pour le signalement d'une torpille flottant au large des côtes canadiennes et pour être resté auprès jusqu'à l'arrivée d'un vaisseau de récupération des torpilles</p>	<p>50 \$ 200 \$</p>
--	------------------------------

(G) [P.C. 1974-8/1188 effective 1 January 1973]

210.77 – ACCOMMODATION GRANT – PERSONS RESCUED

To provide for minor comforts for rescued persons, a daily grant shall be paid in respect of each such person accommodated in a ship under paragraph (7) of CBI 209.30 (Travelling Expenses – Conditions and Entitlements).

(G) [P.C. 2001-1508 effective 1 September 2001]

[210.78: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[210.79: not allocated]

[210.80 and 210.81: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[210.815: repealed by P.C. 1975-6/2406 on 9 October 1975]

210.82 – GRANTS TO A SPOUSE OR COMMON-LAW PARTNER OR A DEPENDENT CHILD OF A MEMBER SUBJECT TO FORFEITURE

(1) This article applies to an officer or non-commissioned member who is married or in a common-law partnership or is single and has a dependent child as defined in CBI 205.015 (Interpretation).

(2) When an officer or non-commissioned member described in paragraph (1) is subject to a forfeiture prescribed in subparagraph (1)(c), (d) or (e) or paragraph (3) of article 208.30 (Forfeitures – Officers and Non-commissioned Members) for a continuous period exceeding seven days

(G) [C.P. 1974-8/1188 en vigueur le 1^{er} janvier 1973]

210.77 – SUBVENTION DE LOGEMENT – SURVIVANTS

Aux fins de fournir des comforts de base aux survivants, une subvention quotidienne sera payée pour chaque survivant recueilli à bord d'un navire conformément à l'alinéa (7) de la DRAS 209.30 (Frais de voyage – Conditions et droits).

(G) [C.P. 2001-1508 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[210.78: abrogé par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[210.79 : non-attribué]

[210.80 et 210.81 : abrogés par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[210.815 : abrogé par C.P. 1975-6/2406 le 9 octobre 1975]

210.82 – ALLOCATIONS A L'ÉGARD DE L'ÉPOUX OU CONJOINT DE FAIT OU DE L'ENFANT À CHARGE D'UN MILITAIRE ASSUJETTI À LA SUPPRESSION DE SOLDE

(1) Le présent article s'applique à un officier ou militaire du rang qui est marié ou vit en union de fait, ou qui est célibataire mais a un enfant à charge au sens de la DRAS 205.015 (Interprétation).

(2) Lorsqu'un officier ou militaire du rang visé à l'alinéa (1) est assujetti à une suppression prescrite en vertu de l'un ou l'autre des sous-alinéas (1)c, d) ou e) ou de l'alinéa (3) de l'article 208.30 (Suppressions – officiers et militaires du rang) pendant une période continue de plus de sept jours :

Art. 210.82

(a) the commanding officer may authorize payment of monthly grants to the spouse or common-law partner, dependent child or the person or persons undertaking the care of the dependent child, in a total amount not to exceed the amount authorized under the appropriate Provincial Assistance Program or the member's pay to which they would otherwise be entitled during the entire period of the forfeiture, whichever is the lesser; and

(b) the Minister may authorize additional payment of monthly grants to the spouse or common-law partner, dependent child or the person or persons undertaking the care of the dependent child, which exceeds the amount authorized by the commanding officer in subparagraph (a), but not to exceed the member's pay to which they would otherwise be entitled during the entire period of the forfeiture.

a) le commandant peut autoriser le versement d'une allocation mensuelle à l'égard de l'époux ou conjoint de fait, de l'enfant à charge ou de la personne ou des personnes assumant l'entretien d'un enfant à charge, d'un montant total n'excédant pas le montant autorisé par le Programme d'aide provincial approprié ou la solde à laquelle le militaire aurait normalement eu droit pendant la période entière de la suppression, selon le moindre des deux montants;

b) le ministre peut autoriser le versement additionnel d'une allocation mensuelle à l'égard de l'époux ou conjoint de fait, de l'enfant à charge ou de la personne ou des personnes assumant l'entretien d'un enfant à charge, excédant le montant autorisé par le commandant au sous-alinéa a) mais n'excédant pas la solde à laquelle le militaire aurait normalement eu droit pendant la période entière de la suppression de solde.

(G) [P.C. 2001-1508 effective 1 September 2001; P.C. 2014-0575 effective 1 June 2014 – (1)]

(G) [C.P. 2001-1508 en vigueur le 1^{er} septembre 2001; C.P. 2014-0575 en vigueur le 1^{er} juin 2014 – (1)]

[210.83: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[210.83 : abrogé par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[210.84: repealed by P.C. 1968-17/2154 effective 1 October 1968]

[210.84 : abrogé par C.P. 1968-17/2154 le 1^{er} octobre 1968]

[210.85: repealed by P.C. 1979-11/1459 on 9 May 1979]

[210.85 : abrogé par C.P. 1979-11/1459 le 9 mai 1979]

[210.86 to 210.89: not allocated]

[210.86 à 210.69 : non-attribués]

210.90 – MOVEMENT AND STORAGE OF NON-PUBLIC PROPERTY

210.90 – TRANSPORT ET ENTREPOSAGE DE BIENS NON PUBLICS

(1) Subject to such limitations, terms or conditions as may be prescribed by the Chief of the Defence Staff, when a unit or other element of the Regular Force is moved, other than temporarily:

(1) Sous réserve des restrictions ou des conditions qui peuvent être prescrites par le chef de l'état-major de la défense, lorsqu'une unité ou autre élément de la force régulière est déménagé (sauf les cas de déménagement provisoire) :

(a) from one location to another in Canada, the public bears the cost of packing, crating, cartage, transportation to the new location, unpacking and uncrating of the non-public property of the unit or other element;

a) d'un lieu à un autre au Canada, l'État assume les frais d'emballage, de voiturage et de transport des biens non publics de l'unité ou autre élément jusqu'à ce nouveau lieu ainsi que les frais de déballage de ces mêmes biens;

(b) from Canada to a location outside Canada, the public bears the cost of packing, crating, cartage and transportation of those items of non-public property that are of an attractive nature or of intrinsic or historical value to the nearest place where appropriate storage facilities are available and of storage at owner's risk until they can be restored to the unit or other element in Canada; and

b) du Canada à un lieu situé à l'extérieur du Canada, l'État assume les frais d'emballage, de voiturage et de transport des biens non publics qui comportent un certain intérêt ou qui possèdent une valeur intrinsèque ou historique, jusqu'au lieu d'entreposage approprié le plus rapproché, et l'État assume également les frais d'entreposage, aux risques du propriétaire, jusqu'à ce que ces biens puissent être remis à l'unité ou autre élément au Canada; et

(c) to a location in Canada on return from overseas, the public bears the cost of packing, crating, transportation, cartage, unpacking and uncrating of the non-public property when it is restored to the unit or other element in Canada.

c) à un lieu au Canada après une période outre-mer, l'État assume les frais d'emballage, de transport, de voiturage, ainsi que de déballage des biens non publics, lorsque ces biens sont remis à l'unité ou autre élément au Canada.

(2) In an emergency, the Chief of the Defence Staff may authorize, at public expense, under such terms and conditions as he may prescribe:

(2) En cas d'urgence, le chef de l'état-major de la défense peut permettre, pourvu qu'on observe les conditions qu'il prescrit à cette fin, que soient effectuées aux frais de l'État les opérations ci-après concernant la totalité ou une partie des biens non publics d'une unité ou autre élément :

- (a) the packing and crating;
- (b) the unpacking and uncrating;
- (c) the movement into and out of storage; and
- (d) the storage at owner's risk;

- a) l'emballage et la mise en caisse;
- b) le déballage;
- c) le voiturage avant et après l'entreposage; et
- d) l'entreposage aux risques du propriétaire.

of all or part of the non-public property of a unit or other element.

(G)

(G)

[210.91, 210.92, 210.925 and 210.93: repealed by P.C. 1982-4/1763 effective 1 April 1982]

[210.91, 210.92, 210.925 et 210.93 : abrogés par C.P. 1982-4/1763 en vigueur le 1^{er} avril 1982]

[210.94: repealed by T.B. 829184 effective 1 September 2001]

[210.94 : abrogé par le C.T. 829184 en vigueur le 1^{er} septembre 2001]

[210.95 to 210.99: not allocated]

[210.95 à 210.99 : non-attribués]